

Le Fait nouveau en Matière de Revision

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 mai 1935, à 13 h. 30

PAR

Jean PINATEL

Président : M. HUGUENEY, Professeur

Suffragants { MM. DEMOGUE,
DONNEDIEU DE VABRES. } *Professeurs*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1935

Le Fait nouveau
en
Matière de Révision

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

Le Fait nouveau en Matière de Revision

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 mai 1935, à 13 h. 30

PAR

Jean PINATEL

Président : M. HUGUENEY, Professeur

Suffragants { MM. DEMOGUE,
DONNEDIEU DE VABRES. } *Professeurs*

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES

1935



INTRODUCTION

1. — Un besoin impérieux de *stabilité* a conduit le législateur à assigner aux procès une fin arbitraire. La même action ne peut être toujours recommencée. Les voies de recours ne peuvent être indéfinies. Le principe traditionnel de *l'autorité de la chose jugée* est le moyen technique qui permet de satisfaire cette nécessité pratique : *Res judicata pro veritate habetur*.

Toutefois, en droit criminel, un vif sentiment de justice combat cette présomption de vérité, lorsqu'un fait révélé après une condamnation définitive démontre l'erreur du juge. Il a fallu admettre la revision des procès pénaux¹.

2. — La revision diffère de la grâce, de la réhabilitation et de l'amnistie. « La grâce remet la peine au coupable « par clémence ; la réhabilitation, en le rétablissant dans

1. Un besoin identique a conduit, en matière contractuelle, à une solution semblable. Si la disparition de l'un des multiples mobiles qui nous incitent à contracter devait entraîner la rupture du contrat, il en résulterait dans les relations contractuelles une insécurité dangereuse, voisine de l'anarchie. Et, c'est pourquoi, parmi tous ces motifs, tous ces buts, on a dû choisir l'un d'entre eux, qui est le même dans chaque catégorie de contrats et en faire la *cause* de l'obligation. Tel est le sens traditionnel des art. 1108 et 1131 du Code civil.

Cependant, une jurisprudence extensive, a détourné la notion de cause de son sens traditionnel et s'est penchée sur les mobiles, les a scrutés, pour combattre les conventions immorales. Il y a là, une grande ressemblance avec le fondement moral de notre institution luttant contre un principe de paix sociale. Voyez sur la théorie de la cause, le livre classique de M. Capitant : *De la cause des obligations*, 3^e édit. 1927.

« ses droits, fait justice à son repentir ; l'amnistie efface
« le délit et ses conséquences par nécessité, la revision
« proclame l'innocence et lui rend autant que possible
« ses droits pour réparer l'erreur et l'injustice », a écrit
M. Lair¹. Dans une formule vigoureuse M. Le Bertre a
souligné ces divergences « La grâce, la réhabilitation,
l'amnistie s'appliquent à un individu justement et léga-
lement condamné. La revision, à un individu, injuste-
ment, mais légalement condamné².

La revision diffère encore des autres voies de recours ordinaires ou extraordinaires. Elle ne doit pas être considérée comme un deuxième ou troisième degré de juridiction. Elle ne peut, comme l'appel, être basée sur des preuves déjà produites. Elle exige un fait nouveau inconnu des premiers juges. Elle se différencie encore de la cassation car son domaine est limité aux erreurs de fait et ne s'étend pas aux erreurs de droit.

Ainsi, l'élément essentiel de la revision réside dans ce fait nouveau, qui révèle l'erreur judiciaire. Tout le problème consiste dans la recherche d'un harmonieux équilibre entre le principe d'ordre public, de l'autorité de la chose jugée et le sentiment de justice, qui honnit l'erreur judiciaire. Il convient d'attribuer exactement à chacun de ces deux principes, le champ d'action qu'il réclame. Ils doivent coexister sans heurts. C'est là tout le problème du fait nouveau.

3. — L'étude du fait nouveau peut être conçue de plusieurs façons : On peut la considérer abstraitement en

1. Lair Adolphe Emile, *La restitutio in integrum. La réhabilitation*. Thèse, Paris, 1859, p. 157 et suiv.

2. Le Bertre, *De l'admissibilité de la revision et de la matérialité du fait nouveau en matière de revision*. Thèse, Paris, 1901, p. 8.

soi. C'est là une attitude statique éloignant de la réalité. Dans la pratique, la notion du fait nouveau est conditionnée par les formes de procédure employées pour l'exprimer. Des formes compliquées, minutieuses, rendent moins aisée la découverte de l'erreur, mais lui assurent une certitude plus grande. Des formes simples permettront la découverte d'un plus grand nombre d'erreurs, mais conduiront peut-être à une erreur nouvelle. La notion abstraite de fait nouveau réagit également sur le droit formel. Une conception stricte du fait nouveau, devant faire apparaître certainement l'erreur, compensera la déficience de la procédure. Il n'en sera pas de même si l'on se contente d'une conception large du fait nouveau permettant de douter seulement de l'exactitude de la condamnation

Aussi « toutes ces choses étant causées et causantes, « aidées et aidantes, médiates et immédiates, et toutes « s'entretenant par un lien naturel et insensible qui lie « les plus éloignées et les plus différentes »¹, il importe de rechercher la solution du problème, en le saisissant dans son dynamisme. En un mot, nous tenterons une étude *réelle* du fait nouveau, combinaison ou résultante de sa conception *matérielle* et de sa *réalisation formelle*².

4. — Nous n'étudierons pas le problème qui est le

1. Pascal, *Pensées*, Appendice au Chapitre XXII, n° 1.

2. Les criminalistes modernes distinguent les règles matérielles ou de fond et les règles formelles ou de procédure. Voyez notamment J. Peritch. « Du renouvellement de la Procédure pénale », (d'après le nouveau Code de procédure pénale yougoslave du 16 février 1929) : *Revue de Droit pénal et Criminologie* et *Archives internationales de Médecine légale*, 1931, p. 945. Adoptant cette terminologie nous parlerons de fait nouveau au sens matériel, dans l'étude abstraite de la notion même, de fait nouveau au sens formel ou de réalisation formelle du fait nouveau, dans l'étude de la procédure que cette notion doit suivre pour se manifester juridiquement. De la combinaison « de ces deux sens, matériel et formel, se dégagera alors le sens réel du fait nouveau, tel qu'il apparaît dans la vie juridique ».

complément indispensable de celui de la constatation de l'erreur judiciaire : celui de la réparation de cette erreur. Nous renvoyons aux nombreuses études qu'il a suscitées et particulièrement à la thèse de M. Achalme¹.

Notre étude étant ainsi délimitée, notre plan sera le suivant :

Titre I. — Le problème au point de vue de l'Histoire.

Titre II. — Le problème au point de vue du Droit positif.

Titre III. — Le problème au point de vue du Droit comparé.

Titre IV. — Le problème au point de vue législatif.

Nous serons ainsi, tout naturellement amenés, à conclure en exprimant, *de lege ferenda*, notre opinion personnelle.

1. Bernard, « De la réparation des erreurs judiciaires », *Revue critique*, 1870, p. 360, 481 ; R. Nicolas, « De la réparation aux victimes d'erreurs judiciaires », *Revue critique* 1888, p. 549 ; Camoin de Vence, « Des indemnités à accorder aux victimes d'erreurs judiciaires », *Revue pénitentiaire*, 1894, p. 324 ; Ed. Seligman, « Des indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires », *Revue politique et parlementaire*, 1895, t. V, p. 93 ; A. Le Poittevin, « Rapport à la Société générale des Prisons », *Revue pénitentiaire*, 1895, p. ; Pean, *Erreurs judiciaires*, Thèse, Paris, 1895 ; L. Jardin, *Les erreurs judiciaires et leurs réparation*, Thèse, Caen, 1897 ; E. Devèze, *De la responsabilité civile de l'État au cas d'erreur judiciaire*, Thèse, Paris, 1897 ; Bavière, *La réparation des erreurs judiciaires et la loi du 8 juin 1896*, Thèse, Dijon, 1898 ; Paul Roche, *De la réparation des erreurs judiciaires*, Thèse, Lyon, 1899 ; Achalme, *Des indemnités à allouer aux victimes d'erreurs judiciaires*.

Une synthèse de la notion d'ayant droit pourrait être faite en comparant l'énumération de l'art. 446 2, C.I. cr, celle de la loi du 9 avril 1898 et la construction jurisprudentielle des ayants droits à indemnité au cas d'accident mortel. (Voyez sur ce dernier sujet l'excellente thèse de M. H. Perret, Paris, 1933).

Titre Premier

Le Problème au point de vue de l'Histoire

5. — Notre sujet est très limité. Il semble nous dispenser de longues considérations historiques. Mais « explorer les annales du droit pénal, c'est mettre en « lumière l'une des faces les plus intéressantes de la civilisation de chaque âge de l'humanité ; c'est chercher « dans le perfectionnement successif des lois du passé la « raison d'être des lois actuelles ; c'est fournir des éléments nouveaux à la solution toujours énoncée, mais « toujours incomplète de l'immense problème que « soulève la conciliation de la liberté individuelle avec « les exigences de la sécurité générale ; c'est puiser dans « les efforts et la persévérance des générations éteintes, « le courage de lutter à notre tour pour réaliser des formes plus généreuses et plus larges »¹. Et c'est pourquoi, il importe d'esquisser rapidement l'histoire de notre problème, tant dans l'Ancien Droit que dans le Droit Moderne né de la révolution.

La limitation de cette étude historique, est, au demeurant, fort justifiée. Les législations anciennes ne

1. Thonissen, *Études sur l'histoire du droit criminel des peuples anciens*, Bruxelles, 1869, t. I, p. 9.

présentent que des conceptions très peu nuancées des voies de recours. La revision, telle que nous la concevons aujourd'hui, n'existe ni dans l'Inde¹, l'Egypte², la Grèce³, ni, malgré controverse, en Droit Romain⁴. La lé-

2. Dans l'Inde, l'autorité de la chose jugée avait une force extrême. Le roi ne pouvait juger à nouveau l'affaire que lorsque les magistrats avaient prononcé une sentence injuste. IX-233 : Toute affaire qui, à une époque quelconque a été conduite à son terme et jugée, doit, si la loi a été suivie, être considérée par le roi comme terminée ; qu'il ne la fasse pas recommencer.

234. — Mais quelle que soit l'affaire qui ait été décidée injustement par les ministres et le juge, que le roi la réexamine lui-même et les condamne à une amende de mille francs (*Lois de Manou*, traduction du sanscrit par M. Loiseleur-Deslongchamps, Paris, 1883). Comp. Thonissen, *op. cit.*, p. 34 et 35.

1. L'ouvrage précité de M. Thonissen ne contient aucun renseignement sur les voies de recours. En Egypte, l'autorité de la chose jugée devait être extrêmement forte si l'on en juge par ces mots de M. Thonissen, t. I, p. 127 *op. cit.* Comme les dieux de l'Egypte, la justice nationale s'enfermait de silence et de mystère, et prenait à certains égard la forme de l'oracle.

2. A Athènes, l'ardeur de la passion politique était telle, qu'elle conduisait à produire dans les procès de multiples faux témoignages. Mais si le faux témoin était condamné, l'annulation du jugement injuste pouvait être demandée. Voyez G. Perrot, *Essai sur le droit public et privé de la république athénienne*.

3. Il faut remarquer, en effet, que « la fermeté des notions fondamentales au point de vue de la forme et du fond, qui distingue le droit « privé romain, ne se rencontre que dans une faible mesure pour la partie « de beaucoup la plus importante du droit pénal, pour celle qui appartient « au droit public ». (Mommsem, *Le droit pénal romain*, t. I, traduit par J. Duquesne, 1907, p. 6.

Cette insuffisance des Romains, vis-à-vis des lois pénales, se manifeste également dans l'organisation des voies de recours. Ni dans la *provocatio ad populum*, ni dans l'*intercessio*, ni dans la *restitutio in integrum*, ni dans l'appel, n'apparaît une conception claire de l'idée de revision.

D'après Mommsem (*op. cit.*, p. 164, t. II) l'idée fondamentale qui domine la *provocatio*, est celle de pardon et non de revision, et il cite en note la légende d'Horace qui « fait, dit-il, ressortir cette idée avec une très « grande puissance : le crime commis est le plus grave qu'on puisse « imaginer, le coupable est connu et avoue, mais l'excuse est le patriotisme qui rachète tout ».

L'*intercessio*, apparue sous la république, était le droit accordé à tout magistrat romain de paralyser les actes de son collègue ou de son inférieur.

Mommsem (*op. cit.*, p. 166 t. II) remarque que « la condamnation « pénale prononcée par un magistrat à propos de la *restitutio in integrum* « dans une procédure de *cognitio* a bien l'autorité de la chose jugée et la « force exécutoire, mais elle n'est jamais irrévocable au sens juridique « du mot » et il dit plus loin « la reprise du procès est au contraire nécessaire dans la procédure des *questiones* comme dans l'action privée,

gislation barbare l'ignore également ¹. Seule la civilisation juive la soupçonne ².

« lorsque la sentence a été obtenue injustement, c'est-à-dire, par surprise ou par contrainte ».

Quant à l'appel, Faustin-Hélie constate (*Traité de l'instruction criminelle*, Paris, 1886, p. 109), que « le gouvernement impérial ne vit dans l'appel qu'un moyen d'étendre sa puissance : cette voie de recours ne fut qu'un instrument de centralisation à l'aide duquel la justice fut placée tout entière sous la main du prince ».

Sur ces questions d'histoire du Droit romain, voyez Sevestre, p. 13 et suiv.

1. D'après la loi salique, une voie de recours contre les jugements illégaux ou injustes était incontestablement ouverte, suivant le titre LVII. Les rachimbourgs, qui jugeaient contrairement à la loi étaient condamnés à une amende de 15 sous. Voyez J.J. Thonissen : *L'organisation judiciaire, le droit pénal et la procédure pénale de la loi salique*, Bruxelles, 1891, p. 340 et 341. « Il ne faut pas confondre, dit-il, cette procédure avec l'appel du droit moderne. Le débat constitue en réalité un procès nouveau qui se déroule entre le plaignant et les juges qui ont rendu la sentence prétendue illégale. L'autre partie, au bénéfice de laquelle le jugement attaqué a été prononcé, reste complètement hors de cause. Elle attend l'issue de cette procédure sans y prendre part, comme dans les anciennes coutumes de France, les juges étaient ajournés à l'effet de défendre le bien jugé ».

2. Des renseignements nous sont fournis par l'Ancien Testament. Aussitôt prononcée, la peine était exécutoire sans délai. Toutefois, au moment de l'exécution, tout individu pouvait se présenter en soutenant que les juges s'étaient trompés et que l'accusé était innocent. Voyez, Thonissen, *Études sur l'histoire du droit criminel des peuples anciens*, Bruxelles, 1869, t. II, p. 19.

CHAPITRE PREMIER

L'ANCIEN DROIT

6. — Il n'existait, avant Saint-Louis, qu'un appel grossier et fruste contre les jugements. Il se présentait, soit sous la forme de l'appel pour défaut de droit, porté devant le suzerain au cas de déni de justice, soit sous la forme de l'appel pour faux jugement qui aboutit au duel judiciaire¹. Toutes nos voies de recours dérivent de cette commune origine. Elles se sont, par la suite, différenciées, sous la pression de l'évolution politique et juridique. C'est là un magnifique exemple des effets de la loi de la division du travail².

Dans une première section nous étudierons, au point de vue historique et juridique les propositions d'erreur.

1. La notion d'appel s'est ensuite dégagée, à l'imitation du droit romain et des juridictions ecclésiastiques, notamment à la faveur du mouvement général « qui favorisait l'envahissement des justices royales » (Faustin-Hélie, t. I, p. 357 et suiv).

2. Dans son livre, *Essai sur l'histoire du droit d'appel, suivi d'une étude sur la réforme de l'appel*, Paris, 1881, M. Fournier constatant « que tous les jours l'institution d'appel ne s'est montrée qu'aux époques où un certain ordre régnait dans l'organisation politique des peuples, où une administration déjà assez perfectionnée fonctionnait et où une tendance certaine se manifestait vers la centralisation » se demande s'il n'est pas permis d'y voir une application de cette grande loi, qui oblige tout être vivant perfectionné, tout corps social avancé, à posséder un organisme en rapport avec son état et en outre qui ne permet à un organisme quelconque de se perfectionner que par une localisation plus grande de ses diverses fonctions » (p. 1 et suiv).

Dans une deuxième section, divisée d'une façon identique, nous envisagerons les lettres de revision créées par l'Ordonnance de 1670.

SECTION I

LES PROPOSITIONS D'ERREUR

§ I. *Aperçu de l'évolution historique*

7. — Dès le ^{xii}e siècle, une réaction semble se dessiner contre l'usage du combat judiciaire. Louis le Jeune, par l'Ordonnance de 1168 et Saint-Louis par l'institution de la Trêve dite « la quarantaine le Roy » en ont été les premiers artisans. Enfin l'Ordonnance de 1260, défend les duels judiciaires et les remplace par la preuve par témoins. Saint-Louis devait compléter sa réforme par une partie constructive. L'art. 8 de l'Ordonnance de 1260 crée la supplication. Le texte a été textuellement reproduit par les Etablissements¹. L'appel existait devant les juridictions seigneuriales. Par respect pour la juridiction royale, on ne pouvait se pourvoir contre les jugements des « Courts le Roy » que par voie de supplication.

1. « Se aucun veut fausser jugement ou pais, où il appartient que le jugement soit faussé, il n'i aura point de bataille més les clains et les respons et les autres destrains de plet, seront apportéz en nostre Court, et selon les errements du plet, leu fera depécier le jugement ou tenir et cil qui sera trouvé en son tort l'amandera selon la coutûme de la terre » — Il y avait à côté de la supplication adressée au roi, une supplication adressée au juge lui-même, mais c'était toujours la même institution poursuivant le même but. Toutefois, la supplication adressée au juge devait être présentée le jour même du prononcé du jugement. Henrion de Pansey a vu dans cette distinction un premier dédoublement de l'erreur de droit et de l'erreur de fait (*De l'autorité judiciaire en France*, Paris, Barrois, 1827, in-8°, t. I, p. 27). — Sur la réfutation de cette théorie voyez Chénou : *Origines. Conditions. Effets de la cassation*, Paris, 1882 p. 15 en note.

8. — Exceptionnellement, les Parlements jugeaient en dernier ressort. Mais une pratique de centralisation : l'évocation, n'a pas tardé à apparaître. C'est l'origine directe de notre cassation. C'est aussi la première manifestation de la différenciation de la revision et de la cassation¹.

9. — Une Ordonnance de Philippe le Bel du 23 mars 1302 a institué un mode de recours, qui a été ensuite mentionné, dans l'Ordonnance de Philippe le Long, du mois de décembre 1320. Il était dénommé « grâce de dire contre arrez en nostre Parlement ». La délivrance de ces lettres royales a donné lieu à des abus. En 1340, Philippe de Valois a essayé d'y remédier. Il a institué l'obligation de donner caution en vue d'une amende éventuelle. Les lettres de grâce de dire contre les arrêts sont devenues alors les lettres de propositions d'erreur. L'Ordonnance de 1344 a réglementé leur procédure. Les erreurs invoquées devaient être remises par écrit aux Maîtres des Requêtes. Elles ne devaient plus, à l'avenir, suspendre l'exécution des arrêts.

La pratique a imaginé les lettres pour être reçu à alléguer, nullité, griefs et contrariétés dans le but d'échapper à ces formalités. Lorsque l'erreur provient des parties en cause et non du juge, la requête n'est pas portée devant le roi, mais devant la juridiction qui a rendu le jugement attaqué. C'est la requête civile².

1. Sur l'histoire de la cassation, voyez indépendamment de l'ouvrage de M. Chenon les thèses de M. Jean Plassard, *Des ouvertures communes à cassation et à requête civile*, Paris, 1924, p. 41 et suiv et Gabriel Marty, *La distinction du fait et du Droit. Essai sur le pouvoir de contrôle de la Cour de cassation sur les juges du fait*, Toulouse, 1929, p. 37 à 56. Voyez également Carsonnet et Cézard-Bru, *Traité théorique et pratique de procédure civile*, t. VI, p. 590 et suiv.

2. Cette requête était appelée civile, car l'erreur visée par le recours n'est pas imputable au juge. Elle n'a donc pour lui rien de blessant.

On peut aussi s'adresser à cette même juridiction en invoquant la nullité de cette disposition ou la contrariété de ses dispositions.

L'édit de Chanteloup, rendu sous François I^{er}, au mois de mars 1545¹ a prescrit la rigoureuse observation des anciennes ordonnances. Les ordonnances de septembre 1535, d'août 1539, et la fameuse ordonnance de Blois en mai 1559 ont maintenu cette réglementation. Les propositions d'erreur ont été abrogées en 1667².

§ II. Etude juridique

10. — Après ce court exposé historique, il importe de scruter les propositions d'erreur plus minutieusement au point de vue juridique. Nous essaierons de dégager leur sens réel, après une double étude de leurs règles matérielles et formelles. Il nous faudra nous guider soigneusement sur le titre 39 du chapitre cinquième, du livre second du fameux *Traité de la justice criminelle de Jousse*.

11. — « La proposition d'erreur, suivant Rebuffé³,
« dit-il, est une concession faite par le souverain sur la
« requête d'une partie, pour raison d'une erreur de fait

1. Sur l'édit de Chanteloup, Voyez Chenon, *op. cit.*, p. 29, Marty, p. 44 Plassard, p. 45.

2. Ainsi la requête civile et la revision ont une origine commune. La cassation, par contre, s'est créée d'une manière indépendante. Ce fait historique est le point central de la thèse de M. Plassard. Etudiant les difficultés produites par les ouvertures communes à requête civile et à cassation, il se demande (p. 68) si la solution n'est pas tacitement indiquée par l'histoire. « Ne consisterait-elle pas à continuer l'évolution annoncée par l'ordonnance de 1667 ? Cette dernière avait fait passer dans le domaine de la requête civile un certain nombre de vices de procédure. N'y aurait-il pas lieu d'en débarrasser le domaine du recours en cassation pour le réserver presque exclusivement à l'erreur *in judicando*, laquelle se rattache à ce rôle unificateur de la jurisprudence, qui caractérise la cassation moderne ».

3. *De profrofitum erroribus* (in *Proemio*, n° 9).

« contre un jugement qui ne peut être rétracté par voie
 « d'appel ou de nullité ». Ainsi la proposition d'erreur
 présentait déjà les deux caractères essentiels de la re-
 vision moderne : décision définitive, — erreur de fait —
 Ce dernier caractère est précisé peu après. « Il est cons-
 « tant que ces sortes de proposition n'avaient ordinaire-
 « ment lieu que quand le juge *errait en fait*, non quand
 « il errait en droit, soit par impéritie ou autrement
 « parce qu'à l'égard de cette seconde erreur, les juges
 « souverains ne sont jamais réputés s'être trompés ». Plus loin, Jousse souligne la différence entre la propo-
 sition d'erreur et la requête civile « à l'égard du dol de la
 « partie qui renferme aussi la fausseté des titres par elle
 « produits, il fallait se pourvoir par requête civile ».

Jousse en vient par la suite au fondement même de
 l'institution « Il fallait, dit-il, recourir au prince pour
 « avoir ces lettres de proposition d'erreur, car on ne
 « peut douter que ce ne soit ici une véritable grâce
 « contraire au droit commun, puisqu'elle tend à détruire un
 « jugement qui n'est point sujet à l'appel, à la différence
 « de la requête civile, qui est une voie de justice et non
 « de grâce, fondée sur le dol ou sur d'autres moyens
 « semblables qui n'attaquent ni les juges, ni la subs-
 « tance du jugement, mais la forme, au lieu que la pro-
 « position d'erreur est une ressource contre le fond
 « même du jugement et qui par conséquent ne peut
 « s'accorder que comme une grâce ».

Le témoignage de Jousse permet de synthétiser le
 sens matériel des propositions d'erreurs dans les trois
 formules suivantes :

1. Toute erreur de fait, sans limitation aucune, per-

mettait de se pourvoir par la voie de la proposition d'erreur¹.

2. La proposition d'erreur, était livrée à l'arbitraire du prince. Elle faisait partie de ce que l'on a appelé « la justice retenue »².

3. La proposition d'erreur différait de la requête civile, en usage en matière criminelle, dans le cas où l'on articulait du dol de la part de quelqu'une des parties³.

12. — Quant à la procédure des propositions d'erreur, Jousse s'exprime ainsi : « Le temps de pouvoir obtenir
« ces Lettres était fixé à deux ans par l'Ordonnance de
« 1479, et à un an pour mettre le procès en état de juger.
« Ce temps de deux ans a été limité à un an par l'art. 136
« de l'Ordonnance de 1539, mais l'art. 138 veut que le
« jugement soit prononcé dans les cinq ans, ce que
« l'Ordonnance de février 1549 a déclaré ne devoir
« s'entendre que du temps, dans lequel le procès devrait
« être mis en état par le demandeur et non du temps où
« il devait être jugé puisque le jugement est de la pure
« volonté des juges
....En ce qui concerne la forme il fallait d'abord sui-
« vant l'Ordonnance de 1344, que les erreurs fussent
« envoyées closes et cachetées au Parlement, ensuite,

1. Comp. Charondas : Annotations sur le chap. XXVII, livre III du *Grand Coutumier* « La proposition d'erreur est d'erreur de fait parce que
« l'on ne présume y avoir erreur de droict aux arrests de la Cour ».

2. Voir sur la justice retenue, J. Declareuil, *Histoire générale du Droit français des origines à 1789*, (Paris, 1925), p. 664 à 677 ; Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du Droit français*, (15^e édit. Paris, 1925), p. 421 et suiv.

3. Laurent Bouchel, Paris, 1667, 4^e, *La bibliothèque ou le Trésor du Droit français*, p. 1102 « La proposition d'erreur est un remède ordinaire par
« lequel on prétend avoir été jugé par erreur et la requête civile est un
« remède extraordinaire par lequel on ne prétend pas que la Cour ait
« erré, ni mal jugé, mais avoir été surprise par le dol de la partie ».

« il fallait appeler les parties suivant la même ordonnance, enfin il fallait donner caution ou consigner une somme pour répondre des dommages-intérêts et des dépens des parties, suivant les Ordonnances de 1340, et 1344 et celle d'août 1539 art. 136¹

« Les propositions d'erreur devaient être jugées à l'audience. Elles devaient être jugées par le même tribunal où le premier jugement avait été rendu ...
«L'obtention des lettres de propositions d'erreur n'empêchait pas l'exécution du jugement que l'on attaquait.

« La peine contre ceux qui succombaient dans cette demande outre les dommages-intérêts était d'une amende double pour laquelle il fallait donner caution ou consigner 240 livres parisis suivant l'art. 136 de l'Ordonnance de 1539.

« Enfin, il faut observer que les propositions d'erreur ne pouvaient être admises qu'une fois ».

En définitive, cette procédure présentait trois caractères principaux :

1^o Elle était compliquée et minutieuse.

2^o Le recours devait être intenté dans un délai très bref.

3^o Le recours ne pouvait être intenté qu'une fois.

13. — Il nous est aisé, maintenant, de dégager le sens réel des propositions d'erreur. Illimitées en théorie, elles étaient, en pratique, très restreintes. Leur caractère politique et partant arbitraire ainsi que les formes strictes et sévères de leur procédure, notamment l'unité et la brièveté de la demande, restreignaient considérable-

1. Rebuffe, *De supplicationibus sive errorum propositionibus*, n^o 20 et suiv.

ment leur utilité. Le sentiment de justice était contenté par une non-limitation de principe, la nécessité de protéger la chose jugée s'exprimait dans des artifices de forme. C'était là, une élégante solution, dont l'éclat était amoindri, par le caractère essentiellement politique de l'institution. La proposition d'erreur était une variété de grâce.

Cette étude, la proposition d'erreur, est une excellente illustration de l'idée émise dans notre introduction. L'étude d'une notion en soi, est toute théorique. Elle est, en réalité, fonction du formalisme. C'est, sous cet aspect dynamique que son étude est vraiment féconde.

SECTION II

Les lettres de revision et l'Ordonnance de 1670

Comme en matière de proposition d'erreur, après un rapide exposé historique, nous entreprendrons l'étude juridique des lettres de révision.

§ I. *Aperçu historique*

14. — L'Ordonnance de 1667 n'a conservé la requête qu'en matière civile. Elle en a interdit formellement l'emploi en matière criminelle. Elle a, en outre, abrogé expressément, l'emploi de la proposition d'erreur¹.

15. — Mais cette dernière, restreinte aux procès criminels, a reparu sous le nom de revision dans l'Ordonnance de 1670. Le titre 16 de l'Ordonnance est consacré aux lettres royales, lettres d'abolition, de rémission, de

1. Voyez Plassard, *op. cit.*, p. 47.

pardon, lettres pour ester à droit, de commutation de peine, de rappel de ban ou de galères et enfin de revision des procès¹.

§ II. Etude juridique

16. — L'Ordonnance n'a pas défini les lettres de revision. Aussi faut-il encores en rapporter à Jousse : « Les lettres
« de revision, dit-il, sont des lettres que le roi accorde
« pour revoir et examiner de nouveau le procès criminel
« d'une personne condamnée contradictoirement, par
« arrêt ou jugement en dernier ressort, afin de révoquer
« la condamnation, s'il y a lieu, et de renvoyer le con-
« damné ou sa mémoire, absous des cas qui lui ont été
« imposés avec restitution et rétablissement dans sa
« réputation et bonne renommée »².

1. Voici le texte des articles de l'Ordonnance consacrée aux lettres de revision : *Art. 8.* Pour obtenir des lettres de revision de procès, le condamné sera tenu d'exposer le fait avec les circonstances par requête qui sera rapportée en notre Conseil et renvoyée, s'il est jugé à propos, aux Maîtres des Requêtes de notre Hôtel, pour avoir leur avis que nous voulons ensuite être rapporté en notre Conseil. Et si les lettres sont justes, il sera ordonné par arrêt, qu'elles seront expédiées et scellées et pour cet effet, elles seront signées par un secrétaire de nos commandements.

Art. 9. — L'avis des Maîtres des Requêtes de notre Hôtel et l'Arrêt de notre conseil, seront attachés sous le contre-scel des lettres de revision.

Art. 10. — Les parties pourront produire devant les juges, auxquels elles seront renvoyées, des nouvelles pièces, qui seront attachées à une requête, de laquelle sera baillé copie à la partie, ensemble des pièces pour y répondre aussi par requête dont sera pareillement baillé copie dans le délai qui sera ordonné : passé lequel et après que le tout aura été communiqué à nos procureurs, sera procédé au jugement des lettres sur ce qui se trouvera produit.

2. Jousse, *Traité de la justice criminelle de France*, t. II, Part. III, Liv. II, Titre 39, p. 777, édit. de 1771. (Il est curieux de noter que la définition donnée par Jousse, se retrouve textuellement dans l'ouvrage d'un patricien anonyme du XVIII^e siècle. Voyez M *** Conseiller au Présidial d'Orléans : *Nouveau commentaire sur l'Ordonnance criminelle du mois d'août 1670, avec un abrégé de la justice criminelle*. Nouvelle édition 1756. Paris, chez Debusse l'Ainé.

Voici également la définition de Muyart de Vouglans : « On les appelle
« ainsi, parce qu'elles sont accordées pour faire revoir et juger de nouveau,
« un procès criminel dans lequel il y a eu un arrêt au jugement de con-

L'Ordonnance n'a pas non plus indiqué, dans quels cas la revision pouvait être demandée. Une jurisprudence libérale a essayé de remédier à toute erreur de fait. M*** commentant l'Ordonnance précise que la « revision » a lieu seulement dans le cas d'une condamnation « injuste comme s'il y a erreur dans la personne et que l'accusé ait été condamné pour un autre ; et en général pour tous les autres cas et moyens de droit, pour lesquels le condamné peut être *justifié* »¹. Ces faits justificatifs sont les suivants² : l'alibi, la contrariété de jugements, l'existence de la prétendue victime, la folie ou la fureur ; la légitime défense, la nécessité ou le défaut de volonté — la preuve de la débauche de la fille, sur une accusation de rapt portée par elle ; — en matière d'injures, la notoriété de la vérité de l'injure proférée. Mais cette énumération n'est pas limitative, car dit le commentateur « Il y'a aussi des faits justificatifs, qui regardent les preuves en particulier. Ainsi, si un accusé a été trouvé saisi d'effets volés, il peut être admis à prouver qu'il a acheté ces effets de bonne foi et quelquefois même de l'auteur du vol ».

Si l'on transporte toutes ces hypothèses de justification dans le domaine de la revision, il est aisé de com-

« damnation en dernier ressort ». Muyart de Vouglans, *Instruction criminelle suivant les lois et ordonnances du royaume*, 1762, p. 570 et suiv. et celle donnée par Guy du Rousseaud de la Combe : C'est un moyen et le seul moyen pour revenir contre un arrêt ou jugement en dernier ressort rendu au Grand Criminel, car la requête civile n'y a point lieu, à moins que l'arrêt ou le jugement en dernier ressort ne se trouve donné, par dol, surprise et fraude, par exemple, quand il y a preuve qu'on a falsifié ou supprimé les charges et informations, réduit et corrompu les témoins ou usé de mauvais artifices, auquel cas les lettres en forme de requête civile sont admissibles et doivent être entérinées ». (Traité des matières criminelles suivant l'ordonnance du mois d'août 1670, III^e partie, chap. XV, p. 522. édit. de 1757).

1. M***, *op. cit.*, p. 325 note 3.

2. *Id.* t. XXVIII, art. I, p. 483 et les notes.

prendre que sous l'empire de l'Ordonnance de 1670, le « fait nouveau » devait seulement produire un doute raisonnable¹. La théorie du fait nouveau était donc alors axée vers la fin même de la revision. Muyart de Vouglans pouvait donc bien dire que « c'est principalement sur l'injustice des condamnations que doit être fondé le jugement de revision ». Avec une telle conception le péril qu'il faut éviter c'est qu'en raison de cette ouverture si large on ne commette à nouveau une erreur et compromette sérieusement l'autorité de la chose jugée. Un droit formel complexe palliait à ces inconvénients, dans notre Ordonnance. Quoiqu'il en soit, cette tendance à ouvrir largement la voie de revision a conduit nos juristes, à dépasser les limites de l'erreur de fait. Ils ont fait ainsi sortir la revision de sa ligne juridique et l'ont confondue avec les autres voies de recours. D'après Jousse, bien que « l'erreur de fait soit « le moyen principal de revision, et celui qui s'emploie « le plus ordinairement, il ne faut pas cependant croire « qu'il soit l'unique qui puisse être employé en faveur « des condamnés. On peut aussi se servir en général de « tous les autres moyens qui peuvent établir l'innocence « de l'accusé. La faveur de cette innocence exige toujours « qu'un jugement injuste, qui a fait perdre la vie ou « l'honneur à un citoyen soit rétabli, soit que ce jugement vienne du juge même, comme dans le cas d'innocence, ignorance ou prévarication, ou qu'elle vienne « des parties, soit que l'une d'elles ait été mal défendue,

1. « On doit admettre dans la revision toutes sortes de moyens de mal jugé. L'ancienne pratique de la revision, la signification même du mot revision, le désir qu'on doit avoir de découvrir l'innocence, tout court à donner toute l'étendue possible à la revision. En matière criminelle, un simple doute raisonnable suffit lorsqu'il s'agit d'établir son innocence » (Jousse, *op. cit.*, t. II, p. 781-82).

« soit que l'autre ait usé de dol ou de fraude, et il serait
« difficile de penser qu'un innocent qui a subi une con-
« damnation qu'il ne méritait pas, quoiqu'il n'y ait eu
« aucune erreur de fait, n'ait aucune ressource pour faire
« connaître son innocence ».

Il existait donc, une notion très large « du fait nouveau » se contentant d'un doute raisonnable. Ce désir d'équité conduisait à faire sortir la revision de ses limites juridiques.

17. — Il était dans la tradition de notre Ancien Droit de concevoir largement le fait nouveau *donnant ouverture à revision*. Mais ce fait nouveau devait pour établir l'erreur judiciaire, se frayer une difficile voie parmi de multiples difficultés de procédure.

Cette procédure complexe expliquée en détail par le texte de l'Ordonnance¹ peut être brièvement décrite de la manière suivante :

1^o Le condamné devait se pourvoir par requête adressée au Conseil du Roi. Le conseil du Roi renvoyait le recours aux Maîtres des Requêtes. Après examen, ils faisaient rapport audit Conseil. Celui-ci pouvait considérer le recours comme recevable. Il rendait alors un arrêt, ordonnant que les lettres de revision, seraient expédiées et scellées. Le règlement de 1738 n'apporta aucun changement notable à cette procédure profondément arbitraire.

2^o Si le recours était considéré comme recevable, il était scellé ainsi que l'avis des maîtres des requêtes et l'arrêt du Conseil et adressé à celle des cours du

1. Jousse, *op. cit.*, p. 780.

royaume où le procès avait été jugé¹. Toutefois, lorsqu'il y avait suspicion contre le premier tribunal ou faute trop grossière dans son premier jugement, les nouveaux débats devaient avoir lieu devant une Cour supérieure².

3^o Enfin, une amende de 300 livres envers le roi et de 150 livres envers la partie adverse était prévue, au cas où la demande en revision serait rejetée.

Deux traits essentiels dominaient donc cette procédure : l'intervention de l'arbitraire souverain, sa complication et son caractère onéreux. Mais, d'autre part, elle marquait un incontestable progrès du sentiment de justice, vis-à-vis de la proposition d'erreur. En effet elle pouvait être demandée sans que la prescription l'entravât jamais et la mort du condamné n'y mettait pas obstacle³.

18. — Ainsi nous notons une sensible amélioration quant à la proposition d'erreur. Néanmoins le fondement de la conception demeure : la souplesse de la notion de fait nouveau trouve sa contre-partie dans la rigueur de la procédure. A la suite de ce long cheminement parmi l'enchevêtrement des formes, l'erreur judiciaire doit apparaître *avec certitude*. C'est ainsi que s'éclaire le sens de deux paroles de Jousse contradictoires en apparence : « Il suffit, dit-il, d'une part que le « jugement puisse être reconnu injuste de quelque « manière que ce soit pour donner lieu à revision et quand

1. « Cette disposition n'est pas toujours appliquée et même on renvoie « ordinairement la revision devant d'autres juges, car enfin on a de la « peine à détruire son propre ouvrage ce qu'il faut éviter principalement « en matière criminelle où il s'agit quelquefois de la vie », Guy du Rousseau de la Combe, *op. cit.*, p. 522.

2. Jousse, *op. cit.*, p. 790 et 791.

3. Pour plus de détails, voyez Sevestre, *De la revision des procès criminels et correctionnels et des indemnités à accorder aux victimes d'erreurs judiciaires*. Thèse, Paris, 1899, p. 40 à 64.

« il s'agit de faire triompher l'innocence on doit tout
« mettre en usage »¹, mais il remarque en terminant que
« les lettres de revision² ne doivent être admises que
« difficilement et quand on a de bons et puissants
« moyens et cela à cause des inconvénients qui pourraient
« en arriver, si on les accordait facilement, parce que
« c'est mettre une seconde fois sous les yeux des juges
« le même procès qu'ils ont déjà jugé et rendre en quel-
« que sorte leurs jugements illusoires, au lieu qu'on ne
« doit pas donner légèrement atteinte à l'autorité des
« choses jugées, suivant cette règle que *res judicata*
« *pro veritate habetur* ».

Il existait donc, dans notre Ancien Droit, une double notion du *fait nouveau*, s'appréciant à des *moments* différents : Notion large, compréhensive, lorsqu'il s'agit de mettre en mouvement la longue procédure de revision. Notion stricte, sévère, lorsque la procédure terminée, il s'agit de reconnaître ou de nier l'existence de l'erreur judiciaire.

C'était là une bonne solution. Envisagée dans son dynamisme, la réglementation de l'Ordonnance ne mérite pas le reproche qui lui a été adressé : c'est, a-t-on dit, « une loi heureuse, paralysée par une procédure détestable³. Nous croyons, au contraire, que dès à présent, nous pouvons laisser entrevoir que la solution actuelle du problème résiderait dans un retour vers la tradition historique, tout en donnant à la revision un caractère d'acte strict de justice, la dépouillant de la sorte de ce caractère d'acte de puissance publique, qui est inadmissible, s'il n'est dangereux.

1. *Op. cit.*, p. 781, 782.

2. *Op. cit.*, p. 784.

3. Robert Fazy, *De la revision en matière pénale*. Thèse, Genève, 1899, p. 22.

CHAPITRE II

LE DROIT MODERNE

19. — Nous avons vu que notre Ancien Droit avait réussi une construction de la revision vraiment satisfaisante. Il n'en était pas de même de la procédure criminelle¹. S'il est bien de réparer les erreurs judiciaires, mieux vaut les éviter². De nombreuses et sérieuses critiques provoquées par de retentissantes affaires se sont élevées. Elles sont une des multiples causes génératrices de la Révolution³.

1. Voyez le discours prononcé par M. le procureur Général R. Debluc, à l'audience solennelle de rentrée de la cour de Grenoble du 2 octobre 1934, « *sur les lois criminelles, l'opinion et les mœurs au XVIII^e siècle*, Xavier Drevet éditeur, 1934.

2. Comparez, Sevestre, *op. cit.*, p. 53.

3. « La philosophie du XVIII^e siècle se levait, et pour la décision de toutes les questions sociales, elle n'admettait plus que deux principes : la raison et ce sentiment de sympathie pour l'espèce humaine, qu'on appela l'humanité ou la nature. Les philosophes selon le mot de l'un de leurs disciples avaient pour cri de guerre, raison, tolérance, humanité. Quoi de plus déraisonnable qu'une procédure criminelle où l'accusation est tout et la défense rien ; où le juge armé d'un pouvoir terrible, se sent en même temps enchaîné par une théorie des preuves qui lui dicte sa décision et domine sa conviction intime ? Quelle étrange idée d'infailibilité contradictoire dans ses termes ? Quoi de plus inhumain que ces longs emprisonnements, ces interrogatoires secrets et perfides, cette torture enfin qui vient consommer l'œuvre ? « j'entends la voix de la nature qui crie contre moi » dit Montesquieu voulant expliquer la question.

« Ce n'est pas tout, ces intelligences actives, qui veulent réformer le monde ont entrepris une vaste enquête dans le passé et le présent ; on cherche ce qui fut jadis, ce qui existe actuellement dans les pays étran-

La Révolution, imbue d'une foi absolue, mais naïve dans l'excellence de ses réformes, a aboli toute législation sur la revision. Toute l'histoire moderne se ramène à un élargissement toujours plus grand de notre institution, à une abolition constante des conceptions du législateur intermédiaire. C'est ce que nous verrons tant dans le droit révolutionnaire lui-même que dans le Code de 1808 et les lois postérieures de 1867, 1895 et 1921.

SECTION I

LE DROIT INTERMÉDIAIRE

20. — La revision a été supprimée par la Constituante. On en donne communément les trois raisons suivantes :

1^o La Constituante s'est, uniquement, préoccupée d'éviter les erreurs judiciaires. Elle a entouré la procédure criminelle de nombreuses garanties compatibles avec l'ordre public¹. Son enthousiasme lui ayant oté tout scepticisme elle a cru avoir réussi.

2^o La justice n'étant plus « retenue » le législateur a considéré que le jury jugeait sans appel. L'on conçoit, en effet, qu'il était difficile pour des révolutionnaires

« gers. Et dans ces investigations les institutions de deux peuples ont « surtout attiré l'attention, celle des Romains et des Anglais. Or, il se « trouve, qu'à Rome, à l'époque la plus belle de son histoire, et en Angle- « terre, à ce moment même on découvre une procédure pénale toute « différente de celle qu'on subit : c'est la publicité des débats, la pleine « liberté de la défense, le jugement par des jurés » (A. Esmein, *Histoire de la procédure criminelle en France*, Paris, 1882), p. 358 et 359. L'exactitude de ces critiques fut malheureusement vérifiée par les célèbres procès Calas, les trois roués, etc. Sur ces procès, voyez Sevestre, *op. cit.*, p. 61 et suiv.

1. Suppression des arrestations arbitraires, publicité des débats, adoucissement de la détention préventive, modération des peines, abolition de la torture substitution du juré au magistrat. Sur ces points, voyez Esmein, *op. cit.*, p. 431 à 480.

hantés par l'idée de *souveraineté du peuple* et pleins d'admiration pour la procédure criminelle anglaise, d'instituer un tribunal supérieur au jury.

3^o La Constituante a cru que le jury ne motivant pas ses décisions, cette disposition ne pouvait se concilier avec l'idée de revision.

La loi des 16 et 29 septembre 1791 a abrogé implicitement la revision et le décret du 19 août 1792 a disposé dans son art. 2 : « Le tribunal de cassation connaîtra
« des demandes en revision formées au ci-devant Conseil
« jusqu'au moment de sa suppression et de celles qui
« dans le délai de trois mois à compter de la publication
« du présent décret, pourront être formées par devant
« lui pour jugements criminels en dernier ressort rendus
« avant la publication du décret des 8 et 9 octobre 1798 »¹
La revision était donc supprimée à l'avenir.

21. — Mais cette croyance à l'infailibilité du jury a été bientôt cruellement déçue. Deux jurys différents ont condamné deux inculpés pour la même infraction. Or cette dernière était telle qu'elle ne pouvait avoir été commise que par une seule personne. La revision s'imposait. Un décret du 15 mai 1793 l'a rendue possible. Relatif aux accusés condamnés comme auteurs du même délit et dont les condamnations ne peuvent se concilier et font ainsi la preuve de l'innocence de l'une ou l'autre partie, il a uniquement visé le cas de condamnations inconciliables. Il a marqué, constate M. Fazy : « le point de départ
« timoré et mesquin adopté par les juristes français
« de ce siècle, et qui a consisté à n'admettre un cas
« nouveau de revision qu'à mesure que la découverte

1. Dalloz, *Jurisprudence générale*, v. cassation, n° 1530 et suiv.

« d'une erreur judiciaire nouvelle et irréparable faisait
 « toucher du doigt aux plus volontairement aveugles,
 « l'insuffisance de la loi, et elle est l'origine de l'inter-
 « vention du Ministre de la Justice, autrement dit du
 « pouvoir exécutif dans un domaine qui plus que tout
 « autre doit rester l'apanage du pouvoir judiciaire
 « seul, car là plus que partout ailleurs, si l'on veut la
 « justice, il faut sauvegarder l'indépendance du juge »¹.

Le Code des Délits et Peines², ne mentionnait nullement la revision, mais dans l'affaire Tischer, par un arrêt du 9 vendémiaire an ix, la Cour de cassation s'est prononcée pour son maintien³.

SECTION II

LE CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE DE 1808

22. — Le Code d'Instruction Criminelle de 1808, n'a admis la revision que dans trois cas : inconciliabilité de deux condamnations, preuve de l'existence de la personne prétendue homicidée, condamnation pour faux témoignage d'un ou plusieurs témoins à charge.

Il n'admettait la revision qu'en matière criminelle, car il estimait que les peines correctionnelles ne présentaient aucun caractère infamant. Les ayants-cause du condamné décédé ne pouvaient, excepté dans le deuxième cas, demander la revision⁴.

Quant à la procédure, la Cour de cassation était saisie par le Ministre de la Justice. Elle examinait si l'on était

1. Fazy, *op. cit.*, p. 27.

2. Oeuvre de Merlin, il fut promulgué le 3 brumaire de l'an IV (1795).

3. Dalloz, *Jurisprudence générale*, V. Cassation, n° 1550.

4. Aucune indemnité n'était prévue au profit du condamné reconnu innocent.

bien dans l'un des trois cas prévus et cassait avec renvoi ¹.

L'insuffisance de cette réglementation devait bientôt se manifester dans l'affaire Ellenberg. Napoléon a été obligé de rendre le 20 décembre 1813 un décret constatant : « la nécessité de suppléer à l'insuffisance de la loi par une disposition rapprochée de celle qu'elle déterminait pour des faits analogues ». Il a créé des « lettres de revision gracieuse » et ordonné à la Cour de cassation de casser avec renvoi, s'il y avait lieu. Le 1^{er} janvier 1814 la Cour de cassation a cassé l'arrêt qui avait condamné Ellenberg ².

23. — Le sens réel de la réglementation du code, réside en une conception restrictive de la revision. Le « fait nouveau », est strictement spécifié, la procédure longue et arbitraire. Le Code a sacrifié le sentiment de justice à l'autorité de la chose jugée. Infaillibilité du jury, émanation de la conscience populaire et croyance en l'excellence de la loi écrite, sont les idées maîtresses de cette conception. Le problème, pour les rédacteurs du Code ne s'est pas posé : le sentiment de justice devait être refoulé. Ont-ils eu, en ce faisant, une notion parfaite de

1. Voyez toutefois l'art. 3 de l'art. 444 C.I. cr.

2. Sébastien Ellenberg a été condamné, le 18 juillet 1806, comme complice d'un vol commis par le nommé Gérard Garçon, à 16 ans de fer, par arrêt de la Cour criminelle du Département de la Dyle.

Le 17 juillet 1808, Ellenberg et Garçon ont été traduits devant la Cour d'assises du département des Deux Néthes, pour crime de garrotage. Garçon a été condamné, Ellenberg acquitté. En outre, les débats ont apporté la preuve qu'il avait été injustement condamné en 1806. Plus tard, le véritable complice de Garçon fut retrouvé, sa culpabilité établie, mais l'action publique étant prescrite il ne put être condamné. Dalloz, « Jurisprudence générale », n° 1538.

L'affaire Ellenberg présente un autre intérêt. Elle a provoqué une tentative de construction doctrinale de la part de Carnot. Il a prétendu que le Code d'Instruction criminelle n'a pas désiré, tout en limitant les cas de revision, rendre impossible toute réparation d'erreur judiciaire, en dehors de ces hypothèses. C'est la théorie « de la revision gracieuse » Voyez Carnot, *De l'instruction criminelle*, 1830, t. III, p. 234.

la revision ? Certes, ils ont compris sa nature exceptionnelle. Mais, leur réglementation en fait-elle toujours une institution autonome ? La cassation avec renvoi au cas de condamnation pour faux témoignage, peut ne pas nécessairement faire apparaître l'innocence certaine du condamné. La juridiction de renvoi pourra, au cas de doute, doser la peine à nouveau. N'est-ce pas là, faire œuvre de deuxième degré de juridiction ? En pratique cela est extrêmement rare, mais le seul fait de sa possibilité théorique produit une dissonance malheureuse, peu en accord avec le principe, alors presque mystique de l'autorité de la chose jugée et avec la définition même de la revision.

SECTION III

LA LOI DU 29 JUIN 1867

24. — L'affaire Lesurques a été la cause déterminante de la réforme de 1867. Tout a été dit sur cette affaire¹. Nous n'y reviendrons pas. Constatons seulement que c'est sur l'influence, sur la pression des faits sociaux que le législateur a accompli une réforme timide. Elle n'a pas donné, d'ailleurs, satisfaction aux héritiers Lesurques²

1. Voyez Gaston Delayen, *L'affaire du courrier de Lyon*, Paris, 1905. Sans vouloir prendre part, dans cette affaire, voici l'essentiel de la conclusion de M. Delayen. Si, dit-il, nous nous trouvions aujourd'hui membre d'un jury chargé de juger Lesurques, certes avec ce que nous savons actuellement nous ne l'eussions point condamné. Il eût à nos yeux bénéficié plus que d'un doute, de présomptions de non-culpabilité qui cependant quelques intéressantes qu'elles fussent ne pouvaient constituer une certitude. Mais une fois condamné, nous nous serions absolument refusé, moralement, juridiquement, à une réhabilitation (revision), p. 421 et suiv. Comparez Sevestre *op. cit.*, p. 90 et suiv.

Ces conclusions sont beaucoup plus prudentes que celles de MM. Lailler et Vonoven p. 13. *Les erreurs judiciaires et leurs causes*. Paris, 1897.

2. Arrêt du 17 décembre 1868.

Mais si la loi¹ reconnaissait le droit de revision *post mortem* et étendrait à peu près complètement la revision aux condamnations correctionnelles, elle instituait par contre une prescription de deux ans applicable aux recours en revision basés sur le fait de l'inconciliabilité de deux condamnations ou sur le fait de la condamnation d'un témoin pour faux témoignage.

Au point de vue formel, l'intervention du Ministre de la Justice était maintenue. Lorsque le débat contradictoire était impossible, la Cour de cassation devenait compétente pour statuer au fond.

25. — La loi de 1867 est un premier retour vers la tradition historique. A une extension en étendue de la notion du fait nouveau, produite par l'admission de la revision en matière correctionnelle, correspond la création d'une nouvelle barrière formelle : la prescription de deux ans.

On ne peut dire que la cassation sans renvoi, soit un progrès de la conception de la revision. S'il est vrai que théoriquement l'hypothèse de la revision considérée comme un degré supérieur de juridiction devient forcément moins fréquente, il n'en reste pas moins, *qu'en*

1. La loi de 1867 a été précédée d'une série de propositions de lois : Valence du 15 avril 1882. Laborde du 25 février 1836. Riaucey et Favreau du 30 mai 1851 ; Jules Favre du 20 mai 1864, rapportées au D.P., 1867-4-63.

Le projet de loi a été présenté au Corps législatif le 15 février 1867 (*Moniteur* du 16). Le rapport de M. Nogent Saint-Laurent a eu lieu le 3 mai (*Moniteur* du 4), la discussion et l'adoption à l'unanimité par 226 voix les 10 et 11 mai (*Moniteur* des 11 et 12 mai). La délibération au Sénat a eu lieu sur le rapport de M. le Procureur Général comte de Casabianca le 21 juin (*Moniteur* du 22).

Il est à noter que devant le Corps Législatif plusieurs amendements avaient été proposés par M. Martel. Celui-ci montrait une perspicacité remarquable lorsqu'il disait notamment « Lorsqu'on voit comment le législateur a été amené à étendre successivement tous les cas de revision « est-ce que nous ne devons pas craindre de faire encore aujourd'hui une législation incomplète ».

réalité, il n'y a là qu'une simplification de procédure. Dans les hypothèses, qui permettront à la Cour de cassation de casser sans renvoi, il est certain qu'antérieurement, la Cour de renvoi, aurait proclamé l'innocence.

SECTION IV

LA LOI DU 8 JUIN 1895

26. — Deux erreurs judiciaires particulièrement retentissantes ; les affaires Vaux¹ et Borrás² ont amené une nouvelle réforme. Après de multiples projets et discussions³ la loi fut votée⁴. Son innovation primor-

1. Zevaes Alexandre, *Pierre Vaux forçat et instituteur*, Paris, 1930.

2. Lailler et Vonoven, p. 537 et suiv. *op. cit.*

Voyez également Camoin de Vence : « Des indemnités à accorder aux victimes d'erreurs judiciaires », *Revue Pénitentiaire*, 1894, p. 324 et suiv. et plus spécialement p. 332. A propos de ces prétendues erreurs judiciaires, dit-il, il faut se méfier des erreurs de l'opinion publique qu'il est si facile de surexciter, d'entraîner, d'aveugler.

3. *Chambre des Députés*. Proposition de loi ayant pour but d'accorder une indemnité aux victimes d'erreurs judiciaires déposée par M. Laguerre, le 2 juin 1890 (*Officiel* du 18 août n° 612 p. 907).

Proposition tendant à la réparation civile des erreurs judiciaires déposée par M. Reinach le 3 juin 1890 (*Officiel* du 18 août n° 614, p. 908).

Proposition ayant pour but d'accorder aux victimes de poursuites, d'arrestations ou de condamnations manifestement erronées déposée par M. Chiché le 7 juin 1890 (*Officiel* du 21 août n° 638 p. 960).

Proposition de loi tendant à l'allocation d'une pension viagère au sieur Borrás, déposée par M. de Lacretelle le 12 juin 1890 (*Officiel* du 13 juin, débats).

Rapport de M. Pourquery de Boisserin, le 26 juin 1890 (*Officiel* du 10 octobre n° 718 p. 1281). Discussion le 30 décembre 1891 et 5 janvier 1892. Rapport supplémentaire de M. Pourquery de Boisserin le 25 février 1892 (*Officiel* du 9 mai n° 1928 p. 507). Adoption le 7 avril 1892.

Sénat. Transmission le 8 avril 1892. Dépôt d'un projet de loi préparé par le Conseil d'État, par M. Ricard, Ministre de la Justice le 28 juin 1892 (*Officiel* du 17 décembre n° 169, p. 389). Rapport de M. Béranger le 30 mai 1893 (*Officiel* du 28 nov. n° 186 p. 365). 1^{re} délibération les 9, 12, 13 février 1894, 2^e délibération le 2 mars 1894.

Chambre des Députés. Retour le 17 mars 1894. Rapport de M. Pourquery de Boisserin, le 21 juin 1895 (*Officiel* du 31 juillet n° 730 p. 1062) Adoption après déclaration d'urgence le 27 mai 1895.

4. D.P., 1895-4-80. Sur les travaux préparatoires, voyez l'ouvrage de S. Mayer. *La question de la revision des procès criminels et correctionnels*. Paris.

diale réside dans la reconnaissance officielle d'un cas générique de révision « le fait nouveau » dont les trois cas classiques n'étaient que des « applications spécifiées »¹. La révision pourra être demandée *lorsque après une condamnation un fait viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque des pièces inconnues lors des débats seront représentées de nature à établir l'innocence du condamné*. C'est là, au sens matériel, un renouvellement de la tradition historique².

Ces idées générales étant émises, il importe d'étudier le mécanisme de cette loi, qui nous régit encore. Cette étude uniquement orientée vers le droit formel, servira, en quelque sorte, d'introduction au titre suivant qui considère le problème en droit positif. Il est, au demeurant, fort utile pour le comprendre de connaître la procédure externe et interne de la révision. Ce faisant nous respecterons la loi sociologique qui veut que le droit se manifeste sous une forme agissante avant d'exister comme *réalité indépendante*³.

27. — Dans le cas d'existence de la prétendue victime d'un homicide, d'inconciliabilité de condamnations ou de condamnation pour faux témoignage, le droit de demander la révision appartient au Ministre de la Justice, au condamné ou à son représentant légal ; s'il est incapable, à son conjoint, à ses enfants, ses parents, ses légataires universels, ou à titre universel ou enfin à ceux qui en ont reçu de lui la mission expresse⁴. La

1. Garraud, *Traité théorique et pratique*, t. V, p. 562.

2. La loi de 1895 a consacré le droit à indemnité de l'innocent injustement condamné. (Art. 446) Voyez *supra*.

3. Jodelet, *La conception de la Peine chez Platon*, Paris, 1926, p. 345 et suiv.

4. Art. 444, al. 1.

demande est introduite par le Procureur Général près la Cour de cassation qui saisit cette Cour sur l'ordre exprès du Ministre de la Justice. Ce dernier joue le rôle d'un simple agent de transmission : il ne peut refuser de donner cet ordre lorsqu'il en est requis par le condamné ou les personnes ayant qualité pour agir en son nom.

Au cas de « fait nouveau » au contraire, le droit de demander la révision n'appartient qu'au Ministre seul. Il statue après avoir pris l'avis, qui ne le lie d'ailleurs pas, d'une Commission composée des directeurs de son Ministère et de trois magistrats de la Cour de cassation ne faisant pas partie de la Chambre criminelle¹.

Cette intervention du pouvoir exécutif quelle que soit d'ailleurs sa forme pratique² a été unanimement critiquée³.

La loi de 1895 a également réduit à un an le délai dans lequel la demande doit être introduite. Il court à partir du jour où le fait donnant ouverture à révision a été connu des parties. Durant ce délai, la demande doit être inscrite au Ministère de la Justice ou introduite par le Ministre, lorsque lui seul a l'initiative de la révi-

1. Art. 444, al. 2.

2. Dans la pratique, la Chancellerie adresse au Parquet Général du lieu de la condamnation la requête du réclamant. Le Procureur Général saisi diligente une enquête. Il fait préciser à l'intéressé les faits nouveaux qu'il invoque. Il les contrôle, par tous moyens utiles. Lorsqu'il a réuni des éléments suffisants d'information, il rédige un rapport appréciant le bien fondé de la demande. Il conclut au rejet ou à l'admission. (Cette enquête préalable ressemble fort à l'enquête officieuse, qui en matière de mise en mouvement de l'action publique précède le réquisitoire introductif. Vidal et Magnol, p. 910 et suiv. n° 812.

La Commission instituée à la Chancellerie, au lendemain de la loi de 1895, délimite son rôle à la seule appréciation des affaires délicates. Si aucun fait nouveau sérieux n'apparaît, le Garde des Sceaux rejette immédiatement la demande.

3. Voyez notamment Fazy, *op. cit.*, p. 76. Cette intervention d'après lui est néfaste pour trois motifs :

1° Elle est la négation du principe de la séparation des pouvoirs,

sion. On a vainement soutenu l'imprescriptibilité de l'action du Ministre de la Justice dans le cas de l'art. 443, 4^o¹. Toutefois, la jurisprudence fait courir le délai, du jour où le fait nouveau est porté à la connaissance de l'autorité publique².

28. — Le principe qui domine la procédure interne est le suivant : toutes les fois où de nouveaux débats contradictoires sont possibles, la Cour de Cassation doit renvoyer l'affaire devant une juridiction du même ordre que celle qui a prononcé la condamnation. Lorsque les débats oraux contradictoires sont impossibles, la Cour de cassation doit statuer au fond³. Si les accusés du prévenus sont décédés ou tombés en état de démence,

2^o Elle prive le recourant des garanties ordinaires qui assurent aux plaideurs le libre exercice de leurs droits.

3^o Elle peut avoir les plus grandes conséquences en ce qui concerne l'ordre et la tranquillité publique.

De même M. Paul Mougibeaux, dans sa thèse : *Des solutions apportées en Droit pénal français au problème de l'erreur judiciaire*. Poitiers 1906, p. 113 s'exprime ainsi « Dans notre pays, les ministres sont bien loin d'être soustraits à l'influence des passions populaires, ils n'ont, on peut bien le confesser, qu'une impartialité toute relative. Une affaire aura pu émouvoir l'opinion publique divisée en deux camps ennemis, quelle sera l'attitude du ministre qui en sera saisi et qui doit en saisir à son tour la Cour de cassation ? sera-t-elle celle que doit dicter le sentiment du devoir, l'amour seul de la justice ?

« Il n'y a, en résumé, pas à se le dissimuler : Aucune raison valable ne légitime cette intervention du pouvoir exécutif dans le domaine judiciaire. C'est une des faiblesses de la loi de 1895, de l'avoir consacrée ».

1. Note de M. J.A. Roux, S., 1899-1-474, col. 1 et 2.

2. Note précitée et cass. 29 octobre 1858, Dreyfus, S., 1900, p. 297.

3. Il faut mentionner ici, la loi du 1^{er} mars 1899, dite loi de *desaisissement*, votée à l'occasion de l'affaire Dreyfus. Elle avait décidé que la décision définitive sur l'admissibilité de la revision serait prononcée par les Chambres réunies de la Cour de cassation, la Chambre criminelle jouant alors le rôle de juridiction d'instruction et les Chambres réunies celui de juridiction de jugement (la Chambre criminelle n'était pas exclue des Chambres réunies). Lorsqu'il n'y avait eu, ni enquête, ni instruction préalable la Chambre criminelle, pouvait statuer seule sur l'admissibilité de la revision.

Cette loi a été abrogée le 4 mars 1909. Les deux premiers paragraphes de l'art. 445 modifié par la loi du 8 juin 1895 ont été remis en vigueur (S., *Lois Annouées* 1899, p. 913 ; *Revue pénitentiaire* 1908, p. 952-1909 p. 619).

depuis l'arrêt de la Cour de cassation, une loi du 19 juillet 1917¹, complétant l'art. 445 a décidé que la Chambre criminelle, sur les réquisitions du Procureur général près la Cour Suprême, rapportera la désignation par elle faite de la juridiction de renvoi et statuera elle-même sans renvoi².

SECTION V

LA LOI DU 19 AVRIL 1921

29. — Des conseils de guerre spéciaux communément dénommés Cours martiales avaient été créés par un décret du 6 septembre 1914³. Une procédure ne présentant aucune garantie sérieuse de justice permettait l'expédition hâtive des affaires. Les règlements militaires donnent au surplus, au cas de nécessité, le droit, aux chefs de forcer leurs subordonnés à l'obéissance⁴. Plusieurs exécutions ont eu lieu, ainsi, sans jugement : « Tant que dura la guerre, constate⁵ M. le Professeur Pierre Hugueney, ces condamnations et ces exécutions sommaires apparurent comme autant d'exemples indispensables au maintien de la discipline. La guerre finie, le sentiment de la justice reprit son empire et on éprouva le besoin de réviser ces décisions hâtives ». L'art. 20 de

1. Cette loi a été votée à l'occasion de l'affaire Durand, *infra*, p. 93, note 1.

2. Quant à l'incidence de la revision, sur l'exécution de la peine voyez les distinctions de l'art. 444 *in fine*. La loi de 1895 a aussi institué une indemnité en faveur de l'individu injustement condamné. Voyez les ouvrages cités *supra*, p. 4, note 1.

3. Fouilhé, *Conseils de guerre et cours martiales*. Thèse Montpellier, 1917, p. 95 et suiv.

4. Voyez Pierre Hugueney, *Traité théorique et pratique de droit pénal et de procédure pénale militaires*. Paris. Sirey, 1933, p. 237 et la note n° 3.

5. Hugueney, *op. cit.*, p. 238.

la loi d'amnistie du 29 avril 1921 prévoit un recours contre les condamnations prononcées au cours de la guerre par les conseils de guerre spéciaux¹.

30. — Ce recours est mis à la disposition du condamné et au cas de décès, de disparition ou d'incapacité du condamné, à son conjoint, à ses ascendants ou descendants et même éventuellement à ses parents jusqu'au quatrième degré inclusivement.

La demande en révision, transmise par le Procureur général, est portée devant la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel compétente. Cette compétence est déterminée par le siège du Conseil de guerre détenteur des archives.

Elle instruit l'affaire en Chambre du conseil. Si elle estime que certaines mesures sont utiles à la découverte de la vérité, elle les provoque, soit par elle-même, soit par commissions rogatoires. Elle convoque le demandeur en révision. S'il est détenu, elle statue sur sa mise en liberté provisoire. La demande accueillie est renvoyée devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation. Celle-ci statue définitivement sur le fond. C'est une juridiction de jugement investie d'un pouvoir souverain d'appréciation. Elle peut allouer des dommages-intérêts au condamné, reconnu innocent. Si, au contraire, la Chambre des mises en accusation rejette le pourvoi qu'elle n'estime pas fondé, la condamnation continue à produire effet.

31. — Cette loi, présente donc des caractères essentiellement différents de ceux de la révision de droit.

1. D.P., 1921-4-33.

commun : compétence de la Chambre des mises en accusation, compétence totale au fond de la Cour de cassation.

D'après M. le Professeur Pierre Hugueney, elle bouleverserait plus profondément encore les conditions d'admission du pourvoi « Elle ne limite plus, dit-il, « comme dans la revision de droit commun, l'exercice « du pourvoi aux quatre hypothèses prévues à l'art. 443. « Certains criminalistes sont même allés jusqu'à soutenir que l'admission du recours n'était pas subordonnée « à l'innocence du condamné¹. Nous serions donc, ici, « en présence d'une voie de recours qui, en réalité, se « rapprocherait beaucoup plus de l'appel que du pourvoi « en revision »³.

32. — Les dispositions de la loi du 28 avril 1921, ont été complétées et élargies par la loi du 3 janvier 1925⁴. Puis, à la suite de différents projets, une loi du 9 mars 1932 a institué une cour spéciale de justice militaire chargée de la revision des jugements rendus dans la zone des opérations des armées de terre et de mer par des juridictions d'exception⁵.

33. — La législation actuelle de la revision marque un retour vers les conceptions de l'Ancien Droit : fait

1. Note Roux, sous Cass. 29 mars 1923. Receveur S., 1923-1-281.

2. La loi de 1921 a ouvert, en outre, au Garde des Sceaux, un recours en revision contre les décisions rendues au cours des hostilités par tous les conseils de guerre. Ce droit a été prorogé par la suite. Voyez P. Hugueney *op. cit.*, p. 239.

3. La Cour de cassation toutes Chambres réunies, sur réquisition écrites et motivées de son Procureur général, statue définitivement sur le fond comme juridiction de jugement investie d'un pouvoir souverain d'appréciation. P. Hugueney, *op. cit.*, p. 240.

4. P. Hugueney, *op. cit.*, 242 à 246.

nouveau largement admis, procédure compliquée faisant intervenir la première juridiction du pays. Mais les errements de notre ancienne législation ont été également adoptés : la revision conserve dans sa phase externe son caractère d'acte de souveraineté. En outre, la cassation avec renvoi permet de faire de la revision un degré supérieur de juridiction.

Par la voie du droit d'exception une nouvelle conception se révèle. Le caractère politique de la revision est supprimé. Elle devient un acte de justice. Il serait heureux d'en faire le droit commun.

CONCLUSION

34. — Deux grandes idées se dégagent de cette étude historique :

1^o Dans notre Ancien Droit la non-limitation théorique du « fait nouveau » et la complexité de la procédure, se servent de contre-partie et de réplique. La portée réelle du « fait nouveau » est donc assez restreinte.

2^o Confiante dans l'excellence de ses réformes de procédure criminelle, la Constituante a supprimé la revision. Rétablie partiellement, d'étapes en étapes, de scandales en scandales, la loi de 1895 est enfin intervenue. Créant un cas général de revision et instituant une procédure complexe elle a marqué un retour vers la conception de l'Ancien Droit. Nous verrons dans le titre suivant que la jurisprudence a hardiment progressé dans cette voie.

Il importe toutefois de débarrasser la revision du caractère politique qu'elle avait déjà dans notre Ancien

Droit. La loi de 1921 serait à cet égard un modèle parfait.

Il serait également opportun de réformer la procédure de la cassation sans renvoi, qui peut aboutir à la substitution d'une nouvelle peine à la première. C'est là une inadvertance du législateur, qui contredit la définition de la revision.

Titre II

Le problème au point de vue du Droit Positif

35. — L'étude du droit positif nous montrera les tendances opposées de ce que l'on a appelé¹ le classicisme et le romantisme juridique. Elle contribuera peut-être également au grand problème scientifique du pouvoir prétorien de la jurisprudence.

Depuis une trentaine d'années, en effet, les juristes s'adonnent à la philosophie. Beaucoup, selon M. le Professeur Ripert « ont risqué dans l'aventure leurs meilleures qualités »¹. Le Problème des Sources du Droit n'en a pas moins été considérablement étudié. La jurisprudence est-elle une source formelle du droit ? Les opinions varient : les uns nient², les autres affirment³,

1. J. Bonnecase, *Science du droit et romantisme*, Paris, 1928.

2. La règle morale dans les obligations civiles, 3^e édit. 1928, p. 2.

3. Gény, *Méthodes d'interprétation et sources*, t. II, n^o 146 à 149 ; Tissier « Compte rendu du livre de M. Gény », *Revue bourguignonne*, 1900, p. 161, 162, 166 ; Percerou, « Compte rendu du même livre », *Annales de Droit commercial*, 1900, p. 145 ; A Esmein, « La coutume doit-elle être reconnue comme source du droit français ? », *Bulletin de la Société d'études législatives*, p. 533 et suiv. Duguit, *Droit constitutionnel*, t. I, § 11. ; Bonnecase, *Introduction à l'étude du Droit*, p. 165.

4. Lambert, « Une réforme nécessaire des études de droit civil », p. 19. extrait de la *Revue internationale de l'enseignement supérieur* 1900. *Études de droit commun législatif*. Introduction, t. I p. 33 et p. 151 à 173. *Bartlin, Études sur le régime dotal* 1892, préface p. 4, 5 ; Planiol et Ripert, 11^e édit. 1928, t. I, n^o 9 et suiv, p. 4. ; Meynial, « Compte rendu du livre de M.

certain transigent¹, peu méditent le mot de Pascal.
« La coutume fait toute l'équité par cette seule raison
« qu'elle est reçue ; c'est le fondement mystique de son
« autorité qui la ramène à son principe, l'anéantit »².

Néanmoins, le problème a été surtout étudié en droit civil. En droit pénal, on a longtemps considéré que l'interprétation ne doit être « ni extensive, ni restrictive, « mais déclarative de la volonté du législateur »³. En procédure criminelle, les formes étaient souvent considérées comme de véritables rites. En cas de doute, la loi devait s'entendre dans le sens le plus favorable à l'inculqué⁴.

Toutefois, la jurisprudence pénale a fait subir à la règle *Nulla poena sine lege* de fortes atteintes⁵. De même en procédure criminelle, à l'imitation de la pratique judiciaire⁶ elle a interprété les textes, tantôt extensivement, tantôt restrictivement, chaque fois qu'elle l'estimait nécessaire, dans l'intérêt du prévenu, pour protéger la victime ou pour faciliter la marche des poursuites⁷. C'est ainsi que dans le domaine des voies de

Gény », *Nouvelle Revue historique*, p. 390 ; H. Capitant, *Introduction à l'étude du droit civil*, 5^e édit. p. 50 à 54 ; Langlois, *Essai sur le pouvoir prétorien de la jurisprudence*. Thèse Caen, 1897.

1. P. Esmein au début de son cours de doctorat 1933-34 sur l'acte juridique à titre gratuit. Voyez également L. Huguency, *L'idée de peine privée en droit contemporain*. Thèse Dijon, 1904, p. 67.

2. *Pensées*, chapitre XXV, n° 6.

3. Faustin-Hélie « Introduction » aux *Leçons* de Boitard, p. 13. Comparez Gegoud « De l'interprétation latérale des lois pénales » *Revue critique* 1933, p. 119.

4. Vidal et Magnol, p. 1063, n° 897-16, *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire*, 8^e édit. 1935.

5. Julliot de la Morandière, *De la règle : nulla poena sine lege*, Thèse, Paris, p. 1 à 19 et 125 à 190. E.H. Perreau, *Technique de la jurisprudence*, t. I, p. 250 et suiv. ; t. II, p. 173 et suiv.

6. Langlois, *op. cit.*, p. 149 et suiv. et les exemples cités : attributions du juge d'instruction — affaires jugées sans instruction — affaires correctionnalisées, — débats en cour d'assises.

7. E.H. Perreau, *op. cit.*, t. I, p. 365 et suiv. et l'abondante jurisprudence citée.

recours, elle a édifié la théorie du *fait nouveau* en matière de revision ¹.

Notre étude du droit positif s'intègre ainsi dans des problèmes plus vastes ; notre premier chapitre, sur la doctrine, va mettre en relief les tendances opposées de la raison et du sentiment, qui s'affrontent en droit, comme en tout autre domaine spirituel, notre deuxième nous révélera le pouvoir prétorien et créateur, qui *appartient en fait* ² à la jurisprudence.

1. Dans le domaine des voies de recours elle a également édifié deux remarquables constructions :

1° L'annulation sur pourvoi formé d'ordre du Garde des Sceaux par le procureur général de la Cour de cassation peut profiter aux parties mais non leur nuire (Faustin-Hélie, *Traité, op. cit.*, n° 1028, p. 638).

2° La théorie de la peine justifiée qui aboutit à cette conclusion : lorsqu'une condamnation prononcée par les juges repose sur une erreur, le pourvoi en cassation doit être néanmoins rejeté, si l'imputabilité est exacte et si la peine prononcée est celle du véritable délit (Vidal et Magnol, *op. cit.*, 1015, n° 868 et la note de M. J.A. Roux, S., 1906-1-201).

2. M. J. Bonnet, qui dénie à la jurisprudence, le caractère de source formelle de droit est bien obligé de le reconnaître : Sur le terrain théorique dit-il « ce rôle n'est pas autre que celui de la Doctrine, la jurisprudence interprète la loi tout comme la doctrine et sert d'expression, à défaut de loi, à la fonction permanente des sources juridiques réelles. Mais sur le terrain pratique, la jurisprudence a une supériorité sur la doctrine, elle parvient à appliquer effectivement ses solutions sous la forme de décisions judiciaires », (Introduction à l'Étude du Droit, 2^e édit. p. 171).

CHAPITRE PREMIER

LA DOCTRINE

36. — Aux termes de l'art. 443, 4^o du Code d'Instruction criminelle, la revision pourra être demandée
« Lorsque, après une condamnation, un fait viendra à
« se produire ou à se révéler, ou lorsque des pièces in-
« connues lors des débats seront représentées de nature
« à établir l'innocence du condamné ».

Trois conditions ressortent de ce texte :

1^o Il faut un fait ou une pièce.

2^o Il faut que le fait ou la pièce aient été inconnus à l'époque de la condamnation.

3^o Il faut que le fait ou la pièce soient de *nature à établir l'innocence du condamné*.

La première condition tient à la nature du *fait nouveau*, la deuxième et la troisième en précisent les caractères : elles imposent une condition de temps et une condition de gravité.

SECTION I

NATURE DU FAIT NOUVEAU

37. — Cette question n'a pas été fort étudiée en Doctrine. Dans une note importante, M.J.A. Roux ¹ indique

1. S., 1899-1-425.

que le fait nouveau est soumis à deux conditions : une condition de temps et une condition de certitude. De même M. Garraud¹ constate qu'une double condition semble mise par la loi à l'ouverture des cas de revision : le fait doit avoir été ignoré des premiers juges. Il doit être de nature à établir l'innocence du condamné. MM. Vidal et Magnol étudient également ces deux conditions². Ils ne se demandent pas quelle est la nature de cet élément nouveau.

Et pourtant la question est d'importance et ne va pas de soi. Le juge de revision porte un jugement de valeur à propos d'un élément inconnu du premier procès. Si ce jugement de valeur établit l'innocence du condamné, il casse la première sentence. Le problème, aisé, lorsque l'élément nouveau consiste en un fait matériel, se complique, si l'élément nouveau consiste en un jugement de valeur. La matérialité du premier procès restant inchangée, étant seulement appréciée différemment, un jugement de valeur peut-il être porté par le juge de revision à propos de cette appréciation nouvelle ? L'objection est évidente : un jugement de valeur rendu à propos d'un jugement de valeur, ne correspond pas à la définition de la revision.

Prenons l'exemple classique de l'aliéné méconnu discuté à la Société générale des prisons au lendemain de la loi de 1895, sur l'intervention de M. Granier, inspecteur général des prisons³.

Un individu est condamné pour une infraction commise à une date déterminée. Postérieurement, il est établi qu'il était en état de démence au moment de

1. D.P., 1900-1-137.

2. *Op. cit.*, p. 1030.

3. *Revue pénitentiaire* 1895, p. 978 et suiv.

l'action. Y a-t-il là un fait nouveau ? M. Le Poitevin bien que favorable *en raison* à cette compréhension large du fait nouveau, devait reconnaître *en droit* que l'exégèse ne la permettait pas. « En général, disait-il, « les cas de revision quoiqu'ils soient aujourd'hui très « étendus ont été créés en vue de la matérialité des « faits : un crime a été commis par un autre ou il n'a pas « existé matériellement. Toutes nos lois et toutes nos « discussions législatives se sont placées dans cet ordre « d'idées et je n'oserais pas affirmer que l'irresponsabilité « pour cause d'aliénation mentale constatée après la « condamnation rentre dans les prévisions de la loi « nouvelle ».

C'est également l'opinion de deux auteurs qui ont envisagé la question. L. Le Bertre s'exprime ainsi¹ : « Un fait nouveau matériel, voilà ce qui nous semble « devoir se trouver à la base de toute demande en « revision.

« Matérielle, en effet, est la démonstration de l'existence de la prétendue victime de l'homicide, soit par « la représentation de cette prétendue victime elle-même, « soit par *les pièces* dont parle la loi, matérielle la contradiction des deux arrêts ou jugements, condamnant « pour un même fait deux individus.

« Matérielle, la condamnation postérieure d'un témoin « pour faux témoignage porté dans le procès.

« Matérielle, la représentation de pièces inconnues « lors des débats.

« Matériel, enfin, devra être le fait nouveau qui, se « produisant ou se révélant après une condamnation « sera de nature à établir l'innocence du condamné ».

1. *Op. cit.*, p. 156.

Et M. Mongibeaux¹ constate également : « La loi a voulu qu'un fait matériel vint en contradiction de la condamnation. Elle n'a pas voulu qu'on put se contenter d'une nouvelle appréciation de la cause ».

38. — La Doctrine exige un *fait matériel*, à cause de son caractère certain d'évidence. Il est perçu par tout le monde. Il est universel.

Une appréciation, au contraire, est chose essentiellement subjective, variable à l'infini et susceptible de toutes les discussions.

Dès maintenant, nous pouvons nous demander si un élément scientifique présentant un caractère certain d'universalité et de réalité objective, qui n'est pas sujet à discussion, peut être considéré comme un fait nouveau matériel et motiver une demande en revision.

39. — La nature du fait nouveau pose encore un autre problème : Le fait nouveau matériel doit-il être lié juridiquement avec les faits qui ont motivé la première condamnation ? M. Le Duc² a constaté « la possibilité pour le fait nouveau de ne présenter aucun lien juridique étroit ou même immédiat avec le crime ou le délit dont la revision est demandée ». C'est dire, que le jugement de valeur qu'il provoque peut être soit d'ordre juridique, soit d'ordre psychologique.

40. — Ainsi, selon la doctrine, l'*élément nouveau* devrait consister en un *fait matériel* lié ou non juridiquement à la condamnation prononcée.

1. *Op. cit.*, p. 149.

2. « Du fait nouveau en matière de revision », *Revue critique* de 1899 p. 263.

SECTION II

CARACTÈRES DU FAIT NOUVEAU

§ I. *Condition de temps*

41. — « Qu'il soit antérieur ou postérieur au jugement, « peu importe : nulle part la loi n'a entendu soumettre « le fait de nature à établir l'innocence à une condition « de temps qui le constituerait nouveau, soit par rap- « port au crime ou au délit qui a motivé, la condamna- « tion, soit par rapport au jugement ».

Ainsi s'exprime M. Garraud dans la note précitée¹. La doctrine est unanime en ce sens².

Il est vrai que les termes : « lorsque après une condam- « nation un fait viendra à se *produire* ou à se *révéler* » sont particulièrement explicites.

« Le premier de ces deux termes (se produire) constate « M. Garraud, implique bien un fait postérieur à la « condamnation, inexistant au jour de cette condamna- « tion, et dès lors *nouveau* dans la véritable acception « du mot.

« Mais le second (se révéler) vise le cas d'un fait déjà « existant au jour de la condamnation, bien qu'ignoré « des premiers juges, et, dès lors, antérieur ou con- « comitant à la condamnation, en un mot, un fait ancien.

« *C'est donc la révélation du fait non le fait lui-même qui doit être postérieur à la première condamnation pour « rendre la demande recevable* ».

1. D.P., 1900-1-137.

2. S. Mayer, *op. cit.*, p. 116 ; A. Le Poittevin, dans la *Revue péniten- tiaire* de 1895, p. 945 ; Laborde, *Cours de droit criminel*, 2^e édit. n° 1222 ; Le Duc, *op. cit.*, p. 263 ; J. A. Roux, note précitée, S., 1899-1-425.

42. — Cependant cette condition de temps a donné lieu à trois difficultés :

1^o Le fait doit-il être à la fois nouveau pour le juge et le condamné.

2^o Le fait nouveau doit-il être apprécié en lui-même ou par comparaison des faits ou preuves déjà produits lors des premiers débats.

3^o Le fait nouveau peut-il consister en une cause de non-culpabilité subjective ignorée des premiers juges.

1^o *Le fait doit-il être à la fois nouveau pour le juge et le condamné ?*

Une première opinion n'est pas favorable au condamné volontaire, qui n'a pas, par exemple, utilisé une pièce qu'il avait en sa possession, soit qu'il n'en ait pas alors aperçu l'importance, soit qu'il l'ait jugée inutile, pour la défense, soit que pour tout autre motif, il ne l'ait pas produite¹.

Une deuxième opinion² croit qu'il suffit que le fait invoqué ait été ignoré des premiers juges. Il importe peu d'après elle, qu'il ait été connu du condamné innocent, mais qui, pour une raison quelconque, s'est laissé plus ou moins volontairement condamner. Elle est fondée sur l'art. 446 qui dispose que « l'arrêt ou le jugement « de revision, d'où résultera l'innocence d'un condamné « pourra sur sa demande lui allouer des dommages-
« intérêts à raison du préjudice que lui aura causé la
« condamnation ». Les travaux parlementaires de la loi font, en effet, apparaître la substitution du mot *pourra* au mot *devra*. Cette substitution a eu lieu en

1. S. Mayer. *op. cit.*, p. 116. Berlet. *Commentaire de la loi du 8 juin 1895*.

2. Garraud, *Traité théorique et pratique*, t. V, p. 593 ; Laborde, *op. cit.*, n^o 1222 note 1 ; R. Fazy, *op. cit.*, p. 72 et 73.

vue de déjouer la fraude possible d'individus se laissant condamner, dans le but de recevoir une indemnité¹.

La revision demandée par un condamné volontaire est donc possible. Il peut toutefois être débouté sur la question de l'indemnité.

2^o *Le fait nouveau doit-il être apprécié en lui-même ou par comparaison des faits ou preuves déjà produits lors des premiers débats ?*

Cette question n'a soulevé aucune difficulté en doctrine. Elle doit être résolue par l'affirmative. Dans la note précitée, M. Garraud rapproche à propos de cette question, le fait nouveau des charges nouvelles définies par l'art. 247 du Code d'Instruction Criminelle. Nous le ferons aussi très brièvement.

Aux termes de l'art. 247 « Sont considérées comme « charges nouvelles les déclarations des témoins, pièces « ou procès verbaux, qui n'ayant pu être soumis à « l'examen de la Cour d'appel, sont cependant de nature, « soit à fortifier les preuves que la Cour aurait trouvées « trop faibles, soit à donner aux faits de nouveaux « développements, utiles à la manifestation de la vérité ». Cette énumération n'est pas limitative. Le mot *charges nouvelles* est un terme générique, embrassant toutes preuves servant à établir la culpabilité de l'inculpé. Ainsi, on peut considérer comme charge nouvelle : un autre délit de même nature commis dans des circonstances identiques² ; des propos échappés au prévenu de-

1. Sénat, *Déb., parl.* séance du 12 février 1894, *Jour. off.* du 13, p. 105.

2. Cass. 17 janvier 1867 *Fille Neveu*, D.P., 1867-1-357. Voyez à propos de la charge nouvelle la célèbre affaire Renaud (S., 1929-2-49 note L. Hugueney — les notes de M. Frejaville, D., 1929-1-148 ; D., 1930-2-70, de M. Gégoud, S., 1930-1-313) qui a abouti à un arrêt des Chambres réunies du 29 janvier 1931 (*G.P.*, 1931, 1^{er} semestre, p. 249, S., 1931-2-254) décidant. C'est aux *magistrats du ministère public* seuls que la loi confère le soin d'apprécier s'il y a lieu de requérir la réouverture de l'instruction à raison de charges nouvelles.

puis sa mise en liberté; les circonstances qui prouveraient que le prévenu, en état de démence au moment de l'infraction, jouissait de sa raison¹. Charge nouvelle et fait nouveau, bien que faisant tous deux exception à la chose jugée dans des hypothèses diamétralement opposées² semblent dériver d'une notion unique. La condition de temps est leur souche commune. Tous deux, constituent un apport imprévu dans une situation juridique donnée. Ils s'apprécient par rapport aux éléments existants. Déplaçant les prémisses, ils bouleversent les conclusions. Une nouvelle situation se forme et doit être définie. Il y a là, un véritable phénomène de *fusion*³.

3° *Le fait nouveau peut-il consister en une cause de nonculpabilité subjective ignorée des premiers juges ?*

M. Garraud, dans sa note, se demande quelle est la validité à titre de moyen de revision de l'allégation d'une cause de non-culpabilité subjective ignorée des premiers juges⁴. Creusant l'idée, il prévoit l'hypothèse suivante : Un condamné à mort a été exécuté et l'autopsie révèle une lésion caractérisée du cerveau; dira-t-on, qu'il y a

1. *Répertoire Fuzier Hermann*, « Chose jugée », n° 822 et suiv. Voyez également un arrêt de la Chambre criminelle du 17 avril 1931 (*G. P.*, 1931-2-72. *Peychés*). Les poursuites peuvent être reprises sur charges nouvelles résultant d'investigations faites postérieurement à l'ordonnance par le plaignant et établissant la fausseté des déclarations faites par des témoins produits par l'inculpé.

2. La charge nouvelle fait recommencer une instruction terminée. Elle va *contre* l'intérêt du prévenu. Le fait renouvelle une condamnation passée en force de chose jugée. Il milite *dans l'intérêt* du condamné.

3. Sur la procédure de l'information sur charges nouvelles, tant après une ordonnance de non-lieu qu'après que la chambre des mises en accusation aura été saisie, voyez le *Dictionnaire des Parquets* de M. G. Le Poittevin, au mot « Charge nouvelle ».

4. M. Garraud mentionne que la Conférence des Avocats à la Cour d'appel de Paris, dans sa réunion du 2 décembre 1899 a discuté un des côtés de la question : La preuve se révélant après condamnation que le condamné était aliéné au temps de l'action, constitue-t-elle un fait nouveau permettant la revision du procès aux termes de la loi du 8 juin 1895. La conférence s'est prononcée pour l'affirmative (*Gaz. des Trib.* n° du 3 décembre 1899).

là un fait nouveau permettant d'obtenir la revision du procès ?

Nous croyons qu'il faut distinguer : Si l'on invoque un *fait scientifique*, comparable au *fait matériel*, par son universalité, il faut se demander seulement si *ce fait scientifique* est de la nature du fait nouveau. Cette question préalable tranchée, il convient et alors seulement de se demander s'il est inconnu des premiers juges.

43. — En doctrine, la condition de temps consiste dans *la révélation postérieure à la première condamnation aux seuls yeux du juge, d'un fait qui comparé aux éléments préexistants et satisfaisant aux autres conditions de nature peut rendre la demande recevable.*

§ II. Condition de gravité

44. — Deux théories divergentes se sont manifestées en doctrine. La première, restrictive, exige que l'erreur soit démontrée pour admettre la demande en revision. La deuxième, extensive, d'une présomption particulièrement grave d'erreur. Examinons successivement les arguments d'exégèse, d'histoire et de raison que leurs partisans ont soutenus.

I. Doctrine restrictive

45. — Au strict point de vue de l'exégèse, M. Roux¹ défend la thèse restrictive. Il invoque : le texte, l'intention du législateur, la préoccupation du législateur de respecter la chose jugée, les premiers commentateurs de la loi.

1. S., 1899-1-425.

1^o *Le texte.* — Le texte parle d'un fait nouveau de nature à établir l'innocence du condamné. Le doute sérieux n'est pas la croyance à l'innocence « Des révélations, dit M. Roux, peuvent ébranler la conviction « que l'on avait dans l'exactitude du châtement prononcé, « sans aller cependant jusqu'à faire naître la croyance à « une erreur judiciaire ». Or, conclut-il « en parlant de « faits de nature à établir l'innocence du condamné la « loi impose la formation du sentiment le plus éloigné « du sentiment primitif ou bien les mots n'ont plus de « sens ».

2^o *L'intention du législateur.* — La formule du quatrième cas de revision a été donnée par le Conseil d'Etat. Il a substitué dans le texte le mot *innocence* à celui de *non-culpabilité*, adopté par la Chambre des Députés. « C'est donc, au Conseil d'Etat, dit M. Roux, qu'il faut « en demander l'explication » et il extrait du rapport de M. le Conseiller Jacquin¹, les passages suivants « La « revision n'est admissible que si l'erreur est démontrée ; « il faut que cette démonstration, soit à peu près faite « au moment de statuer sur la recevabilité, que l'innocence paraisse devoir résulter de la nouvelle procédure » et plus loin « La revision doit toujours être possible quel « que soit le mode de preuve de l'innocence, mais elle « ne doit être admise que si cette innocence résulte des « preuves, avec une évidence qui condamne la première « décision ».

3^o *La préoccupation du législateur de respecter la chose jugée.* — Le législateur a craint que son innovation n'entraîne de fâcheuses conséquences au point de vue de l'autorité de la chose jugée. Et, c'est pourquoi, il

1. S. *Lois annotées*, 1895, p. 1091, 1^{er} col.

a repoussé la revision illimitée¹ « Ce serait la chose
 « jugée, constamment discutée, ce serait la suppression
 « de toute justice, de toute stabilité dans la société.
 « Plutôt que d'aboutir à une semblable conclusion, il
 « serait préférable de laisser sans réparation possible, un
 « petit nombre de cas, dans lesquels cependant l'erreur
 « de la condamnation peut paraître certaine ». Il a donc
 cherché une formule assez générale pour contenir toutes
 les erreurs judiciaires, mais en même temps assez res-
 treinte pour ne renfermer qu'elles seules « Ce qui exclut
 le doute, conclut M. Roux, car le doute peut aussi bien
 suspecter la vérité que la toucher ».

4° *Les premiers commentateurs de la loi.* M. Roux
 remarque que dans l'ouvrage de S. Mayer² paru
 avant l'achèvement de la loi et cité à la tribune de
 la Chambre, le changement de rédaction est constaté
 et les conséquences rigoureuses en sont aperçues avec
 une logique impitoyable. « Si la Chambre avait voulu les
 « écarter, constate M. Roux, pourquoi accepter une
 « rédaction qui les comporterait ? » Il cite également la
 discussion de la Société Générale des Prisons³. M. Le
 Poittevin, dans son rapport, s'exprimait ainsi « Les rédac-
 « teurs du code ont exigé comme ils l'ont dit eux-mêmes
 « une erreur en quelque sorte mathématiquement démontrée.
 « Ils n'ont pas autorisé la Cour de cassation à apprécier
 « librement les intérêts de la justice quand une faute
 « probable serait alléguée. Mais les erreurs apparaissent
 « avec des nuances trop variées pour qu'il soit rationnel

1. Rapport de M. Jacquier, *op. cit.*

2. *Op. cit.*, p. 119.

3. Séance de la Société Générale des Prisons du 19 juin 1895. Rapport
 de M. A. Le Poittevin sur « Les demandes en revision des procès criminels
 et correctionnels », *Revue pénitentiaire*, 1895, p. 940 et suiv.

« de les réduire en formules rigoureuses¹. Ainsi tout
 « un faisceau de preuves prises dans la loi et hors la loi »
 conduit à cette interprétation restrictive, conclut
 M. Roux².

1. Nous reproduisons une partie de la discussion à la Société générale des Prisons, *op. cit.*, p. 977.

M. Jacquier. — Nous avons tenu à ce que ce fût sur des pièces nouvelles ou sur des faits postérieurs au jugement définitif qui avait prononcé la condamnation, que la demande en revision fut possible, nous avons tenu enfin à ce que ces pièces ou ces faits établissent nettement la certitude de l'innocence de l'individu et c'est à cela que répond le texte que nous avons indiqué. Il est très intentionnel, très voulu et je vous assure que, nous qui l'avons rédigé, nous avons éprouvé une vive satisfaction, lorsqu'il a été adopté par les Chambres, car il nous a paru à la fois permettre la réparation judiciaire de toutes les erreurs et assurer dans toute la mesure nécessaire le respect de la chose jugée.

M. Le Poittevin. — Seulement avec cette formule vous exigez *ab initio* la certitude de l'innocence avant d'admettre la revision et le nouvel examen au fond qui la ferait peut-être éclater. Si on ne s'affranchit pas, en pratique de la lettre du texte, vous aurez le regret de rejeter des plaintes intéressantes et vous ne pourrez presque jamais accorder la revision quand vous ne serez pas dans l'un des trois cas antérieurs à la loi de 1895.

M. Jacquier. — J'estime le contraire. J'ai vu des cas dans lesquels j'ai regretté de ne pouvoir proposer au Ministre de la Justice de saisir la Cour de cassation et où la certitude de l'erreur reposait sur des faits matériels qui n'étaient aucun de ceux prévus par les trois premiers cas auxquels se bornait alors la procédure de revision et je suis convaincu, qu'il y a des magistrats qui dans leur carrière ont éprouvé le même sentiment.

2. Cette thèse a été défendue également par M. Laborde, dans son *Cours de Droit Criminel* p. 772 et 773. « Il faut, dit-il, que le fait révélé ou la « pièce produite, soit de nature à établir l'innocence du condamné. Il « ne suffirait pas qu'elle fit simplement douter de sa culpabilité. La rédaction du projet de loi préparé par le Conseil d'État et qui est devenu la « loi actuelle, diffère sur ce point d'une proposition due à l'initiative « parlementaire et votée par la Chambre des Députés avant le dépôt du « projet de loi. L'innocence implique une certitude. Il faut que les faits « et documents nouveaux fournissent par eux-mêmes ou par leur rapprochement avec les anciennes preuves la certitude de l'erreur judiciaire. « La présomption d'innocence qui couvre l'accusé avant la condamnation « se retourne une fois la condamnation prononcée et c'est la présomption « contraire qui prévaut : avant d'être condamné, le doute s'interprétait « en sa faveur, après il s'interprète contre lui ». M. Sevestre prend nettement parti dans sa thèse, *op. cit.*, p. 197 « La loi exige un fait de nature à « établir l'innocence du condamné. Il ne faut pas que la Cour de cassation « puisse fonder l'admission de la demande et l'annulation de l'arrêt sur « un simple doute, même grave et qu'ensuite la juridiction de renvoi « acquitte le demandeur en revision, non pas avec la conviction qu'il est « innocent, mais en le faisant bénéficier de son incertitude ». M. Vidal et Magnol défendent actuellement cette opinion : « La revision ne peut être « demandée que si les faits ou documents nouveaux, soit par eux-mêmes, « soit par leur rapprochement et leur combinaison, avec les preuves déjà « appréciées, sont de nature à établir l'innocence du condamné en les

46. — Mais M. Roux, malgré sa foi dans l'exégèse, a voulu consolider sa savante interprétation par des considérations historiques¹. Pour lui, notre Ancien Droit n'admettait les lettres de revision qu'en cas de certitude de l'innocence. Il cite certaines phrases de Jousse « moyens qui peuvent établir l'innocence de l'accusé »² « cas où l'accusé articule des faits décisifs »³ « preuves suffisantes pour justifier l'innocence »⁴, — de Rousseau de la Combe⁵ : « Les lettres de revision ne « s'obtiennent pas aisément, il faut de grands et puissants « moyens, une iniquité évidente dans la condamna- « tion », — de Pothier⁶ : « Lorsque celui qui a été con- « damné par un arrêt ou jugement en dernier ressort a « retrouvé des pièces ou découvert des faits par lesquels « il prétend justifier son innocence ».

Il conclut enfin « Si la loi du 8 juin 1895 est séparée « de plus d'un siècle de la tradition, elle s'y rattache « néanmoins directement par le même souci de ne pas « ébranler à la légère l'autorité de la chose jugée. C'est « ce qui a été la préoccupation constante du législateur « en cette matière. On la rencontre dans le code de 1808, « et elle figure aussi dans la loi de 1895 ». Nous apprécierons, en terminant cette étude doctrinale, la valeur de cet argument d'histoire. Dès maintenant, il nous est permis de dire que M. Roux a surtout envisagé dans

* supposant prouvés ; il faut qu'ils rendent l'innocence certaine ou au moins probable, et par suite l'erreur judiciaire à raison de la chose jugée contre le condamné, il y a contre lui une présomption légale de culpabilité qui ne peut tomber que devant la preuve contraire de l'innocence ou de sa culpabilité », *op. cit.*, p. 1030, n° 889.

1. Roux, *Cours de droit criminel*, t. II, p. 498.

2. Jousse, *op. cit.*, t. II, p. 780.

3. *Op. cit.*, t. II, p. 782.

4. *Op. cit.*, t. II, p. 782.

5. *Mat. crim.* p. 489, *op. cit.*

6. *Procédure criminelle*, section VII, art. 3.

l'Ancien Droit, *le fait nouveau* dégagé, épuré, mis en relief, qui doit permettre de statuer définitivement sur la revision.

47. — Toute cette argumentation experte répond à une raison profonde. Les partisans de la thèse restrictive quant à la gravité du fait nouveau sont tous fortement impressionnés par le véritable « danger social » qu'il y aurait à remettre sans cesse en question le bien-fondé des procédures criminelles. Classiques, ils préfèrent une injustice isolée à l'incessante attaque de l'œuvre judiciaire. Rationalistes, ils considèrent que la ruine de l'autorité de la chose jugée serait fatale pour la société.

Cette notion stricte de la chose jugée a eu, en effet, une très grande vogue durant tout le XIX^e siècle. C'est ainsi que le Conseiller d'Etat Berlier, après avoir rappelé les éloquents paroles de Jérémie Bentham¹ sur l'incertitude des condamnations judiciaires concluait — dans son exposé des motifs devant le Corps Législatif, de la loi contenant les chapitres 1 à 3 du titre 3 du livre 2 du projet de Code d'Instruction Criminelle — à la nécessité de protéger la chose jugée. Les commentateurs du Code

1. « Tant que les hommes n'auront aucun caractère certain pour distinguer le vrai du faux, une des premières sûretés qu'ils se doivent réciproquement, c'est de ne pas admettre sans une nécessité démontrée des peines irréparables. N'a-t-on pas vu toutes les apparences du crime s'accumuler sur la tête d'un accusé dont l'innocence était démontrée, quand il ne restait plus qu'à gémir sur les erreurs d'une précipitation présomptueuse. Faibles et inconséquents que nous sommes ! Nous jugeons comme des êtres bornés et nous punissons comme des êtres infaillibles ». *Traité de législation civile et pénale*. La même idée se retrouve dans ce cri du frémissant Werther : « Hommes que vous êtes ! par quelle fatalité ne pouvez-vous parler d'une chose quelconque sans prononcer aussitôt, cela est juste, cela est fort, cela est sage, cela est bon, cela est mauvais. Qu'est-ce que tout cela veut dire ! Avez-vous scruté, suivi dans leur développement, les motifs qui l'ont produite, qui devaient la produire ! Ah, si vous l'aviez fait, vous ne seriez pas aussi prompts en vos sentences ». Goethe, Werther.

d'Instruction Criminelle expriment la même idée¹. A la veille de la loi de 1895, Lacoste marquait dans une formule de synthèse remarquable, sa foi en l'autorité de la chose jugée² « Il faut, disait-il, organiser la procédure de manière à donner à une personne poursuivie toutes les garanties d'une bonne justice, mais après qu'on a ainsi diminué dans la mesure du possible les chances d'erreur, il importe que le jugement rendu soit considéré comme l'expression de la vérité. La répression serait énervée et la sécurité de la société serait compromise, si les procès criminels n'avaient pas de fin. La présomption qui s'attache aux jugements, est d'ailleurs le plus souvent dans un pays civilisé, conforme à la réalité ».

1. Faustin-Hélie dans son *Traité* s'exprime ainsi : « Ne faut-il pas réparer autant que possible la peine qui aura été infligée par erreur ? Mais à quels caractères reconnaîtra-t-on l'erreur, et quels seront les preuves ou indices suffisants pour admettre la revision ? C'est ici qu'une grande circonspection est nécessaire, car tout excès serait nuisible et sans les limites tracées avec sagesse et précision ce ne serait plus la justice appliquée à quelques espèces, mais l'arbitraire planant sur toutes et tendant sous de frivoles prétextes à tout remettre en question ». *op. cit.*, t. VIII, p. 520.

Ortolan, à son tour, croit que l'autorité de la chose jugée doit être vigoureusement défendue lorsque la législation criminelle est satisfaisante : « L'autorité de la chose jugée est d'autant plus justement accréditée dans un État et mérite de l'être d'autant plus fermement que l'ordonnance des juridictions et de la procédure pénale y est plus satisfaisante, plus corroborée par les mœurs et y donne par conséquent de meilleures garanties de bien-jugé. Les cas d'erreur de fait de la part du juge y étant plus rares, plus exceptionnels, la présomption sur laquelle se fonde cette autorité approche davantage de la vérité, les nécessités de la revision y sont moins fréquentes et les conditions doivent en être plus difficiles ». J. Ortolan, *Éléments de droit pénal*, 5^e édit. revue par Albert Desjardins, Paris, 1886, p. 625.

2. P. Lacoste, *De la chose jugée en matière civile criminelle, disciplinaire et administrative*, Paris, 1894, p. 250 et 251.

Au lendemain de la loi de 1895, Laborde, demeure fidèle à cette conception « On comprend, dit-il, qu'il fallait organiser la revision avec une extrême-réserve. C'eût été créer un nouveau danger social que d'autoriser à tout remettre en question sous des prétextes frivoles », *op. cit.*, p. 770.

II. *Doctrine extensive*

48. — Le besoin de croyance, en l'autorité de la chose jugée, explique et éclaire la thèse restrictive de la gravité du fait nouveau. Mais cette raison profonde demeurerait dans le subconscient des commentateurs. Ils étaient avant tout des exégètes et bien qu'ils aient dévoilé parfois le fondement de leur argumentation, ils demeureraient convaincus que le point central de leur démonstration résidait dans leur interprétation littérale du texte¹. Aussi, pour étudier leur système, nous avons examiné tout d'abord l'exégèse, envisageant par la suite, les arguments d'ordre historique et rationnel.

Pour étudier le système adverse, il faut intervertir ce plan. Les partisans de la doctrine extensive de la condition de gravité du fait nouveau, sont, en effet, des romantiques, dissimulant parfois leur rêverie juridique, sous l'attitude de la libre recherche scientifique. Il n'en reste pas moins qu'ils se sont attachés à combattre, tout d'abord, le fondement de l'autorité de la chose jugée, quitte à justifier, ensuite, leur conception par des arguments de technique juridique : histoire ou exégèse.

49. — Ils étaient convaincus que la persistance dans la croyance de la justice, est nécessaire, pour permettre

1. « Il est inique, barbare même de traîner devant de nouveaux juges
« un homme dont l'innocence est actuellement certaine et de l'im-
« pliquer dans une poursuite que l'on sait lui être inapplicable. On ne
« peut, on ne doit pas se servir d'un innocent pour découvrir le vrai
« coupable ! Nous entendons bien et comme homme et comme citoyen,
« nous souscrivons à cette indignation. Mais, cependant que faire, si la
« loi a eu cette iniquité, cette barbarie ? Nous ne pouvons que la constater,
« il n'appartient ni à nous, ni à une juridiction, si haut placée qu'elle soit
« de la faire disparaître. (Roux note au S., 1907-1-49). Cette profession de
foi d'exégète ne mérite-t-elle pas d'être comparée par son étroitesse avec
ce mot de Bugnet « je ne connais pas le Droit civil, je n'enseigne que le
Code Napoléon », cité par J. Bonnet, *Introduction à l'étude du Droit*,
2^e édit. p. 181.

à la peine de remplir sa mission répressive. Dans le cas de certitude de l'innocence comme dans celui de doute sérieux de culpabilité, la peine ayant perdu sa signification, il doit y avoir *fait nouveau*.

Ils ont pour arriver à établir cette conception large du fait nouveau, attaqué indirectement la chose jugée au criminel. Ils ont fait remarquer qu'elle était moins forte qu'au civil. Puis, ils ont essayé d'établir un compromis entre la raison d'ordre public, fondement de l'autorité de la chose jugée, et le sentiment de justice, qui veut que le fait nouveau, soit largement compris. Ils ont alors découvert que l'autorité de la chose jugée ne s'oppose pas à l'idée de revision.

Leur démonstration aurait dû s'arrêter là. Elle suffisait pour entendre le fait nouveau au sens de doute sérieux de culpabilité. Mais entraînés par la force de leurs arguments, ils ont, comme l'apprenti-sorcier de la ballade, dépassé leur but. Ils ont affirmé la collaboration de la chose jugée et de la revision. Oublieux de leurs prémisses, mais logiques dans leur dialectique, ils ont conclu que la revision doit être admise en matière civile. Reprenons brièvement cette évolution.

50. — Ils ont remarqué, en premier lieu, que la chose jugée avait au criminel une autorité moindre qu'au civil. Cette considération était fondée sur l'histoire :

A Rome¹ l'autorité de la chose jugée précédée par le principe de la consommation de l'action dans la procédure des *legis actiones* a été, sous la procédure formulaire, introduite par le prêteur sous la forme de *l'exceptio rei*

1. A. Esmein dans les *Mélanges Gérardin*, Paris, 1907, « Effet relatif de la chose jugée », p. 229 à 251.

judicatæ ou *rei in judicium deductæ*. Justinien a supprimé la théorie de la consommation de l'action.

Ces principes, apparus en France sous Charlemagne, se sont développés sous l'influence des canonistes. Les résultats, fixés par Pothier, ont été reproduits par notre Code civil. En matière civile, l'autorité de la chose jugée a été traditionnellement considérée comme un principe essentiel¹.

Il en a été autrement en matière pénale. A Rome, le principe de l'autorité de la chose jugée en matière pénale a été admis à partir de la loi *Julia publicorum*, peut-être même plus tôt². Cependant, dans la pratique, de graves restrictions l'ont à peu près complètement annihilé :

1^o L'effet des jugements criminels était restreint aux crimes compris dans l'accusation. Or le même crime était en général puni par plusieurs lois. Il en résultait que malgré le principe de l'autorité de la chose jugée la même accusation se trouvait reproduite plusieurs fois.

2^o Les décisions des consuls étaient paralysées par l'*intercessio* des tribuns et la *provocatio ad populum*.

Dans notre Ancien Droit, les jugements de plus ample informé d'une part, et le droit que se sont arrogés les

1. Dans son article paru dans la *Revue des deux mondes* de 1899, p. 753 et suiv. M. Arthur Desjardins, cite les expressions les plus fortes et les plus pittoresques qu'au temps où l'on parlait latin les légistes avaient inventées pour faire comprendre aux faibles mortels tout ce qu'il y a de sacré, de vénérable, d'inviolable dans la chose jugée : Les uns disaient : Elle est l'équivalent de la vérité : *Res judicata pro veritate habetur* — d'autres : « elle rend droit ce qui était courbe et noir ce qui était blanc. » (*facit ex curvo rectum, ex albo nigrum*) — d'autres encore : Elle est le « seul port où puissent expirer les tempêtes humaines, et si les hommes n'y « jettent pas l'ancre, ils seront emportés sans retour sur l'océan des procès » (*hic unus inter humanas procellas portus. Quem si homines fervida voluntate præterierint in undosis semper jurgis errabunt*). — On avait ciselé « beaucoup d'autres métaphores pour exprimer la même pensée. Enfin, « notre Cour de cassation a plusieurs fois entendu répéter cette phrase « de Cicéron : *status reipublicæ maxime judicantis rebus continetur* ».

2. Griollet, *De l'autorité de la chose jugée*, Paris, 1868, p. 185 et suiv.

rois de reviser les procès, ont diminué, en matière pénale, l'autorité de la chose jugée. Il semble d'ailleurs, qu'il en soit ainsi dans notre droit positif ¹. Le Code civil contient un texte général, relatif à la chose jugée, l'art. 1351. Il n'en est pas de même en matière pénale. L'autorité de la chose jugée est indiquée spécialement dans l'art. 360 du Code d'Instruction Criminelle qui décide que « toute personne acquittée légalement ne « pourra plus être reprise, ni accusée en raison du même « fait » et dans l'art. 246 aux termes duquel « le prévenu « à l'égard duquel la Cour d'appel aura décidé qu'il n'y « a pas lieu à renvoi devant la Cour d'assises ne pourra « plus y être traduit à raison du même fait à moins « qu'il ne survienne de nouvelles charges ». D'ailleurs, la jurisprudence a pris en matière pénale de grandes libertés avec l'autorité de la chose jugée, confirmant ainsi l'esprit de la loi :

1^o Elle a entendu très largement le mot *fait* de l'art. 360 qui, d'après elle, signifie indifféremment *fait matériel* ou *fait juridique*. Ainsi l'accusé acquitté du chef de meurtre par le jury peut-être poursuivi devant le Tribunal correctionnel pour homicide par imprudence ².

2^o La Cour de cassation même pour les acquittements prononcés par les Tribunaux correctionnels et de police, qui sont dans l'obligation d'examiner le fait sous toutes les qualifications possibles, permet une nouvelle poursuite, pourvu qu'un élément de fait nouveau soit introduit ³.

1. Dans sa thèse, *op. cit.*, p. 16, 17, M. Paul Mongibeaux note que la justice est mieux rendue au civil qu'au criminel. Il est alors compréhensible que l'autorité de la chose jugée soit plus forte, au civil qu'au criminel.

2. Cass. réun. 25 novembre 1841, Certier, S., 42-1-93 ; Cass. 3 août 1855, Legros, S., 56-1-82 ; Cass. 10 février 1870, Millet, S., 71-1-264.

3. Cass. réun. 10 janv. 1876. Payan, S., 77-1-41, note Villey.

3^o Enfin, elle a de multiples fois décidé que le principe d'après lequel les décisions de la justice répressive ont, au civil, l'autorité de la chose jugée à l'égard de tous, doit-être entendu en ce sens qu'il n'est pas permis au juge civil de méconnaître ce qui a été nécessairement et certainement décidé par le juge criminel, soit quant à l'existence du fait qui forme la base commune de l'action pénale et de l'action civile, soit quant à la participation de ce même fait ¹.

Tout un ensemble de preuves conduit donc à affirmer que *l'autorité de la chose jugée est moindre au criminel qu'au civil*.

51. — D'ailleurs, les partisans les plus rigoureux du fait nouveau-certitude allaient donner à leurs adversaires un précieux argument, en admettant que la chose jugée et la revision ne s'opposaient pas. Telle était en effet, l'opinion de M. Jacquier dans son rapport au Conseil d'Etat ², opinion que M. Desjardins résumait ainsi : « Un poète a dit : « Le crime fait la honte et non pas « l'échafaud. Ce n'est pas la découverte de l'erreur, qui « porte atteinte au respect de la chose jugée, c'est « l'erreur judiciaire elle-même ou mieux l'impunité « de cette erreur »

Cette opinion, très contestable en soi, mettait en lumière la nécessité pratique de la revision. Il n'en fallait pas davantage pour justifier le *fait nouveau-doute sérieux*.

1. 16 mai 1887, Plaisance, S., 1888-1-73 ; 14 novembre 1898, 5 arrêts, S., 1902-1-27.

2. « On n'a jamais pensé que la revision portât atteinte à l'autorité « de la chose jugée, c'est la condamnation erronée qui met véritablement « celle-ci en échec, c'est le fait que l'erreur éclate patente, irrécusable « aux yeux de tous, que la conscience publique est profondément émue « et remuée à l'idée de la constatation injuste du deshonneur d'un homme

52. — Mais toute idée renferme en puissance des conséquences extrêmes, surtout lorsqu'on spéculé dans l'abstrait, en combinant sans mesure le droit et la philosophie. Une étude récente¹ a appliqué en notre matière la théorie de l'image et de la réalité : Le juge statue d'après un ensemble de concepts donnant une image plus ou moins proche du conflit réel. L'idéal réside dans la réflexion rigoureuse de la réalité. Tout moyen technique, permettant de se rapprocher de cette exactitude, collabore à la perception de l'idéal. La revision est un de ces moyens techniques. Elle ne s'oppose donc pas à l'autorité de la chose jugée mais en est, au contraire, un précieux auxiliaire.

Une pareille conception conduit aux conséquences suivantes :

1° L'utilisation de la procédure de revision ne devrait être entravée par aucun texte limitatif quant aux cas d'ouverture².

2° La revision ne doit pas se prescrire par un délai courant du jour du jugement.

« qui n'a pas failli à l'honneur à la pensée qu'un innocent a subi une peine pour un fait dont il n'était pas l'auteur.

« De ce jour-là, le principe a reçu la plus grave des atteintes, on aura beau proclamer son autorité, la présomption ne saurait prévaloir contre la certitude contraire : vouloir nier celle-ci, sous prétexte de l'intérêt du principe, ce serait le compromettre. La proclamation de l'erreur, sa reconnaissance par la justice même qui a été induite, par les circonstances, à la commettre devient le seul moyen de calmer l'émotion trop fondée de la conscience publique, de réparer dans la mesure du possible l'échec subi par le principe », (*J.O.* 17 décembre 1892).

1. Raymond Guillien : *L'acte juridictionnel et l'autorité de la chose jugée*. Thèse Bordeaux, 1931, voyez notamment p. 406 et suiv.

2. La même idée avait déjà été exprimée dans sa thèse, par M. Prebois. La revision des procès criminels et correctionnels à l'exclusion de la question d'indemnité. Dijon 1902, p. 117. M. Sadoul, dans sa thèse *De la revision des procès criminels*, Nancy, 1900, à son tour, traçait en ces termes une législation idéale de la revision p. 166 : « Si l'on considère que rien ne peut non seulement légitimer, mais même excuser une injustice, lorsqu'elle est constatée, le droit de la révision des condamnations judiciaires injustes doit être considéré comme absolu ».

3^o La revision doit être ouverte contre tout jugement en premier ou en dernier ressort.

4^o La revision doit être admise en matière civile.

Le circuit est bouclé. Parti de l'idée que l'autorité de la chose jugée est moindre au criminel qu'au civil, on a oublié et dépassé le but poursuivi et on conclut à l'admission de la revision en matière civile.

53. — Cette évolution de la doctrine n'est que l'expression, plus ou moins bien systématisée, du vif sentiment de la justice particulière, et de la disparition de la notion d'intérêt général et de bien collectif, si sensible à notre époque. Mais, nous bornant seulement à la thèse extensive du *fait-nouveau-doute sérieux* et négligeant pour l'instant ses conséquences extrêmes il nous faut brièvement esquisser l'argumentation technique qui sert d'expression juridique à cet imparfait sentiment de justice.

54. — Notre étude d'histoire nous a fait apercevoir deux notions différentes du fait nouveau, suivant le moment de la procédure. Il était aisé pour les partisans de la thèse extensive de considérer le *fait nouveau-doute raisonnable* du point de départ et d'en tirer argument. Remarquons, car c'est l'histoire qui va nous éclairer sur ce conflit doctrinal, que M. Roux avait au contraire considéré dans notre Ancien Droit le *fait-nouveau-certitude* devant terminer la procédure.

55. — Indépendamment de l'histoire des arguments d'exégèse¹, ont été avancés, les uns tirés du texte même de la loi, les autres des travaux préparatoires :

1. Voyez Garraud, *Traité*, *op. cit.*, p. 596.

1^o *Le texte.* — On a fait remarquer que la conception restrictive, semble inconciliable avec deux mentions de la loi elle-même :

Comment la concilier, avec le cas spécifié de fait nouveau de l'art. 443-3^o, admis depuis 1808 avec la condamnation pour faux témoignage de l'un ou plusieurs témoins ayant déposé dans l'affaire ? Cette condamnation ne démontre pas l'innocence, elle rend simplement la culpabilité douteuse et cela suffit pour autoriser la revision.

De même, comment comprendre, si le fait reviseur doit être immédiatement probant, que l'art. 445 du Code d'Instruction Criminelle ait donné expressément à la Cour de cassation le pouvoir « si l'affaire n'est pas en « état, de procéder directement ou par commissions « rogatoires à toutes enquêtes, confrontations et inter- « rogatoires, propres à mettre en évidence la vérité ». Mettre en évidence la vérité, ceci suppose que l'erreur judiciaire, simplement soupçonnée, n'est pas tout à fait établie.

2^o *Les travaux préparatoires.* — L'argument tiré de l'art. 443-3^o est confirmé par un incident de texte. Celui-ci voté par la Chambre et accepté par la Commission du Sénat, à qui la loi était renvoyée, portait à la suite des deuxième et troisième cas de revision, un paragraphe autorisant la revision, quand par suite de décès, de prescription ou d'irresponsabilité pénale, l'auteur signalé d'un délit ou d'un crime, et le témoin soupçonné de faux témoignage ne pouvaient plus être poursuivis.

56. — Telles sont les deux thèses qui s'affrontent en doctrine quant à la gravité du fait nouveau. Des thèses,

si radicalement opposées, si divergentes et soutenues par des argumentations serrées exprimant le divorce éternel de la raison et du cœur, font hésiter et confondent le juriste. Il doit se demander si cette opposition, si cette divergence, ne résulte pas d'une énorme méprise. Il sait que les arguments d'histoire, tirés de notre Ancien Droit sont exacts dans les deux thèses mais incomplets, car ils ne considèrent qu'un *moment* du fait nouveau ? S'il existe encore de nos jours, un *fait-nouveau-moyen* permettant d'ouvrir la voie de revision, et un *fait-nouveau-fin* se confondant avec l'innocence, les deux thèses opposées se complètent et s'entendent ! L'erreur des juristes est due à un défaut de méthode. Ils ont raisonné sur le fait nouveau statique et lui ont adapté les deux aspects que son étude dynamique révèle. Les partisans de la *thèse du fait-nouveau-certitude* ont exigé la preuve de l'innocence *ab initio*, en s'appuyant sur les arguments d'ordre public qui définissent la revision et exigent qu'elle ne soit *prononcée* qu'au cas d'erreur judiciaire patente. Les partisans de la théorie extensive ont étendu le *doute sérieux* permettant l'ouverture de la revision à sa consécration définitive.

Le véritable auteur de cette méprise est le législateur. La rédaction de la loi permet au cas de cassation avec renvoi, d'ajuster, de doser une nouvelle peine. Ce n'est pas là la fin de la revision. L'autorité de la chose jugée ne doit céder que devant la certitude de l'innocence, qui exige toujours un acquittement. Mais pour arriver à la découverte de cette innocence, qui peut se couvrir au cours de la procédure, un doute sérieux planant sur la culpabilité du condamné, doit autoriser l'ouverture de la revision. Le fait nouveau considéré réellement dans son dynamisme est, tour à tour, un moyen et une

fin. Un seul auteur a perçu cette distinction avec netteté.
 « La revision, a dit M. S. Mayer, n'étant pas un appel
 « ne peut être prononcée qu'une fois l'innocence du
 « condamné établie. Mais, il s'agit ici de fixer les
 « conditions préalables d'admissibilité de la demande
 « en revision. Doit-on pour la recevabilité de cette
 « demande exiger strictement que les moyens invoqués
 « soient toujours de nature à établir l'innocence ? Est-ce
 « là une chose si facile à établir dès le début avec cer-
 « titude ? Ne devait-il pas suffire du moins pour cette
 « phase préliminaire de la procédure qu'il existe une
 « présomption suffisante, en faveur de la non-culpabilité,
 « et un espoir que la non-culpabilité résultera de la pro-
 « cédure entamée ? »¹

Nous pouvons donc dégager l'esprit de cette étude doctrinale de la condition de gravité du fait nouveau, en distinguant soigneusement *le fait nouveau-moyen* et *le fait nouveau-fin* et en donnant cette définition téléologique : Le fait nouveau est un moyen qui, au cas de doute sérieux sur la culpabilité du condamné, permet de mettre en mouvement la procédure, il devra, pour que la revision soit prononcée, établir d'une manière indiscutable l'erreur judiciaire, c'est-à-dire l'innocence du condamné.

CONCLUSION

57. — A la fin de cette étude de doctrine, il nous est facile de conclure, quant aux trois conditions exigées par l'art. 443-4^o :

1^o L'élément nouveau devrait consister en un fait.

1. S. Mayer, *op. cit.*, p. 119.

matériel lié ou non juridiquement à la condamnation prononcée. Le problème du fait scientifique ne se dégage pas de l'exégèse rigoureuse.

2° La condition de temps consiste dans la révélation postérieure à la première condamnation aux seuls yeux du juge, d'un fait qui, comparé aux éléments préexistants et satisfaisant aux autres conditions de nature et de gravité, peut rendre la demeure recevable. C'est là le seul *résultat positif* établi par la doctrine.

3° Dans le domaine de la condition de gravité règne le chaos et l'incertitude. Exégètes et romantiques luttent, oubliant parfois leur but, mais errant certainement sur la cause de leur divergence.

La jurisprudence se devait une compréhension plus pénétrante.

CHAPITRE II

LA JURISPRUDENCE

58. — L'étude que nous allons entreprendre va nous révéler une jurisprudence hardiment créatrice. En notre matière, la Cour de cassation s'est montrée particulièrement novatrice. L'examen successif de la nature et des caractères du fait nouveau, doit porter à la fois, sur la partie positive de l'œuvre de la jurisprudence, et sur la partie négative. Nous concluons en analysant quelques grands arrêts de principe et d'auto-limitation jurisprudentielle.

SECTION I

NATURE DU FAIT NOUVEAU

§ I. *Le fait scientifique*

I. *Etude positive.*

59. — La Cour de cassation a tout d'abord considéré que « le fait nouveau doit avoir avec l'infraction un « rapport matériel et direct, de nature à en affecter « l'existence ou la criminalité »¹.

1. 30 mars 1911, Palmèse, B. cr. n° 176, p. 340.

Mais elle a admis, à la veille de la guerre, au sujet d'un aliéné méconnu, qu'un *fait scientifique* pouvait constituer le fait nouveau prévu par la loi.

Eugène Davoust avait été arrêté en flagrant délit de vol de bicyclette sur la voie publique. Il avait argué pour sa défense qu'il avait agi sous l'influence de la boisson. Condamné, il avait en prison commis de tels actes, que les gardiens l'avaient considéré comme un simulateur. Mais, transporté à l'infirmerie, on devait reconnaître qu'il était atteint de paralysie générale. Interné à la Ville-Evrard, le médecin en chef, constatait qu'il présentait les symptômes d'une paralysie générale arrivée à la dernière période et dont les débuts paraissaient remonter à plus d'un an.

Au cours de l'enquête administrative, il a été formellement établi au point de vue médical « que de toute « certitude au moment du vol, Davoust avait agi en « paralytique général ». Davoust étant décédé, la Cour de cassation considérant « que toutes les circonstances « de l'affaire autorisent à tenir cette appréciation pour « fondée » et « qu'ainsi révélée postérieurement au jugement de condamnation, l'irresponsabilité de Davoust « au moment de l'action constitue un fait nouveau » a cassé sans renvoi ¹.

A la veille de la guerre, ce seul arrêt affirmait la validité de la jurisprudence des aliénés méconnus. Elle s'est établie à la faveur de l'indulgence dont bénéficièrent les condamnations militaires prononcées durant la guerre. Une longue suite d'arrêts en témoigne ². Cette juris-

1. D.P., 1912-1-421 ; S., 1913-1-231 ; B. cr., n° 406, p. 740.

2. 9 juillet 1917, Manouvriers, B. cr., n° 165, p. 284 ; 2 août 1917, Bouret, B. cr. n° 179, p. 316 ; 31 mai 1919, El Hadj ; B. cr., n° 127, p. 213 ; 29 juin 1919, Bressolles, B. cr., n° 150, p. 253 ; 3 juillet 1919, Doumain, B. cr., n° 151, p. 257 ; 24 juillet 1919, Le Person, B. cr., n° 187, p. 314 ; 31 janvier 1920, Demichy, B. cr., n° 60, p. 92 ; 13 février 1920, Guiollot, B. cr., n° 83, p. 130 ; 18 juin 1921, Portier, B. cr., n° 262, p. 445.

prudence n'était qu'un des aspects particuliers de la grande théorie générale du *fait scientifique*. Une affaire célèbre l'affaire Danval¹ devait la consacrer.

60. — Le pharmacien Danval avait été condamné le 10 mai 1878, par la Cour d'assises de la Seine, aux travaux forcés à perpétuité, pour avoir empoisonné sa femme.

L'autopsie avait écarté l'hypothèse d'une mort naturelle. L'analyse chimique des organes, avait révélé la présence d'une quantité appréciable d'arsenic. Les experts avaient affirmé l'existence d'une liaison entre la présence d'arsenic dans le corps de la dame Danval et la mort de celle-ci. Or, il était unanimement admis à cette époque que l'arsenic ne se rencontre pas normalement dans le corps humain².

Vingt-cinq ans après, la présence normale de l'arsenic dans l'organisme humain était affirmée. Dès lors, une grave incertitude planait sur la condamnation de Danval. Gracié, il demandait la revision. Un arrêt du 8 mars 1906 rejetait la demande³. « Attendu, dit-il, que les
« experts Brouardel, Haller, Moissan, Ogier et Pouchet,
« commis par la Chambre criminelle, affirment expres-
« sément dans leur rapport que les traces d'arsenic,
« trouvées dans le cadavre de la dame Danval, ne peu-
« vent résulter de l'existence normale de l'arsenic dans
« les organes, que ces quantités d'arsenic sont, en effet,
« très supérieures aux doses infinitésimales, qui ont
« fait l'objet des études récentes à propos de l'arsenic

1. D.P., 1924-1-66 et la note signée A.L. *Gaz. Pal.* 23 février 1924, *B. cr.*, n° 449, p. 762. Voyez également L. Danval, *L'affaire Danval devant l'opinion publique : Documents scientifiques et authentiques : le fait nouveau*. Paris, 1905.

2. Balthazard, *Précis de médecine légale*, Paris, 1928, p. 50 et suiv.

3. *B. cr.*, p. 203 n° 118.

« normal, et qu'en admettant comme démontrée l'exis-
« tence de ces doses infinitésimales d'arsenic dans
« certains organes ou tissus de l'homme et des animaux,
« ce fait ne saurait être invoqué pour expliquer la pré-
« sence de quantités de cette substance qui ont été
« trouvées dans les viscères de la dame Danval, qu'il
« ressort de ces constatations et déclarations des experts
« que la découverte dont il s'agit ne constitue pas dans
« l'espèce un fait nouveau de nature à établir l'innocence
« du condamné ».

Il a été démontré depuis cet arrêt que « la présence
« d'arsenic dans le corps humain en quantité comprise
« entre un et trois milligrammes n'est nullement en
« rapport avec une intoxication arsenicale ». Une maladie
jusqu'alors inconnue a été également étudiée. Dénommée
insuffisance surrénale aiguë on a constaté que ses mani-
festations ressemblaient étrangement à celles de l'em-
poisonnement.

Cette double découverte a motivé une nouvelle de-
mande en revision. Le 28 décembre 1923 la Cour de
cassation a cassé tout renvoi. « Attendu dit l'arrêt, que
« cette hypothèse d'une mort naturelle n'est pas exclue
« par les constatations des experts qui ont procédé
« à l'autopsie de la dame Danval, que ces experts ont
« en effet négligé de vérifier l'état des capsules sur-
« rénales et de rechercher si cet organe ne présentait
pas de lésion .

« Attendu que des faits nouveaux, ci-dessus énoncés,
« découle le doute le plus sérieux sur la circonstance que
« la mort de la dame Danval, aurait été occasionnée
« par une intoxication arsénicale, qu'il résulte de
« ces faits en faveur de Danval, une présomption

« d'innocence assez grave pour motiver la revision de
« la condamnation prononcée contre lui ».

Cette jurisprudence du fait scientifique a été confirmée par des décisions récentes, intervenues à propos « d'aliénés méconnus »¹.

II. *Etude négative.*

61. — La jurisprudence a limité et précisé la théorie du fait scientifique. Deux arrêts² antérieurs à l'arrêt Davoust ont écarté la revision dans l'hypothèse de l'aliéné méconnu, la démence, au temps de l'action, n'étant pas suffisamment établie. Il est aisé, avec le recul historique de discerner en puissance dans ces arrêts toute la théorie future de la jurisprudence. En effet, si la démence avait été prouvée, il est probable, que bien avant l'arrêt Davoust la jurisprudence aurait été fixée.

Un arrêt postérieur celui-là à l'arrêt Davoust est venu préciser les limites du fait scientifique. Comme

1. 3 février 1928, Belnoue, *B. cr.*, n° 47, p. 94, *Gaz. Pal.* 2 mars 1928 ; 6 février 1931, Delbosc, *B. cr.*, n° 40, p. 73, *Gaz. Pal.* 8 mars 1931.

2. 16 janvier 1909, Rouilly, *B. cr.*, n° 26, p. 52 « Attendu, dit l'arrêt, « que de ces constatations il résulte que les tares héréditaires alléguées « seraient, si elles étaient établies, de nature à révéler une prédisposition « morbide mais non l'état de démence au moment de l'action, qu'ainsi « en tenant le fait pour constant, il ne constituerait pas le fait nouveau, « tel qu'il est prévu par la loi, et que dès lors la requête en revision ne « saurait être accueillie ». Aujourd'hui connaissant l'attitude de la Cour de cassation, nous pouvons attribuer à cet arrêt une valeur positive. Il en est de même de l'arrêt Boisville (16 janvier 1905. *B. cr.*, n° 26, p. 56). Boisville avait été arrêté au moment où il exhibait ses parties sexuelles devant des enfants qui se rendaient à l'école. Condamné pour outrage public à la pudeur, sa demande en revision est rejetée : « Attendu, dit-elle qu'il résulte du premier de ces certificats faisant remonter à 5 mois, « l'état de démence du prévenu qu'il n'est pas établi qu'à la date des faits « poursuivis, c'est-à-dire sept mois auparavant, Boisville fût en état de démence.

« Que, d'autre part, aux termes du second certificat, il n'est pas possible « de se prononcer pertinemment sur l'état mental de Boisville et sur sa « responsabilité, à l'époque où ont eu lieu les actes incriminés ». Ici encore la démence au temps de l'action n'était pas établie.

précédemment il rejette la demande parce que la détermination au moment de l'action, n'est pas scientifiquement établie¹.

62. — Deux arrêts se sont servis de l'obstacle de la condition de temps pour repousser la demande « Attendu « dit le premier² que l'état mental de Thevenot a fait « l'objet d'une enquête avant la décision du Conseil de « guerre, lequel a statué sur les conclusions prises par « son défenseur, que l'appréciation différente portée sur « cette question par le certificat médical versé au dossier « ne constitue pas un fait nouveau de nature à établir « l'innocence du condamné », le deuxième constate de même³ « que la fatigue et la dépression éprouvées par « Latoue ont été portées à la connaissance du Conseil de guerre ».

63. — Enfin le célèbre arrêt Jacquot du 5 août 1915⁴ a établi « que l'interprétation nouvelle donnée à une « question juridique ne constitue pas un fait nouveau ».

Voici les faits : Un jugement du Tribunal correctionnel de Montbéliard, avait condamné, le 5 novembre 1913, l'abbé Jacquot à 25 fr. d'amende. Il avait, en effet, exhorté ses fidèles d'Audincourt à contrevenir à un arrêté

1. 16 janvier 1919, M..., *B. cr.*, n° 12, p. 16, « Attendu qu'il résulte des conclusions du rapport médico-légal que M... serait atteint d'épilepsie convulsive avec épisodes automatiques et inconscients — qu'il a pu se trouver lorsqu'il a déserté son poste dans un état confusionnel au cours duquel il a fait une fugue ambulatoire inconsciente avec amnésie, accident fréquent dans cette maladie et qui prive le sujet de tout contrôle sur ses idées et sur ses actes.

« Que les experts tiennent cette hypothèse pour vraisemblable... Mais attendu qu'une simple vraisemblance qui n'est corroborée par aucune constatation concomitante au délit, ou s'y rattachant, ne suffit pas pour faire disparaître l'autorité de la chose jugée fondée sur une instruction régulière ».

2. 27 juillet 1917, Thévenot, *B. cr.*, n° 176, p. 306.

3. 25 avril 1918, Latoue, *B. cr.*, n° 98, p. 169.

4. 6 août 1915, Jacquot, *D.P.*, 1916-1-123, *S.*, 1916-1-173, *B. cr.*, n° 168, p. 308.

du maire interdisant les processions, dans les rues, places et autres lieux publics, ainsi que sur les voies privées livrées à la circulation publique.

L'abbé Jacquot avait, devant le Tribunal correctionnel, contesté la légalité de l'arrêté municipal. Il avait même demandé au tribunal de surseoir à statuer, jusqu'à ce que le Conseil d'Etat se fût définitivement prononcé. Le jugement avait passé outre, en décidant « qu'en
« prenant son arrêté, interdisant les processions et
« autres manifestations extérieures des cultes, le maire
« d'Audincourt, mettait en pratique, son droit de chef
« de la police municipale d'assurer le bon ordre et la
« sécurité publique, conformément à l'art. 97 de la loi
« du 5 avril 1884 ».

Statuant au contentieux, le Conseil d'Etat, a annulé le 9 juin 1914, l'arrêté du maire d'Audincourt, comme conçu en des termes généraux qui porteraient atteinte au libre exercice des cultes.

C'est sur cette décision, que l'abbé Jacquot a basé sa demande en revision. Elle a été rejetée par la Cour de cassation dans les termes suivants « Attendu que, l'in-
« terprétation nouvelle donnée à une question juridique
« ne constitue pas le fait nouveau, puisque, sauf déro-
« gation expresse de la loi, la juridiction répressive doit
« résoudre elle-même toutes les questions d'où dépend
« l'application des peines, que l'appréciation différente
« qui a été faite de l'arrêté par le Conseil d'Etat ne saurait
« donner ouverture à revision ».

64. — A la lumière de ces arrêts, il est aisé de préciser la notion de *fait scientifique* admise par la jurisprudence. Ce que la Cour de cassation range au niveau du fait matériel, c'est le fait scientifique, qui lui est compa-

nable par son caractère d'universelle évidence. Le fait scientifique participe à la réalité objective. Tout le monde l'admet, s'incline devant lui.

Une appréciation, au contraire, est chose contingente par essence, variable à l'infini, susceptible de toutes les controverses. Elle ne relève pas de la science, mais de l'art. Telle est l'interprétation juridique ou un diagnostic subjectif en médecine.

Une découverte, un diagnostic objectif certain, parce que pouvant être déterminés exactement, mathématiquement et ne souffrant pas discussion relèvent par leur universalité du fait scientifique. La théorie de la Cour de cassation postule une hiérarchie des sciences.

Le fait scientifique, comme le fait matériel, doit en matière de revision, présenter les conditions de temps et de gravité communément requises.

§ II. *La liaison juridique du fait à la condamnation*

65. — La jurisprudence est sur cette question en plein accord. C'est pourquoi nous ne l'étudierons que très rapidement. Il n'est pas nécessaire que le fait nouveau soit lié juridiquement avec les faits qui ont motivé la première condamnation.

Prenons un exemple : Un individu est condamné pour infraction à un arrêté d'expulsion. Il sollicite la revision en apportant la preuve, qu'au moment où cet arrêté d'expulsion était pris contre lui, il est en réalité français. Le fait nouveau est lié juridiquement avec les faits motivant la première condamnation, puisqu'il s'attaque à l'incrimination. Le jugement de valeur qu'il provoque est d'ordre juridique.

Par contre, une personne est présumée empoisonnée. Postérieurement on a découvert que sa mort peut être attribuée à une intoxication oxycarbonique due aux émanations d'un four à chaux voisin. Le jugement de valeur provoqué par cette découverte est essentiellement psychologique.

Cette distinction entre le jugement de valeur d'ordre juridique et d'ordre psychologique sera utilisée pour tenter d'éclairer notre étude de la condition de gravité.

66. — D'après la jurisprudence, *la nature du fait nouveau consiste en un fait matériel ou scientifique, lié ou non juridiquement aux faits qui ont motivé la condamnation.*

SECTION II

CARACTÈRES DU FAIT NOUVEAU

§ I. *Condition de temps*

I. *Etude positive*

67. — La Cour de cassation a adopté une jurisprudence vraiment extensive :

1^o Elle paraît oublier que le fait, ou la pièce invoquée, doit avoir été inconnu lors de l'instruction et des débats qui ont précédé la condamnation dont l'annulation est demandée.

Elle admet, en effet, qu'une expertise postérieure à une condamnation et contredisant, sur le même fait connu et apprécié du tribunal qui a rendu la décision de condamnation, les résultats et les appréciations d'une expertise ancienne, soumise à ce tribunal, avant qu'il ait

statué, peut être considérée comme un fait nouveau au sens de l'art. 443-4^o 1.

M. Roux avait cependant proposé une distinction intéressante. L'expertise nouvelle pourrait bien être invoquée comme une cause de revision, si ses résultats, si ses appréciations avaient été consacrés par une décision judiciaire postérieure à la condamnation attaquée; en réalité, le fait nouveau serait alors non pas l'expertise nouvelle, mais le nouvel arrêt ou jugement 2.

Certains arrêts se sont bien placés à ce point de vue 3, mais plusieurs autres arrêts ont envisagé comme faits nouveaux, des expertises postérieures à la condamnation dont les résultats n'avaient pas eu la consécration d'une décision judiciaire 4.

2^o Un fait ou une pièce même antérieurs à la condamnation, pourvu, qu'ils aient été révélés après celle-ci peuvent aussi bien qu'un fait ou une pièce postérieures à la condamnation motiver une demande en revision. Ainsi, la démente, antérieure à la condamnation mais révélée après elle, constitue un fait nouveau 5.

3^o La Cour de cassation admet aujourd'hui d'une façon constante qu'il suffit que le fait invoqué ait été ignoré des premiers juges; il importe peu qu'il ait été connu du condamné innocent, mais qu'en ne le révélant pas pour une raison quelconque, il se soit laissé condamner plus ou moins volontairement 6.

1. 26 juin 1896, Druaux, S., 1899-1-425, D.P., 1897-1-54. 18 juin 1898, Vallé, S., 1899-1-476, D.P., 1900-1-136. 29 octobre 1898, Dreyfus, S., 1900-1-297. 26 avril 1902, Voisin, B. cr., n° 162, p. 287.

2. Roux note au S., 1900-1-297.

3. 18 juin 1898 précité.

4. 26 juin 1896, Druaux précité. Ch. R., 3 juin 1899. 1^{re} revision Dreyfus S., 1900-1-297, D.P., 1900-1-180. Ch. R., 12 juillet 1906. 2^e revision Dreyfus, S., 1907-1-49, D.P., 1908-1-553.

5. Voyez *supra*, p.

6. 22 avril 1898, Pelosi, D.P., 1900-1-137, 6^e espèce. 19 juin 1899, Gautier, B. cr., n° 165, p. 286. 7 février 1918, Arrivet, B. cr. n° 33.

Il faut toutefois noter que la Cour de cassation a quelque peu hésité. L'arrêt M., alias Delamotte¹ du 22 janvier 1898, déclare irrecevable la demande en revision du condamné victime de sa propre faute, tandis que l'arrêt Chaïeb ou (Taieb) ben-Amar² du même jour accueille une demande en revision, dans une espèce, où il est certain que l'erreur judiciaire était due aux déclarations du condamné. Néanmoins, l'arrêt Delamotte doit être considéré comme une exception. Il s'éclaire au contact des faits de la cause. En l'espèce Delamotte n'était pas fondé à se plaindre de sa condamnation, il n'avait « aucun intérêt matériel ou moral à en poursuivre l'annulation », qu'au contraire il y aurait trouvé plus d'inconvénients que d'avantages.

En terminant cette étude positive de la condition de temps, soulignons d'un trait la tendance de la jurisprudence : elle ne semble pas attacher une grande importance à la stricte observation de la condition de temps.

II. *Etude négative*

68. — La condition de temps, si largement comprise dans la doctrine et dans la jurisprudence, n'en a pas moins une double fonction négative :

1° Dans certains arrêts, elle joue un *rôle d'obstacle*, elle suffit seule à interdire la revision.

2° Dans d'autres, elle apparaît comme un *complément* de la condition de gravité venant lui prêter main forte pour rejeter la revision.

Reprenons rapidement ces deux sortes d'hypothèses.

1. Delamotte, S., 1899-1-473, 1^{re} espèce et D.P., 1900-1-137, 3^e espèce.

2. S., 1899-1-473, 2^e espèce et D.P., 1900-1-137, 4^e espèce.

69. — 1^o *Condition-obstacle*. Le Tribunal correctionnel de Céret avait le 31 mai 1900, condamné un certain Fischer¹ à 50 fr. d'amende avec sursis pour infraction à l'art. 3 de la loi du 8 août 1893, sur la résidence des étrangers en France.

Or à l'époque de la condamnation, Fischer était français. Il était né à Saumur, le 1^{er} février 1880, d'un père allemand et d'une mère née en France. Il était donc français, soit en vertu des lois des 7 février 1851 et 16 décembre 1874, soit en vertu de la loi du 22 juillet 1893 (art. 8 § 3 du Code civil) puisqu'il n'avait pas répudié cette qualité dans les délais impartis par la loi.

Néanmoins, d'après notre Cour suprême, la production de documents établissant la qualité de français et non présentés devant les premiers juges, ne constitue pas un fait nouveau, lorsque les indications contenues dans ces documents ont été connues du tribunal et ne font que reconnaître les déclarations déjà faites par l'inculpé.

Ainsi, dans cet arrêt, la Cour de cassation, fait jouer à la seule condition de temps un *rôle d'obstacle*. Le rejet s'explique d'ailleurs par une raison profonde : la revision a pour but de réparer les erreurs de fait, mais non les erreurs de droit. En l'espèce, les premiers juges en possession des éléments de fait ont mal jugé en droit en n'appliquant pas l'art. 8 § 3 du Code civil

La même raison se retrouve dans l'arrêt Roggero du 10 avril 1913² « Attendu, dit-il, qu'en admettant que « Roggero frappé d'un arrêté d'expulsion au temps de « sa minorité, fût néanmoins de nationalité française « comme étant né en France, à l'époque de sa majorité,

1. 21 janvier 1905, Fischer, *B. cr.*, n° 33, p. 50.

2. 10 avril 1913, *B. cr.*, n° 170, p. 342.

« la constatation de cet état de droit, seul méconnu par
 « les décisions attaquées qui mentionnent que le prévenu
 « est né à la Ciotat et qu'il demeure en France ne saurait
 « constituer un fait nouveau ».

Il convient de rapprocher de ces arrêts, les arrêts Thévenot et Latoue, cités à propos de *fait scientifique* et jouant en cette matière le rôle de condition de temps-obstacle.

70. — 2^o *Condition-complément*. Dans certains arrêts¹ la condition de temps remplit une fonction accessoire. La raison déterminante du rejet est le défaut de gravité du fait invoqué. On se sert de la condition de temps comme d'un moyen technique de rejet, venant renforcer la raison psychologique, qui le motive en réalité. La rédaction de l'arrêt de Gourdy-Pagny est à cet égard typique « Attendu, dit-il, que les affirmations de Cam-
 « pana étaient déjà renfermées dans les lettres de ce
 « dernier au dossier de 1891 et ont été connues du jury
 « et qu'en tout cas, ni les affirmations d'un coaccusé de ce
 « Gourdy-Pagny dans les circonstances où elles se sont
 « produites et suspectes à ce titre, ni le verdict du jury
 « de 1892, qui a jugé Campana, ne peuvent être consi-
 « dérés comme constituant une présomption suffisam-
 « ment grave de l'innocence de Gourdy-Pagny ».

71. — L'étude positive de notre condition de temps nous a révélé une jurisprudence largement extensive. Dans la partie négative de notre étude nous avons discerné la condition-obstacle s'expliquant parfois par la tradi-

1. 26 mai 1905 de Gourdy-Pagny. *B. cr.*, n° 268, p. 418. 4 mai 1907, Jouez, *B. cr.*, n° 477, p. 760.

tionnelle distinction de l'erreur de droit et de l'erreur de fait, et la condition-complément masquant une raison profonde : l'absence de condition de gravité.

Ainsi, tout porte à croire que la condition de temps est une mesure opportune laissée à la discrétion du juge, étant à l'égard de la condition de gravité ce que la *nature* d'une institution est à l'*essence* de cette institution,

Mais un arrêt récent ruine cette tentative de systématisation. L'arrêt Delest place les deux conditions de temps et de gravité sur le même plan « Attendu, dit-il, « en effet, qu'il appert de ce qui précède que si les témoignages produits par les demandeurs ont été ignorés des premiers juges, ils ne paraissent pas comme de nature « à établir l'innocence du condamné ».

On ne peut donc tirer des conséquences certaines de la condition-obstacle et de la condition-complément, ces constructions sont elles-mêmes fragiles. Elles sont fondées sur un trop petit nombre d'arrêts.

Dans l'état actuel de notre jurisprudence, il nous faut conclure que dans l'ensemble, la condition de temps est respectée et exactement appliquée.

§ II. Condition de gravité

72. — Nous venons d'étudier le *caractère quantitatif* du fait nouveau : la condition de temps. Il nous faut étudier maintenant, celle extrêmement délicate de son *caractère qualitatif* : la condition de gravité.

Pour une commodité plus grande, dans l'exposé de la partie positive et négative du problème, il nous faudra distinguer le fait nouveau donnant lieu à un jugement de

1. 14 mai 1927. Delest, *B. cr.*, n° 114, p. 223.

valeur d'ordre psychologique et le fait nouveau donnant lieu à un jugement de valeur d'ordre juridique, distinction révélée à propos de la nature du fait nouveau.

I. *Etude positive*

73. — Nous avons déjà souligné, sur ce point, les divergences de la doctrine : certains exigent *ab initio* la certitude de l'innocence ; d'autres se contentent d'un doute sérieux planant sur la culpabilité du condamné.

L'interprétation de la jurisprudence est manifestement beaucoup plus compréhensive. Elle a eu le mérite de concevoir le caractère dynamique et réel du fait nouveau. C'est au législateur qu'il convient de reprocher, qu'elle n'ait pu qu'approcher la solution idéale et définitive du problème.

Les arrêts qu'elle a rendus peuvent être groupés de la manière suivante :

1^o Certains constatent la certitude de l'innocence et cassent tout renvoi.

2^o D'autres, envisagent seulement un doute sérieux et cassent tout renvoi. Les deux arrêts rendus dans l'affaire Dreyfus, synthétisent et systématisent cette jurisprudence.

3^o D'autres enfin, forment un îlot à part et revêtent un caractère exceptionnel. Ils se contentent d'un doute sérieux et cassent sans renvoi.

Dès lors, le plan de notre étude positive, sera simple. Séparant la jurisprudence normale de la jurisprudence exceptionnelle, nous examinerons séparément :

1^o *La jurisprudence normale*, dans laquelle il nous faudra sous-distinguer entre :

1^o La certitude et la cassation sans renvoi.

2° Le doute sérieux et la cassation avec renvoi.

3° L'affaire Dreyfus, qui nous permettra de condamner le système.

4° La *jurisprudence exceptionnelle* cassant sans renvoi au cas de doute sérieux.

1° Jurisprudence normale

I. Certitude et cassation sans renvoi

74. — *Fait nouveau donnant lieu à un jugement de valeur d'ordre psychologique.* — Le fait nouveau peut entraîner la conviction psychologique du juge, quant à la certitude de l'innocence du condamné. La Cour de cassation casse alors sans renvoi. De nombreux exemples illustrent¹ cette conception. Nous n'en retiendrons que certains exemples-types.

La célèbre affaire Vaux dont le rôle a été immense dans le vote de la loi de 1895 est l'illustration de la certitude psychologique de l'innocence. Elle est établie par la destruction successive des charges de l'accusation.

Le 30 juin 1852, la Cour d'assises de la Saône-et-Loire avait condamné Pierre Vaux et Petit, aux travaux forcés à perpétuité, pour complicité d'une tentative d'incendie et d'incendie de cinq maisons habitées, allumés en 1851 et 1852 à la commune de Longepierre.

L'acte d'accusation avait retenu à la charge de Vaux :

1° Le témoignage d'un journalier dénommé Balleant,

1. 16 décembre 1897, Vaux et Petit, S., 1899-1-425 ; D.P., 1898-1-338 ; B. cr., n° 390, p. 594. 5 juin 1899, Fétis, S., 1901-1-297. 15 juillet 1899, Bonnet, S., 1901-1-541. 15 mars 1900, Allain, S., 1902-1-476. B. cr., n° 117, p. 179. 28 nov. 1905, Coudert, B. cr., n° 512, p. 812. 2 avril 1909, Gamard, B. cr., n° 205, p. 398. 31 octobre 1924, Hourblin et aut. B. cr., n° 374, p. 614. 14 novembre 1924, Gueit, B. cr., n° 384, p. 633. 19 septembre 1925, Guilmin, B. cr., n° 270, p. 535. 20 novembre 1930, Lafont, D.H., 1930, p. 607. 13 mars 1931, Debroise, B. cr. n° 79, p. 147.

qui dénonçait Vaux, comme étant à la tête d'une bande d'incendiaires organisée en vue de détruire par le feu les propriétés des principaux habitants de la commune. Il affirmait, encore, avoir assisté à une réunion dans laquelle aurait été concertée et arrêtée la mise en exécution des projets incendiaires.

2^o Le témoignage de Gallemard qui exerçait les fonctions de maire et qui « investi de toute la confiance « de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire » déclarait Balleant, incapable d'inventer et de soutenir contre Vaux une fausse accusation.

3^o Les renseignements administratifs qui représentaient Vaux comme un politicien de village, instituteur révoqué « pour relations et esprit de désordre ». Elu maire de Longepierre, Vaux, n'avait pu, à cause de l'opposition préfectorale, prendre possession de sa charge.

Postérieurement à la condamnation, il a été établi qu'il a bien existé à Longepierre, une bande d'incendiaires, mais Vaux et Petit, n'en faisaient point partie. Elle avait pour chef Gallemard. Balleant avait, en effet, avoué que son témoignage lui avait été dicté par Gallemard « qui « lui avait fait répéter plus de vingt fois sa leçon et qui « était toujours présent, lorsque le juge de paix l'interrogeait et l'aidait adroitement à toujours persister « dans la même version ».

A quels mobiles avait donc obéi Gallemard ? Il avait manifesté un vif dépit, lorsqu'en 1850 alors qu'il n'était pas encore agent préfectoral, et qu'il affichait les opinions les plus avancées, il avait été privé de la gérance d'un bureau de tabac.

Or, sur les huit incendies, six avaient été allumés dans le voisinage du bureau de tabac, alors que le vent soufflait

dans sa direction et devait vraisemblablement communiquer le feu à la couverture de chaume du bureau.

Il avait également manifesté des projets de vengeance à l'égard de plusieurs familles de Longepierre, qu'il soupçonnait de n'être pas étrangères au retrait de son bureau de tabac. La première et la deuxième série d'incendies avaient été allumés dans le voisinage d'immeubles appartenant à des membres de ces familles.

Mais c'était surtout pour se débarrasser d'un rival populaire et heureux que Gallemard avait réalisé son acte criminel. Il l'avait d'ailleurs implicitement avoué aux gendarmes chargés de l'arrêter. Son suicide, en prison, confirmait entièrement cet aveu.

Ainsi, il ne subsistait des charges de l'accusation que quelques mauvais renseignements figurant au dossier.

Le jugement de valeur d'ordre psychologique du juge de revision pouvait avec certitude « croire à l'innocence de Vaux » Attendu, dit l'arrêt que les témoignages de « Balleant et de Gallemard, ainsi écartés, il ne subsiste « contre Vaux que des renseignements qui incriminent « son exaltation politique et la passion avec laquelle « il avait soutenu la cause du partage des communaux, « mais qui sont destitués de toute valeur probante au « point de vue de l'accusation qui avait été portée contre « lui ». La Cour de cassation cassait donc, sans renvoi.

De même, dans l'arrêt Fetis, il y a un ensemble de faits nouveaux, non seulement de nature à établir l'innocence d'un condamné, mais la rendant manifeste. Il résultait en effet — tant de la procédure suivie contre d'autres inculpés et notamment des conclusions des experts, dont les déclarations unanimes contrôlées par les vérifications personnelles des juges du fait ont mis à néant les résultats d'une première expertise, que des

déclarations expresses et concordantes de l'arrêt intervenu à la suite — que les lettres anonymes attribuées au condamné étaient de l'œuvre exclusive des derniers inculpés ¹.

Dans toutes ces hypothèses, le fait nouveau produit donne lieu à un jugement de valeur d'ordre psychologique. C'est au juge qu'il convient de l'apprécier de le peser, d'en déterminer la réelle valeur. C'est là l'affirmation de la persistance en droit criminel de l'intime conviction du juge ². Mais le fait nouveau produit peut présenter un caractère juridique, donner lieu à un jugement de valeur guidé par des principes de droit. Dans ce cas, le domaine de la souveraineté absolue du juge se dérobe. Le principe de droit renferme une part d'absolu. L'innocence revêt une certitude mathématique. C'est ce que nous allons voir.

75. — *Fait nouveau donnant lieu à un jugement de valeur d'ordre juridique.* — L'étude de la jurisprudence nous en montre divers exemples les uns gravitant autour des questions de nationalité, les autres gravitant autour des questions d'état. Mais certains, révélant l'infinie variété des applications de la notion de fait nouveau, échappent à toute classification.

1. De même dans l'arrêt Bonnet, la Cour de cassation a cassé sans renvoi. Bonnet avait été condamné pour délit de chasse sans permis. Deux gendarmes avaient affirmé qu'il avait échappé à leur poursuite, mais qu'ils l'avaient nettement reconnu ainsi que son chien noir.

Postérieurement un nommé Ducla, propriétaire d'un chien noir identique, reconnaissait être l'auteur du délit, « cet aveu, dit l'arrêt, constitue un fait nouveau de nature à établir l'innocence du condamné ».

2. Sur la question de l'intime conviction, voyez Vidal et Magnol, *op. cit.*, p. 832 n° 721 ; Garraud, t. I, p. 515 et suiv.

1^o *Fait nouveau gravitant autour des questions de nationalité*

D'après plusieurs arrêts ¹ il y a lieu à revision lorsque postérieurement à une condamnation pour infraction à un arrêté d'expulsion, il a été établi que le condamné possédait la qualité de français. Le fait nouveau entraîne juridiquement la disparition de l'infraction : l'innocence est certaine.

Il en est de même de la découverte de la nationalité étrangère d'un prévenu poursuivi pour insoumission ² et de la preuve qu'à l'époque de la poursuite, l'intéressé n'avait pas reçu notification de l'arrêté d'expulsion dont il a été l'objet ³.

2^o *Fait nouveau gravitant autour des questions d'état.* Un certain nombre de cassations sans renvoi sont motivées par la preuve de la véritable identité d'un individu condamné en raison de son identité supposée ou usurpée ⁴.

Il en est de même lorsque le fait révélé par une pièce produite postérieurement au jugement exclut le délit pour lequel la condamnation avait été prononcée et ne contient les éléments constitutifs d'aucune autre infraction ⁵. Ainsi d'après l'arrêt Vercey « La production

1. 6 juillet 1899, Czarski, *B. cr.*, n° 190, p. 326, S., 1901-1-299. 2 janvier 1904, Fomengo et Grangean, *B. cr.*, n° 1, p. 1. 14 décembre 1912, Raynard, *B. cr.*, n° 643, p. 1168. 28 décembre 1929, d'Urso, D.H., 1930-133, *Gaz. Pal.* 11 janvier 1930, *B. cr.*, n° 300, p. 591. Voyez toutefois deux exemples de cassation avec renvoi dans les arrêts Pelosi du 22 avril 1898, (S., 1899-1-476, D.P. 1900-1-144, *B. cr.*, n° 226, p. 419) et Galmiche du 2 juin 1904 (*B. cr.*, n° 234, p. 393).

2. 22 décembre 1916, Lob, *B. cr.*, n° 295, p. 501.

3. 30 août 1923, Amakis, *B. cr.*, n° 332, p. 554.

4. 22 janvier 1898, Chaïeb-ben-Amar, S., 1899-1-476, D.P., 1900-1-473, *B. cr.*, n° 26, p. 59. 19 juin 1899, Gautier, S., 1902-1-110. *B. cr.*, n° 165, p. 286. (Un individu ayant pris faussement le nom et la qualité d'un matelot avait été condamné pour délit de désertion, par application du décret du 24 mars 1852). 10 décembre 1915, Brigaud, D.P., 1916-1-123, *B. cr.*, n° 240, p. 434.

5. 23 juillet 1907, Vercey, *B. cr.*, n° 339, p. 542.

« de l'acte de naissance de Vercey portant qu'il était né
« le 25 avril 1886, et non pas le 25 avril 1884, que, par-
« conséquent, c'était par suite d'une erreur matérielle
« qu'il avait été déclaré bon absent comme faisant
« partie de la classe 1904, constitue un fait nouveau
« inconnu des premiers juges, de nature à établir l'in-
« nocence et même l'impossibilité de culpabilité de
« Vercey, puisqu'il ne saurait y avoir insoumission à
« ne pas se rendre à un ordre de route, qui ne pouvait
« lui être ratifié, Vercey ne faisant et n'ayant jamais
« fait partie des classes appelées sous les drapeaux ». Citons également l'arrêt Amisi ¹.

« Attendu, constate-t-il, qu'il est juridiquement établi
« par les deux jugements et par les deux ordonnances
« de refus d'informer précités, en premier lieu que
« Nemsî Kadour a été condamné pour un délit d'in-
« soumission imputable au seul Amisi, et alors que,
« même à l'égard de celui-ci le prétendu délit n'était
« pas légalement caractérisé, et, en second lieu, que le
« condamné qui par son âge échappait aux obligations
« imposées aux indigènes musulmans par le décret du
« 3 février 1912, n'a été l'objet d'aucune plainte pour
« insoumission ».

3^o Questions diverses.

Il est matériellement impossible de grouper différents cas de faits nouveaux qui prouvent que l'un des éléments constitutifs de l'infraction faisait défaut. Mais, il nous faut pour en saisir la complexité multiple, en dresser une énumération, qui paraîtra peut-être fastidieuse. Elle n'en est pas moins utile.

1. 23 mars 1917, Amisi, *B. cr.*, n° 85, p. 138.

Les arrêts Vuilleminot¹ et Cabirol² nous montrent la disparition de l'un des éléments constitutifs du délit d'abus de confiance et par suite la disparition de l'incrimination.

Il y a également certitude d'innocence : lorsque, postérieurement à un jugement de condamnation pour désertion, il a été établi que, contrairement aux indications fournies par erreur aux premiers juges, le condamné était en réalité libérable à une date antérieure à celle du fait qui a motivé les poursuites³, lorsque, postérieurement à la condamnation d'un individu pour infraction à un arrêté d'interdiction de séjour, il est reconnu que cette peine accessoire n'avait pas été prononcée contre lui⁴,

1. 20 février 1896, Vuilleminot, S., 1899-1-425, D.P. 1900-1-136.

« Attendu, dit l'arrêt, que la demande rentre expressément dans le cas prévu sous le n° 4 de l'art. 443 ; qu'en effet, la restitution des trois montres et la représentation de la boîte à musique, spontanément effectuées au domicile de Magnin, par le sieur Vuilleminot dès le 31 décembre 1891, et aujourd'hui définitivement avérés constituent un fait nouveau dont la révélation survenue depuis le 23 août 1892, date de la condamnation du sieur Vuilleminot est de nature à établir l'innocence de ce dernier.

2. 28 janvier 1905, Cabirol, B. cr., n° 44, p. 69.

Cabirol était préposé à la perception du prix d'entrée au bal de Mont-Guyon, fixé à 1 fr. par cavalier. Un sieur Berra, pressé de pénétrer dans la salle remit à Cabirol un louis de 20 francs en disant : « Voici 20 francs, je vais danser cette valse et je reviendrai chercher la monnaie ». La valse terminée, il revient. Cabirol nie avoir reçu une pièce de 20 francs. Il est condamné à 48 heures d'emprisonnement pour abus de confiance. Postérieurement, un sieur Maurice, âgé de 19 ans, s'est reconnu responsable des faits pour lesquels Cabirol avait été condamné. En effet, s'étant présenté à l'entrée du bal et ayant donné à Cabirol une pièce de 5 francs, Maurice avait reçu de lui comme monnaie, 4 pièces, parmi lesquelles s'était glissée celle de 20 francs. Il avait remarqué l'erreur, mais n'en avait pas moins gardé la pièce. Ce fait était attesté par deux camarades de Maurice. « Attendu, dit l'arrêt, que le fait tel qu'il résulte de l'enquête exclut le délit d'abus de confiance qui avait motivé la poursuite et ne contient les éléments constitutifs d'aucun autre délit et que, par suite, aux termes du dernier § de l'art. 445 C. I. cr. l'annulation du jugement ne laissant rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne doit être prononcé ».

3. 10 septembre 1908, Nguyen Van Co, B. cr., n° 381, p. 710.

4. 7 juillet 1911, Pinault, D.P. 1912-1-110, B. cr., n° 355, p. 684.

lorsque postérieurement à un jugement de condamnation pour tenue d'un débit de boissons, à consommer sur place, sans déclaration préalable, le condamné justifie par la production d'un récépissé de déclaration, qu'il s'était trouvé dans l'impossibilité de représenter devant les premiers juges, qu'il avait en réalité satisfait aux prescriptions de l'art. 2 de la loi du 17 juillet 1880¹,

lorsqu'un condamné pour insoumission en temps de guerre, produit son fascicule de mobilisation, qui établit qu'en cas de mobilisation, il devait rester provisoirement dans ses foyers et ne se mettre en route pour rejoindre son corps que s'il recevait un ordre le lui prescrivant, et s'il prouve qu'à la date où il a été condamné aucun ordre semblable ne lui a été adressé²,

lorsqu'il est établi qu'un condamné pour non-représentation d'effets militaires, les avait bien représentés avant la poursuite³,

lorsque, postérieurement à une condamnation pour recel de choses, frauduleusement soustraites, il est prouvé, qu'en déposant chez lui, lesdites choses, le condamné n'avait fait qu'obéir aux ordres par lui donnés par le maire de la commune, dans l'intérêt de la conservation desdits objets et en vue de leur restitution à l'autorité militaire⁴,

lorsqu'il est découvert postérieurement à une condamnation pour insoumission, une déclaration de domicile faite par le condamné antérieurement à la signification de son ordre de route individuel à son dernier domicile,

1. 30 mars 1912, Hamon, *B. cr.*, n° 188, p. 329.

2. 6 janvier 1916, Lamy, D.P., 1916-1-123, *B. cr.*, n° 4, p. 8.

3. 6 janvier 1916, Lefèvre, D.P., 1916-1-123, *B. cr.*, n° 3, p. 4.

4. 3 février 1916, Simonet, D.P., 1916-1-123, *B. cr.*, n° 25, p. 49.

alors que ledit ordre de route n'avait pas été signifié au domicile déclaré ¹,

lorsqu'il est établi, par extraits d'écrous, que deux individus condamnés pour vol, étaient en état de détention au moment de l'action ²,

lorsqu'après une condamnation pour détention illégale d'une arme de guerre, il est établi par une enquête que « sur un ordre de l'armée le capitaine Turki bey Amem, « avait été autorisé à recruter un escadron de partisans « druses par voie d'engagements volontaires et que pour « être admis, chaque engagé devait amener un cheval « en bon état et être détenteur d'un fusil de guerre, que « par la suite, Hussein ben Mahmoud Abou Khein, « n'avait fait que se conformer aux instructions données, « que légalement autorisé, il n'avait commis aucun « délit » ³,

lorsque, postérieurement à une condamnation pour non-déclaration de voiture automobile à la mairie de la résidence, avant le 1^{er} janvier 1925, il est établi que l'intéressé ne possédait pas d'automobile, mais seulement une motocyclette depuis le 26 mai 1925 ⁴,

lorsqu'une condamnation ayant été prononcée pour détournements d'objets saisis, il est révélé que lesdits objets ne se trouvaient pas en réalité sous main de justice ⁵,

lorsqu'après une condamnation pour infraction à un arrêté d'expulsion, on découvre l'existence d'un sursis dit de départ régulièrement accordé à l'intéressé ⁶.

1. 2 juin 1916, Belyn, *B. cr.*, n° 132, p. 229.

2. 5 mai 1923, Buga et Voulet, *B. cr.*, n° 196, p. 333.

3. 30 juin 1928, Hussein ben Hahmoud Abou Khein, *B. cr.*, n° 193, p. 388.

4. 12 juillet 1928, Tournay, *B. cr.*, n° 213, p. 430.

5. 10 novembre 1928, Amiane-Ali, *B. cr.*, n° 260, p. 524.

6. 30 juillet 1927, Zaetta, *B. cr.*, n° 203, p. 403.

Dans tous ces cas, un raisonnement juridique établit la certitude de l'innocence. En droit, une infraction doit pour exister comprendre certains éléments constitutifs. Tous ou l'un d'eux disparaissant, l'infraction disparaît également.

II. *Doute sérieux et cassation avec renvoi*

76. — Dans les exemples que nous venons d'étudier l'erreur était certaine. Nous devons examiner maintenant le doute sérieux. Le doute est par définition chose psychologique. Aussi, le juge se livrera toujours à un jugement de valeur d'ordre psychologique. Toutefois, ce jugement établissant le doute sérieux nous donne la vision, nous communique l'espoir d'une grande innocence encore pressentie et non appréhendée, mais qui pourra devenir certaine, si la portée même du fait nouveau s'affermir et s'affirme. Le jugement de valeur final s'aperçoit, il sera d'ordre psychologique ou juridique selon les cas. Nous inspirant de cette distinction future nous diviserons notre exposé du *fait nouveau-doute sérieux*, comme nous l'avons fait pour le *fait nouveau-certitude*.

77. — 1^o *Fait nouveau pouvant donner lieu à un jugement de valeur d'ordre psychologique.*

Nous analyserons, rapidement tout d'abord, quelques arrêts-types. Nous étudierons ensuite les cas de doute-sérieux, provoqués par des déclarations nouvelles de témoins et par des rétractations de témoins et nous terminerons par des exemples de doute sérieux provoqué par des raisons diverses échappant à toute classification.

1^o *Arrêts-types*. Trois arrêts intervenus peu après le vote de la loi de 1895 illustrent le *fait nouveau-doute sérieux*. Voici comment s'exprime l'arrêt Vallé¹:

« Considérant que si le tribunal même qui a condamné
« Vallé déclare qu'il semble bien résulter que la lettre
« incriminée ne doit pas lui être attribuée, cette appréciation se trouve corroborée par les faits nouveaux
« révélés par des vérifications diverses faites par experts
« et par les pièces produites dans les instructions ouvertes
« postérieurement au jugement du 8 août 1894, notamment par les écrits anonymes qu'un auteur inconnu,
« qui n'est certainement pas Vallé a adressé à celui-ci
« et dans lequel il s'est reconnu coupable de la lettre
« reçue par Lebrun; que ces constatations si graves
« sont autant de faits nouveaux pouvant être de nature
« à établir l'innocence de Vallé ».

Il faut bien souligner la formule employée par l'arrêt *pouvant être de nature à établir l'innocence*. Cette expression conditionnelle est une adhésion implicite à la distinction du *fait nouveau-moyen* et du *fait nouveau-fin*.

De même, dans l'arrêt Druaux² le fait que la mort de deux personnes présumées empoisonnées peut être attribuée à une intoxication oxycarbonique due aux émanations d'un four à chaux voisin de la maison habitée fait douter de la culpabilité du prétendu criminel.

Dans l'arrêt Rossi³ les instructions supplémentaires

1. 18 juin 1898, Vallé, S., 1899-1-477, D.P., 1900-1-136, *B. cr.*, n° 226, p. 419. Les faits étaient les suivants : Au mois de mars 1894, un sieur Lebrun, négociant à Vervins, recevait par la poste une lettre contenant à son égard des injures et des menaces d'attentat criminel. Sur plainte de Lebrun, les soupçons s'étaient portés sur son ennemi politique Vallé. Une expertise d'écritures, faite par deux instituteurs avait fait naître chez eux la conviction que Vallé était l'auteur de la lettre. Celui-ci avait été condamné à une forte peine d'amende.

2. 26 juin 1896, S., 1899-1-425, D.P., 1897-1-54.

3. 6 août 1897, Rossi, S., 1899-1-425, D.P., 1900-1-136, (2^e espèce), *B. cr.*, n° 284, p. 436.

ont eu pour résultat de faire disparaître le premier et le principal des deux faits sur lesquels l'accusation était fondée et d'atténuer la portée du second. « Cette situation nouvelle, dit l'arrêt, qui rentre dans les prévisions de l'art. 443 § 4, tend à établir l'innocence du condamné ».

Comme dans l'arrêt Vallé la rédaction pressent le fait nouveau-moyen. « Cette situation tend à établir l'innocence ».

2° Dépositions nouvelles. Des dépositions de témoins postérieures à la condamnation peuvent jeter un doute sérieux sur la culpabilité du condamné. De nombreux arrêts cassent alors avec renvoi ¹. Souvent ces déclarations nouvelles établissent un alibi ². Un exemple nous est fourni par l'arrêt Ithuria : Il avait été condamné pour

1. 25 juin 1896, Naudin, S., 1900-1-296. 18 juillet 1901, Latrompette, B. cr., n° 207, p. 375. 12 janvier 1907, Hugu, B. cr., n° 26, p. 43. 30 mars 1911, Michaud, B. cr., n° 177, p. 344. 13 juin 1912, Chamonet, B. cr., n° 313, p. 570. 9 août 1912, Durand, B. cr., n° 458, p. 842, S., 1916-1-169 note Roux.

Durand avait été condamné pour complicité d'assassinat. Secrétaire d'un syndicat d'ouvriers, il avait mis aux voix, dans une réunion de ce syndicat, la proposition de « supprimer » un employé. Vingt ouvriers avaient été chargés de l'exécution de cet arrêt. Lors de sa demande en revision des témoins nouveaux ont affirmé que des témoins n'avaient pas dit la vérité devant la Cour d'assises. D'autres ont attesté qu'aucune proposition d'assassinat n'avait été votée. C'est l'affaire Durand qui a motivé la loi du 22 juillet 1917. Durand, étant devenu fou, la Cour de cassation n'a pas désigné de cour de renvoi. Mais, aucun espoir de guérison n'existant, la Cour suprême a été saisie à nouveau à l'effet de statuer sans renvoi. Un arrêt du 5 février 1914, a déclaré qu'il était impossible de revenir sur la première décision. C'est pour s'évader de cette impasse qu'a été votée la loi précitée. L'affaire Durand est ainsi revenue devant la Cour de cassation. Par arrêt du 28 février 1918, (S., 1919-1-425 note Roux) elle a rapporté la désignation de la juridiction de renvoi. Après une instruction supplémentaire elle a annulé la condamnation par arrêt du 15 juin 1918 (J.O. du 6 juillet 1918). Voyez également : 28 janvier 1913, Fouquet, B. cr., n° 48, p. 88. 6 novembre 1914, Rabier, D.P., 1916-1-123, et B. cr., n° 431, p. 774. 14 janvier 1921, Collomb, B. cr. n° 23, p. 34.

2. 11 janvier 1902, Ithuria, S., 1903-1-372, B. cr., n° 231, p. 410. 31 janvier 1906, Primalt, S., 1901-1-531, B. cr., n° 55, p. 81 (Dans cette affaire, les témoignages étaient corroborés par le fait qu'une casquette trouvée sur les lieux du drame n'était pas à la mesure du condamné). 19 juillet 1906, Bonneau, B. cr., n° 292, p. 556. 20 novembre 1909, Ahmed, B. cr., n° 549, p. 1057. 24 avril 1925, Palade, B. cr., n° 135, p. 253.

contrebande sur la foi d'un procès-verbal ne pouvant être attaqué que par une inscription de faux. Mais, plusieurs témoins avaient, par la suite, reconnu la présence du condamné au moment de l'action, sur un point distant de trois kilomètres du lieu du délit. Cet alibi se trouvait fortifié par les déclarations de deux individus se disant les auteurs du délit. Mais surtout un brigadier de gendarmerie constatait qu'il existait entre le condamné et un de ces individus, une ressemblance qui avait pu induire en erreur les auteurs du procès-verbal.

3° *Rétractations de témoins*. La rétractation d'un témoin à charge peut entraîner un doute sérieux de la culpabilité du condamné¹. Ainsi dans l'arrêt Jamet, la Cour de cassation a cassé avec renvoi. « Attendu, dit-il, « que la charge principale d'après l'arrêt de renvoi et « l'acte d'accusation à la suite desquel sont intervenus « le verdict du jury et la condamnation prononcée le « 23 novembre 1893, par la Cour d'assises de la Seine « contre Jamet, Léger et la dame Verney, pour crime de « viol et complicité de ce crime, consistait dans la déclara- « tion d'Eugénie Laroche, aujourd'hui rétractée, que « cette rétractation cinq fois reproduite dans les mêmes « termes corroborée par la rétractation de la femme « Verney (qui avait avoué partiellement les faits) serait « de nature à établir, dans les circonstances de la cause « l'innocence des condamnés, que ces faits nouvelle- « ment constatés créent l'ouverture à révision prévue « par l'art. 443-4° du Code d'Instruction Criminelle ».

1. 23 avril 1896, Cauvin, S., 1900-1-60, note Roux. 7 avril 1898, Jamet Leger, Verney, S., 1899-1-430, D.P., 1900-1-136, B. cr., n° 154, p. 279. 7 novembre 1901, Ralvet, B. cr., n° 272, p. 509. 26 avril 1902, Voisin, S., 1904-1-377, B. cr., n° 162, p. 287. 8 mars 1906, Redonnet, B. cr., n° 120, p. 213. 13 avril 1907, Bertrand, B. cr., n° 181, p. 282. 18 octobre 1913, Legros, B. cr. n° 452, p. 865 (rétractation d'un co-accusé) 28 juillet 1922, Bissonnier, B. cr., n° 272, p. 448.

Remarquons soigneusement les mots : « serait de nature » et « créent l'ouverture à revision » doivent être rapprochés de ceux des arrêts Vallé et Rossi quant au fait *nouveau-moyen*.

4^o *Questions diverses*. La combinaison d'une déclaration nouvelle et d'une rétractation peut produire le doute sérieux¹. Il en est de même lorsque le condamné avait été arrêté à la suite d'une confusion de noms et que l'unique témoin à charge qui avait été entendu dans l'information avait promis à la mère du condamné de l'aider moyennant le versement d'une somme d'argent à obtenir la mise en liberté de celui-ci². Citons encore le fait par un plaignant dont les déclarations ont servi de base à la condamnation prononcée contre des prévenus de déclarer qu'en dénonçant ceux-ci à la justice, il avait agi pour se venger d'une ancienne querelle³.

78. — 2^o *Fait nouveau pouvant donner lieu à un jugement de valeur d'ordre juridique*.

Le fait nouveau-moyen donne lieu, ici, à jugement de valeur d'ordre juridique conditionnel. Il en est ainsi de la découverte après le jugement d'un vêtement qui avait été confié par un tailleur à un ouvrier, pour un travail salarié, à la charge de le rendre après l'avoir perfectionné, alors que le prévenu reconnaissant qu'il avait reçu l'étoffe qu'on lui réclamait, avait déclaré ne pouvoir la rendre ne sachant où il l'avait déposée et que l'enquête paraît démontrer qu'il avait fait de nombreuses recherches pour retrouver le vêtement égaré⁴.

1. 16 novembre 1928, Robin, *B. cr.*, n° 265, p. 535.

2. 9 juin 1928, Mustapha ben Ahmed Marim, *B. cr.*, n° 170, p. 344.

3. 11 juillet 1928, Metivier et Barbiet, *B. cr.*, n° 208, p. 419.

4. 3 mai 1910, Faure, *B. cr.*, n° 263, p. 476.

Dans cette espèce, c'est la valeur psychologique de la sincérité de cette découverte qu'il faut évaluer. Cette appréciation de l'élément intentionnel de l'infraction nécessite la cassation avec renvoi. En cette matière juridique, le doute sérieux naît de l'incertitude psychologique.

Il en est de même :

Lorsqu'après une condamnation prononcée contre une prévenue pour avoir pris faussement la qualité de femme de mobilisé et avoir à ce titre touché une allocation militaire avec majoration, il semble établi par des pièces qui ont été inconnues des juges que le mari de cette prévenue était considéré comme mobilisé par l'autorité militaire¹; lorsqu'une demande de revision a pour objet deux condamnations prononcées pour des vols distincts, l'une par une Cour d'appel, l'autre par un tribunal, le fait nouveau se référant spécialement à l'une des condamnations, peut réagir sur l'autre et entraîner cassation tant de l'arrêt que du jugement, s'il paraît probable que les deux vols ont le même auteur²; lorsqu'on découvre des pièces susceptibles de faire disparaître le délit d'abus de confiance³; lorsqu'une condamnation pour vol est fondée sur des aveux réitérés, d'ailleurs postérieurement rétractés, la circonstance que plusieurs objets volés ont été découverts en la possession d'une personne qui se reconnaît l'auteur du vol, constitue un fait nouveau, qui peut être de nature à établir l'innocence du condamné⁴. Une espèce à peu près semblable se retrouve dans l'arrêt Massoc⁵ « Attendu, dit l'arrêt,

1. 2 août 1917, Zuber, *B. cr.*, n° 180, p. 320.

2. 5 décembre 1924, Halter, *B. cr.*, n° 405, p. 673.

3. 22 novembre 1913, Meunier, *B. cr.*, n° 521, p. 990.

4. 27 avril 1923, Vuillaume, *B. cr.*, n° 182, p. 306.

5. 23 décembre 1927, Massoc, *B. cr.*, n° 324, p. 663.

« que la femme Régnier, déclare avoir trouvé intacte
« dans le coffre d'André Cerf, la boîte contenant ses
« bijoux. Attendu que de cette découverte résulte un
« fait nouveau qui serait de nature (notons la formule)
à établir l'innocence du condamné ». Lorsqu'un individu
a été condamné pour vol et qu'il résulte de l'enquête
qu'une partie des titres volés a été soustraite par la fille
de la victime laquelle a bénéficié d'une ordonnance de
non lieu basée sur l'art. 380 du Code pénal et que des
présomptions précises et concordantes laissent planer
le doute le plus sérieux, en ce qui concerne la culpabilité
de la condamnée relativement à la soustraction d'une
somme d'argent commise dans les mêmes circonstances ¹;
lorsqu'un prévenu a été condamné pour vol d'un certain
nombre de valeurs et de sommes d'argent la découverte
d'une partie desdites valeurs, entre les mains du plai-
gnant ²; lorsqu'on découvre à l'ancien domicile du plai-
gnant un portefeuille qu'il prétendait lui avoir été
soustrait.

En un mot, dans tous ces arrêts, l'interprétation juri-
dique du fait est à même de faire disparaître l'infraction.
Mais le fait n'est pas encore suffisamment établi. Et
c'est pourquoi, il y a cassation avec renvoi.

79. — Possibilité d'un jugement de valeur d'ordre
psychologique ou d'ordre juridique : peu importe.
L'essentiel nous est révélé par les formules dubitatives
employées notamment dans les arrêts Vallé, Rossi, Jamet,
Massoc. Le fait nouveau-doute sérieux s'exprime dans
une nuance de rédaction : il serait, il pourrait être.

1. 15 janvier 1929, Ruas, *B. cr.*, n° 12, p. 23.

2. 1^{er} mars 1929, Barbet, *B. cr.*, n° 70, p. 48.

3. 12 décembre 1930, Seiderer, *B. cr.*, n° 300, p. 582.

La cassation avec renvoi s'accommode de la forme conditionnelle. Il existe donc une liaison entre la cassation avec renvoi et le fait-nouveau doute-sérieux, comme il en existe également une entre la cassation sans renvoi et le fait nouveau-certitude. Il nous faut maintenant rechercher le fondement réel. L'étude de l'affaire Dreyfus va nous permettre de dégager l'esprit du système positif de la jurisprudence.

III. *L'affaire Dreyfus*

80. — Elle a opposé une moitié de la France à l'autre. Elle a été le ferment malheureux des passions politiques les plus basses. Elle a ébranlé la santé morale de la France qui en souffre, encore bien qu'elle ait oublié la cause de ses maux. Au simple juriste, elle montrerait, si la connaissance de l'histoire ne l'en avait déjà averti, l'importance sociale énorme du problème du fait nouveau. En tout cas, elle est pour lui, une raison de plus d'en rechercher la solution la meilleure.

L'affaire Dreyfus¹ a donné lieu à deux revisions.

1. Il nous faut signaler tout particulièrement l'étude récente et originale de M. Henri Mazel, *Histoire et psychologie de l'affaire Dreyfus*. Boivin et Cie éditeurs. Pour M. Mazel, le seul coupable serait le colonel Schwartz Koppen et l'affaire ne serait qu'une immense mystification.

Nous reproduisons, à titre documentaire, et pour montrer l'incidence de notre problème en littérature, la bibliographie citée par M. Henri Mazel :

I. BIBLIOGRAPHIE Paul Desachy, *Bibliographie de l'Affaire Dreyfus*, 1905, Cornely (incomplète).

II. SOURCES. Voyez les procès Dreyfus et Esterhazy dans Yves Guyot, *La revision du procès Dreyfus, faits et documents juridiques*, 1898, Stock ; *Les sources des procès Zola. Picquart* la 1^{re} revision, le conseil de Guerre de Rennes, le procès Vve Henry Picquart, le procès Dautriche — la seconde revision, sont reproduits dans l'ouvrage de Louis Leblois : *L'affaire Dreyfus, l'iniquité, la réparation, les principaux faits et documents* 1929, Aristide Quillet.

III. TÉMOIGNAGES. Alfred Dreyfus, *Cinq ans de ma vie*, 1901, Fasquelle, *Lettres d'un innocent*, 1898, Stock. Commandant Esterhazy, *Les dessous*

L'arrêt des Chambres Réunies de la Cour de cassation du 3 juin 1899¹ avait renvoyé la cause devant le Conseil de guerre de Rennes. Celui-ci le 9 septembre 1899 avait prononcé contre l'accusé une condamnation à dix années de [détention. Dreyfus a été gracié par décret. Une nouvelle demande en revision ayant été formée un arrêt de la Chambre criminelle en date du 5 mars 1904 l'a déclaré recevable et a ordonné une instruction complémentaire. Celle-ci terminée, la Cour de cassation, toutes Chambres réunies, a statué définitivement sur l'affaire, par son arrêt du 12 juillet 1906².

de l'affaire Dreyfus, 1898. Fayard, Henry Leyret, *Lettres d'un coupable*, Stock, Déposition et explications complètes devant le Consul de France à Londres. 1901, Bruxelles, Imprimerie Fischlin; Colonel de Schwartz Koppen, *Carnets*, édités par Bernard Schwertfeger, 1930, Ruder; Général Mercier, *Déposition devant le Conseil de guerre de Rennes*, 1899, Imprimerie Noisette; Général André, *Cinq ans de ministère*, 1907. Michaud; Henri Brisson, *Souvenirs de l'affaire Dreyfus*, Comély; Commandant Cuignet, *Souvenirs de l'affaire Dreyfus*, Belleville.

IV. HISTOIRES. Joseph Reinach, *Histoire de l'affaire Dreyfus*. 7 vol. dont 1 index 1901-1908, Fasquelle; Théodore Reinach, *Histoire sommaire de l'affaire Dreyfus*, 1924. Ligue des Droits de l'Homme; Henri Dutrait-Crozon, *Précis de l'affaire Dreyfus*, 1909, Nouvelle librairie nationale; Bruno Weil, *L'affaire Dreyfus*, 1930, Gallimard.

V. POLÉMIQUES. E. Duclaus, *Avant le procès* (Zola) 1898, Stock; F. Brunetière, *Après le procès*, 1898, Perrin; Jules Lemaitre, *Opinions à répandre*, 1901, Lecène et Oudin-Franck Puaux, *Vers la justice*, 1906, Fischbaker.

VI. CONSIDÉRATIONS TECHNIQUES, HISTORIQUES, PSYCHOLOGIQUES. Bernard Lazare, *La vérité sur l'affaire Dreyfus*, 1896, Imprimerie Monnem, Bruxelles; *Une erreur judiciaire*, 2^e mémoire avec expertises d'écritures, 1897, Stock; *Comment on condamne un innocent*, 1898, Stock; Maurice Barrès, *Scènes et doctrines du nationalisme*, 1902, Juven; *Leurs figures*, 1917, Emile Paul Jules Soury, *Campagne nationaliste*, 1902, Nouvelle Librairie nationale; Henri Mazel, *Considérations psychologiques autour de l'affaire Dreyfus*, 1898, *Revue de Belgique*; Georges Sorel, *La révolution dreyfusienne*. Mouvement socialiste, VIII, 1909; Marcel Rivière, H. Dutrait-Crozon; Joseph Reinach historien, 1905, Savaète; André Chéradame, *L'affaire Dreyfus à l'étranger* 1899. Imprimerie Lévy. Jhon Grand, Carteret, *L'affaire Dreyfus et l'Image*, 1898, Flammarion.

VII. DIVERS. Bernard Lazare, *L'antisémitisme, son histoire ses causes*, 1894, Chailley; Anatole Leroy-Beaulieu, *Les doctrines de haine*, 1902, Calmann-Lévy; Léon Chaîne, *Les catholiques français et leurs difficultés actuelles*, 1903, Stock; R.P. Le Cassuet, *Les signes avant-coureurs de la séparation*, 1930, Alcan.

1. S., 1900-1-297, D.P. 1900-1-180, B. cr., n° 144, p. 233.

2. S., 1907-1-49, note Roux, D.P., 1908-1-553, B. cr., n° 194, p. 343.

Nous allons tenter par l'étude de ces deux arrêts de donner une idée complète du système de la jurisprudence.

1° *La première revision*

81. — L'arrêt des Chambres Réunies du 3 juin 1899 retient deux faits nouveaux, pouvant établir l'innocence de Dreyfus :

1° La communication aux juges d'un document reconnu inapplicable au condamné et qui a pu produire sur leur esprit une impression décisive¹.

2° La démonstration par la comparaison d'écritures de lettres et d'une pièce à charge, que cette pièce, contrairement aux conclusions d'une expertise antérieure à la condamnation, n'aurait pas été écrite par le condamné.

Il ressortait de ces deux faits nouveaux, qu'on pouvait douter sérieusement de la culpabilité de Dreyfus. La Cour de cassation, toutes Chambres Réunies après un rapport de M. Ballot-Beaupré a cassé avec renvoi.

Ce rapport écrit en un style d'une remarquable clarté dans une langue impeccable est un document précieux, qui nous permettra de définir le système de la jurisprudence. Il nous faut donc entreprendre son étude détaillée en n'hésitant pas à le citer par très larges extraits.

82. — Nous lisons au début « S'il est de principe en « matière criminelle que le doute profite à l'accusé « présumé innocent, l'autorité de la chose jugée entraîne « nécessairement cet effet inverse, que le condamné est « présumé coupable. De là ressort *a priori* que de simples

1. Pièce secrète « ce canaille de D..., ».

« doutes ne sauraient être considérés par le législateur
 « comme suffisants pour faire tomber la condamnation
 « ...Mais est-ce à dire que pour la recevabilité de la
 « demande en revision il faille « une affirmation de l'innocence » et partant une certitude ? Non . . . Une présomption particulièrement grave d'erreur est suffisante ».

Le problème est ainsi nettement posé : il s'agit d'un fait nouveau-moyen. La solution est indiquée. La démonstration va maintenant se développer « Et, c'est pourquoi
 « la loi ne dit pas que les faits nouveaux doivent établir
 « l'innocence. Si elle le disait on ne comprendrait pas
 « l'art. 445, qui, sans distinction entre les quatre cas
 « de l'art. 443 pose le principe d'une cassation avec
 « renvoi Aussi la loi de 1895 parle-t-elle uniquement
 « de faits qui sont de nature à établir l'innocence du
 « condamné, qui sont de « nature à l'établir », mais qui
 « peut être en dernière analyse ne l'établiront pas ».

Et voici une formule définitive « ces expressions,
 « signifient non pas, je le répète, que l'erreur judiciaire
 « doive apparaître comme, dès à présent certaine, non
 « pas que l'innocence doive être immédiatement établie,
 « mais que de simples doutes sur la culpabilité ne suffisent pas, qu'il faut les *doutes les plus sérieux* ».

M. le Président Ballot-Beaupré explique ensuite le fonctionnement de l'art. 445. « En cas de recevabilité,
 « vous avez à vous demander, si des débats oraux
 « devant un juge de répression sont possibles, ou si,
 « un obstacle, comme le décès, la coutumace, la prescription s'y oppose.

« Vous cassez avec renvoi, dans la première hypothèse ;
 « sans renvoi dans la seconde, quoique les condamnés
 « soient tous vivants et présents ; quoiqu'il n'y ait pas

« de prescription de l'action publique acquise, vous
« cassez encore sans renvoi, lorsque « l'annulation ne
« laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou
« délit ».

Ainsi la distinction du fait nouveau-moyen et du fait nouveau-fin n'existait qu'en puissance dans l'esprit de ce haut magistrat. Il en a une perception nette, mais la rédaction de la loi l'obscurcit. Selon lui, lorsque les débats oraux sont impossibles par suite d'un obstacle de fait, la cassation sans renvoi s'impose. Ce que ne dit pas M. Ballot-Beaupré, c'est en vertu de quel degré de gravité du fait nouveau elle s'imposera. Est-ce en vertu du doute sérieux, qui a permis l'admissibilité de la demande ? Ou bien faudra-t-il que rien ne subsiste qui puisse être qualifié crime ou délit, que la certitude de l'innocence soit établie ?

La suite du rapport révèle la même attitude laissant soupçonner le problème, mais ne l'abordant pas « Mais
« lorsque subsiste un fait qui juridiquement, peut à
« la charge du demandeur en revision, soit d'un autre,
« être qualifié crime ou délit et lorsque la question reste
« seulement de savoir, si c'est le demandeur en revision
« lui-même ou si c'est un autre qui est le coupable la
« cassation avec renvoi est la règle ; — et il n'y a d'ex-
« ception que dans le cas où les débats oraux, devant
« un tribunal de répression sont impossibles — contra-
« dictoirement entre le ministère public, et la défense,
« quant une seule condamnation est à reviser ; contra-
« dictoirement entre toutes les parties, quand la revision
« porte sur plusieurs condamnations ».

Terminant cet exposé juridique, par l'application des principes à l'espèce il conclut « Ainsi, cassation, bien

« que l'innocence ne fût pas d'ores et déjà établie, bien
 « qu'il y eut seulement « des faits nouveaux pouvant
 « être de nature à l'établir » et cassation avec renvoi,
 « bien qu'il n'y eût plus de débats oraux possibles
 « contre la personne soupçonnée qui en avait été
 « acquittée ».

83. — Deux idées se dégagent de ce brillant exposé :

1^o Le système dynamique de la jurisprudence est pressenti. Le fait nouveau-doute sérieux est fonction de la cassation avec renvoi, fonction du procès futur. Son rôle de moyen est perçu : il y a espoir d'innocence. Mais cette conception n'est encore qu'en puissance. M. le Président Ballot-Beaupré ne vise qu'une fin immédiate. Il ne dégage donc l'esprit du système qu'à propos et pour cette fin immédiate. Il évite, avec prudence, les deux questions qui en sont la conclusion : Au cas où la cassation avec renvoi est impossible, quel est le fait nouveau qui permet la cassation sans renvoi : doute sérieux ou certitude ? Au cas de cassation avec renvoi quelle doit être l'attitude du tribunal de répression : peut-il doser une nouvelle peine ou bien doit-il être contraint à opter entre la confirmation de la première peine et l'acquittement pur et simple ?

2^o M. le Président Ballot-Beaupré a une conception objective de la cassation sans renvoi ou avec renvoi. Il ne se demande pas si elle a à son tour une valeur dynamique capable d'influer sur la notion de fait nouveau. Il n'a examiné que l'influence unilatérale de cette notion sur la procédure. Il y aurait donc une radioactivité du droit matériel qui est essentiellement statique et pas de radioactivité de la part du droit formel qui est essentiellement dynamique ?

Nous allons voir dans le deuxième arrêt Dreyfus, s'affirmer au contraire le principe d'influence réciproque exprimé déjà dans certains arrêts ¹.

2° La deuxième revision.

84. — Le second arrêt des Chambres Réunies du 12 juillet 1906, constate l'innocence de Dreyfus, établie par les faits nouveaux que voici :

1° Parmi les pièces produites au Conseil de guerre de Rennes figurait une pièce émanant d'un agent étranger et indiquant qu'une personne désignée par l'initiale D., lui avait apporté « beaucoup de choses intéressantes ». Postérieurement à la condamnation, il a été établi que l'initiale du nom du condamné avait été substituée à une autre initiale.

2° Une pièce avait été également produite. Antérieure à l'arrestation, elle prouvait la communication par l'accusé à des agents étrangers de documents secrets concernant la mobilisation. Il a été établi que cette pièce était postérieure à l'arrestation. Il n'en pouvait donc ressortir aucune charge.

3° On prétendait qu'il avait dérobé au ministère de la guerre, où il était attaché, un document secret de mobilisation. Mais ce document a été retrouvé postérieurement au jugement de condamnation.

La certitude de l'innocence étant ainsi établie d'une façon éclatante, une question se posait : la Cour de cassation devait-elle casser avec renvoi, puisque la matérialité du crime subsistait ? ² L'arrêt des Chambres Réunies

1. Voyez notamment, 25 juin 1896, Naudin, S., 1900-1-296. 15 décembre 1897, Belleguy, S., 1902-1-473.

2. Sur l'influence de la grâce sur la cassation avec ou sans renvoi, voyez note Roux précitée.

a cassé avec renvoi, sans d'ailleurs motiver cette interprétation de l'art. 445. Mais le réquisitoire de M. le Procureur général Beaudoin est plein d'excellentes raisons. On peut soutenir que la Cour de cassation, qui en a adopté les conclusions, en a aussi approuvé l'argumentation ¹.

85. — Celle-ci se résume en quelques mots : L'art. 445 n'exige pas qu'il ne subsiste rien de l'infraction *objectivement*. Bien au contraire, c'est par rapport à l'intéressé que l'infraction doit disparaître *subjectivement*. La manifestation de son innocence qui anéantit l'infraction d'une manière *relative* par rapport à lui, doit être traitée de la même façon, que la disparition du corps du délit qui l'anéantit d'une manière *absolue* à l'égard de tous.

D'ailleurs, un argument de texte confirme cette manière de voir « Si l'annulation, dit le dernier alinéa de l'art. 445, « du jugement ou de l'arrêt, à l'égard d'un condamné « vivant ne laisse rien subsister ». A l'égard d'un condamné vivant, ces mots expriment bien que la criminalité disparaît subjectivement.

Au surplus, un renvoi est inconcevable quand l'innocence du condamné est établie. En effet, si la cour de renvoi juge dans le même sens que la Cour de cassation ce sont des frais et des lenteurs inutiles qui ont été faits, mais, si elle juge dans un sens opposé, il y a alors un véritable conflit. Le respect de la chose jugée n'en sortira pas grandi ². Faut-il courir un pareil risque pour découvrir le véritable délinquant ? Comment concevoir que la Cour de renvoi, avec un pouvoir limité, réussirait

1. *Gaz. des Tribunaux* des 4 et 6 juillet 1906.

2. Comp. E. Naquet, « Compétence exclusive de la Cour de cassation en matière de revision pour fait nouveau », *Revue de droit public*, 1900, p. 50. Faye, *La Cour de cassation*, 1903, p. 43 à 47.

là où la Cour de cassation a échoué avec un pouvoir illimité ? Et, même si cela était possible, un magistrat pourrait-il humainement se prêter à cette comédie judiciaire ? Il ne peut ajouter à l'erreur judiciaire primitive l'erreur consciente d'une procédure déguisée.

86. — En un mot, il suffit que la criminalité disparaisse *in personam* et non pas *in rem* pour que la cassation sans renvoi soit possible. Le deuxième arrêt Dreyfus fait apparaître définitivement le système d'influence réciproque expliquant toute notre jurisprudence positive¹.

87. — Essayons maintenant dans une large formule de synthèse de dire quelle est la conception réelle du fait nouveau qui ressort de cette étude positive :

Le fait nouveau doit entraîner un degré de certitude, fonction des formes de la procédure : certitude absolue lorsqu'il n'y a pas lieu à renvoi, doute sérieux lorsqu'il y a lieu à renvoi, étant bien précisé que le degré de certitude conditionne également les formes de la procédure interne.

Ce système d'influence réciproque conduit aux résultats suivants :

1^o Un doute, une probabilité font-ils croire à l'innocence, la cassation avec renvoi s'impose. Nous sommes en présence du fait nouveau-moyen. Il faut faire exception lorsque le débat oral n'est plus possible.

2^o La certitude de l'innocence éclate. Nous sommes en présence du fait nouveau-fin. Il n'y aura jamais de renvoi, même si un débat oral est encore possible.

1. Comp. Roux note précitée et F. Crouzillac, *De la cassation sans renvoi après revision des procès criminels et correctionnels*, Thèse, Paris, 1910, Chapitre II, p. 93 à 141 et notamment la conclusion, p. 142 à 149.

2° Jurisprudence exceptionnelle

88. — Nous venons d'étudier la jurisprudence positive normale dont le caractère essentiel réside dans l'influence réciproque du droit matériel et du droit formel. Nous rencontrons, cependant, une longue liste d'arrêts¹ qui casse sans renvoi, tout en se contentant d'un doute sérieux. Remarquons aussitôt qu'elle ne l'avoue pas ouvertement, sauf dans l'affaire Danval.

Cette jurisprudence ne peut s'expliquer que par son caractère exceptionnel. Tous ces arrêts, sauf d'ailleurs l'arrêt Danval ont été rendus à propos de condamnations militaires rendues durant la grande guerre. Il fallait compenser la rigueur excessive de ces condamnations, par une bienveillance particulière en matière de revision. Ce fût le rôle clinique de la jurisprudence.

Deux exemples justifieront cette remarque :

89. — Le soldat Trémoulet avait été condamné sur la production de divers rapports médicaux pour désertion en présence de l'ennemi, par suite de mutilation volontaire. Mais, postérieurement à sa condamnation des officiers supérieurs ont déclaré *avoir entendu affirmer par un adjudant tué depuis* « que Trémoulet, qui combattait à côté de lui le 26 septembre 1914, avait été

1. 18 mars 1915, Assio, D.P., 1916-1-123. 28 janvier 1916, Bombiguët, D.P., 1916-1-123, B. cr., n° 24, p. 45. 11 mai 1916, Trémoulet, D.P., 1916-1-123, B. cr., n° 107, p. 183. 19 mai 1916, Montrocher, B. cr., n° 119, p. 205. 8 décembre 1916, Giovannangele, B. cr., n° 277, p. 471. 29 décembre 1916, Harriez, B. cr., n° 299, p. 507. 7 février 1918, Arrivet, B. cr., n° 33, p. 48. 23 février 1920, Boulanger, B. cr., n° 109, p. 170. 28 février 1920, Hurlin, B. cr., n° 107, p. 167. 20 mars 1920, Frédéric, B. cr., n° 153, p. 245. 7 mai 1920, Echenique, B. cr., n° 208, p. 337. 29 novembre 1920, Menechet, B. cr., n° 456, p. 723. 29 janvier 1921, Floch et aut., B. cr., n° 53, p. 84. Comp. 25 mars 1914, Lucas, D.P., 1916-1-123 : condamnation de guerre mais non de grande guerre. Voyez toutefois un cas de cassation avec renvoi, 12 novembre 1914, Pean, D.P., 1916-1-123.

« blessé par une balle allemande et ne s'était pas mutilé ». Deux sergents l'ont également affirmé.

La condamnation avait été hâtive et imprudente. La Cour de cassation fera semblant de croire à l'innocence, alors qu'un doute sérieux existe seulement « Attendu, dit l'arrêt, qu'il résulte de ces déclarations « que si Trémoulet a été blessé par un coup de feu tiré « à bout portant, il l'a été au cours d'une lutte corps à « corps, alors qu'il combattait à côté de ses chefs ». La bienveillance dans l'examen du fait nouveau est déterminée par le caractère sommaire de la décision militaire.

90. — Dans l'arrêt Hurlin, la bienveillance de la Cour suprême frôle le roman-feuilleton. Voici les faits : Des officiers français se trouvant dans la région d'Olly, Seine, avaient aperçu le 19 août 1914, vers neuf heures du soir, des signaux de correspondance, à la fenêtre d'une ferme. Ils s'étaient rendus sur les lieux. Au moment de leur arrivée, ils avaient entendu des coups de sifflet et la lumière s'était éteinte. Ils y avaient trouvé la femme Hurlin, et la femme M... Elles furent condamnées à huit ans de travaux forcés chacune pour avoir entretenu des intelligences avec l'ennemi, dans le but de favoriser ses entreprises.

« Attendu, constate l'arrêt de revision de la Cour de cassation, que l'instruction n'avait recueilli aucun « témoignage de nature à justifier ces affirmations et « à établir que les lumières aperçues dans la ferme « étaient des signaux faits à l'ennemi et que leur apparition ne pouvait s'expliquer d'une façon naturelle, « que néanmoins et sans qu'aucun témoin eût été produit à l'audience la femme Hurlin et sa co-prévenue

« ont été condamnées malgré leurs énergiques protesta-
« tions d'innocence ». Il fait état ensuite des déclarations
nouvelles de la femme M. Elle a déclaré que pendant
la soirée du 19 août et en l'absence de la femme Hurlin,
qui s'était rendue chez un voisin, elle avait reçu dans la
ferme un militaire d'un régiment de ligne et avait eu
avec lui des relations intimes. Un camarade resté à
l'extérieur avait soudain par un coup de sifflet, rappelé
son amant d'occasion. Pour l'accompagner, elle avait,
en s'éclairant d'une lampe, traversé successivement les
pièces de la ferme. Au même moment, la femme Hurlin,
était rentrée. Elles s'étaient couchées et venaient
d'éteindre leur lumière lorsque les officiers avaient
frappé à la porte.

Cette déclaration tardive fait douter sérieusement de
la culpabilité des deux femmes. Mais, par elle-même,
elle n'établit pas certainement l'innocence. Tel n'a pas
été le sentiment de notre Cour suprême : « Attendu, dit
« l'arrêt, que ces circonstances n'ont pas été connues
« des premiers juges, qu'elles permettaient d'expliquer
« les lumières aperçues à diverses fenêtres de l'habita-
« tion, le coup de sifflet et l'embarras des réponses faites
« par les prévenues, et qu'elles étaient de nature à faire
« disparaître *les seules et bien fragiles charges relevées*
« *dans la poursuite* ».

C'est bien là l'explication de cette mansuétude de
notre Cour suprême. Les charges étaient *bien fragiles*,
la condamnation expéditive. Elle est tout naturellement
amenée à considérer favorablement la déclaration nou-
velle. Elle conclut « Attendu, que la déclaration précitée
« dont rien ne permet de suspecter la sincérité et qui
« comporte l'aveu des faits dont on comprend que la

« femme M., ait hésité à apporter la révélation constitue
« un fait nouveau, qui est de nature à établir l'innocence
« du condamné ».

91. — L'exception au système traditionnel, se justifie par le caractère clinique de cette jurisprudence. L'arrêt Danval est assez justifié par les circonstances pénibles et délicates de cette triste affaire. Cette jurisprudence forme donc un véritable îlot au milieu de la jurisprudence normale. Retenons cette idée : La Cour de cassation, dans une fin clinique, n'hésite pas à rompre avec le système d'influence réciproque. Elle conçoit, alors, le fait nouveau avec une extrême hardiesse.

IV. *Etude négative*

92. — Nous arrivons maintenant à la contre-partie de l'étude positive de la condition de gravité. Le plan de l'étude négative, qu'il nous faut entreprendre, diffère sensiblement de notre plan habituel.

Dans une première partie, nous étudierons le fait nouveau donnant lieu à un jugement de valeur d'ordre psychologique, ce qui nous permettra d'apprécier le critérium suivi par la jurisprudence.

Dans une deuxième partie, nous étudierons le fait nouveau donnant lieu à un jugement de valeur d'ordre juridique, et nous préciserons le criterium suivi en cette matière.

1^o *Fait nouveau donnant lieu à jugement de valeur d'ordre psychologique.*

93. — Certains arrêts rejettent la demande en revision soit parce que le fait nouveau repose sur des déclara-

tions suspectes, soit parce qu'il n'est pas suffisamment établi.

1^o *Déclarations suspectes*. Voici, par exemple, comment s'exprime l'arrêt Cellerin ¹ : « Quant aux propos rapportés
« par d'autres témoins et par lesquels, Julia Bertagna,
« après la condamnation de Cellerin avait voulu faire
« croire qu'elle n'avait eu avec ce dernier aucune
« relation coupable, que ces propos s'ils ont été tenus
« sont en contradiction avec les confidences faites par
« cette enfant à de jeunes amies avec les aveux spon-
« tanés, faits par elle aux deux sœurs de l'école, avec
« ses déclarations faites à deux reprises dans l'instruction
« puis, à l'audience, et qu'ils n'ont pu être inspirés que
« par les conseils d'une personne qui en a témoigné et
« par le désir de Julie Bertagna de désarmer l'irritation
« de ses parents et de mettre fin aux souffrances aux-
« quelles elle était exposée ».

De même sont suspectes : Les déclarations de co-condamnés désireux de soustraire l'un d'eux à la peine commune ²; la déclaration par laquelle le père du condamné après avoir protesté de son innocence, et bénéficié d'un acquittement revendique, ensuite, pour lui seul la culpabilité ³; l'aveu de la culpabilité d'un tiers, après l'expiration des délais de prescription de l'action publique ⁴; la rétractation d'un témoin à charge lorsqu'elle n'est pas maintenue ⁵; la contradiction de la déclaration

1. 17 janvier 1900, S., 1902-1-475, *B. cr.*, n° 23, p. 31.

2. 15 janvier 1902, Condom et Gravier, *B. cr.*, n° 23, p. 36. 19 novembre 1902, Olivier et aut., *B. cr.*, n° 355, p. 623. 8 décembre 1905, Barbe, *B. cr.*, n° 542, p. 865. 15 janvier 1907, Heubert, *B. cr.*, n° 42, p. 69. 12 février 1926, Moirand, *B. cr.*, n° 62, p. 110.

3. 29 décembre 1905, Peretti, *B. cr.*, n° 580, p. 928.

4. 6 mai 1904, Dutron, *B. cr.*, n° 217, p. 363.

5. 20 janvier 1909, Poitevin, *B. cr.*, n° 27 p. 60. 29 mai 1925, Guignon, *B. cr.*, n° 174, p. 335. 29 janvier 1929, Evraud, *B. cr.*, n° 30, p. 63. Voyez également, 10 décembre 1910, Gras, *B. cr.*, n° 626, p. 1149.

nouvelle, que les éléments de l'instruction primitive et les constatations de l'enquête faite par la Cour de cassation ¹.

2° *Fait nouveau insuffisamment établi.* — Il n'y a pas lieu à revision lorsque l'enquête à laquelle il a été procédé sur l'ordre de la Cour de cassation, bien qu'ayant confirmé certaines des allégations du condamné, n'a cependant pas fait la preuve de l'erreur judiciaire dont celui-ci se prétend victime ². De même, il n'y a pas lieu à revision lorsqu'après une instruction supplémentaire ordonnée par la Cour de cassation, les faits de subordination de témoins relevés à l'appui de la demande ne sont pas établis ³.

94. — Ainsi, suivant les espèces, le fait nouveau donne lieu à un jugement d'ordre psychologique qui le caractérise : certitude-doute sérieux ou lui dénie toute force probante. Il nous faut, après avoir examiné ces différents exemples, nous demander, quel est le criterium suivi par le juge, si son intime conviction est guidée par quelque mobile susceptible d'être isolé.

Cela est impossible, Dans l'ordre psychologique il n'est pas de criterium objectif. Tout y est affaire de compréhension, de nuance, de mesure. Ce sont souvent des considérations sentimentales déterminées par le

1. 1^{er} avril 1903, Mathon, *B. cr.*, n° 141, p. 229. 11 janvier 1908, Gonzalès, *B. cr.*, n° 6, p. 8. 26 mars 1908, Garnier, *B. cr.*, n° 128, p. 229. 9 décembre 1909, Bouquet, *B. cr.*, n° 583, p. 1121. 4 mai 1911, Palma, *B. cr.*, n° 234, p. 448. Voyez également, S., 13 mars 1914, Rousseau, *B. cr.*, n° 150, p. 273.

2. 28 février 1901, Levin, S., 1902-1-477, *B. cr.*, n° 68, p. 114.

3. 1^{er} août 1901, Lefèvre, *B. cr.*, n° 220, p. 403.

climat de moralité de la demande en revision¹, ou le climat de sincérité des dépositions².

Il nous faut en définitive conclure avec M. le Président Ballot-Beaupré³ « Le législateur laisse à notre sagesse « le soin de trancher en chaque espèce la difficulté ». Tout dépend de l'appréciation souveraine de notre Cour suprême. Et nous avons vu qu'elle avait toujours usé de son pouvoir à bon escient, recherchant et faisant triompher la justice du cas singulier.

2° Fait nouveau donnant lieu à jugement de valeur d'ordre juridique.

95. — En matière juridique, il est au contraire facile de déterminer si l'un des éléments de l'infraction disparaît ou bien s'il ne disparaît pas.

Ainsi, aux termes de l'art. 85 d'un décret du 2 août 1877, le fait qu'un cheval a été réformé n'exempte pas le propriétaire de l'obligation de représenter à la Commission de classement à défaut de ce cheval lui-même un certificat de réforme avec l'obligation que l'animal n'a

1. On lit par exemple dans le Réquisitoire de M. le Procureur général Baudoin, lors de l'arrêt Coudert précité (*B. cr.*, n° 512, p. 812) : La demande en révision de la femme Ambert, née Sophie Coudert, se présente « donc dans des conditions qui donnent pleine satisfaction à la conscience. La peine d'emprisonnement prononcée par le tribunal de Brive « a d'ailleurs été subie et les frais du procès ont été payés. La femme Ambert « n'a soulevé son action en revision que dans un intérêt supérieur de « réhabilitation morale et le sieur Marmande paraît avoir obéi à des sentiments de regret et de justice ».

2. Voyez l'arrêt Allain précité (*S.*, 1902-1-476). « Alors surtout que « cette déclaration est confirmée par de nombreux habitants du pays, « affirmant que depuis longtemps la personne en question leur avait fait « l'aveu de ce faux témoignage, en se désolant de ce que la confession d'un « pareil délit, qu'elle n'avait point réparé, la faisait écarter de la communion par le curé ». Voyez également l'arrêt Rabiet précité (*B. cr.*, n° 272, p. 509) : qu'enfin au moment de sa mort, à l'infirmerie du dépôt de Saint-Martin de Ré, il s'accusa devant le vicaire de la paroisse, le gardien-chef et le juge de paix avec une émotion réelle et l'apparence de la plus « entière sincérité d'avoir par esprit de vengeance fait tort à un innocent ».

3. Rapport *op. cit.*

point été changé. En conséquence, lorsqu'un individu a été condamné à l'amende pour ne pas avoir présenté son cheval à la Commission de classement, la revision de cette décision ne saurait être réclamée, sous prétexte que le cheval ayant été réformé antérieurement, le certificat de réforme égaré au moment de la condamnation et retrouvé depuis eut été susceptible de faire acquitter le prévenu¹.

L'arrêt de non-lieu d'une Chambre des mises en accusation fondé sur l'appréciation de certains témoignages, à l'égard de certains prévenus, ne saurait être considéré comme un fait nouveau par la Cour de cassation, lorsqu'elle est appelée à se prononcer sur les mêmes témoignages au point de vue d'une demande de revision introduite dans l'intérêt d'autres prévenus définitivement condamnés². De même, lorsque plusieurs prévenus ont été condamnés par le même jugement et que certains d'entre eux ont seuls interjeté appel de cette décision, l'arrêt de relaxe intervenu en faveur de ceux-ci ne saurait constituer par lui seul un fait nouveau de nature à donner ouverture à revision à l'égard des autres³. Ne peut entraîner la revision d'un arrêt, prononçant une condamnation pour vol, le fait nouveau qui ne porte que sur une des circonstances accessoires du vol et n'implique pas que le fait nouveau n'ait pu être commis⁴. Doit également être rejetée la demande en revision formée contre un jugement prononçant une peine d'amende pour non-représentation de carte d'identité professionnelle prescrite par l'art. 1^{er} de la loi du 2 août 1927, lorsqu'il

1. 19 nov. 1898. Delahaye, S., 1900-1-295. *B. cr.*, n° 351, p. 602.

2. 15 mars 1913, Alidor, *B. cr.*, n° 144, p. 289.

3. 29 mars 1917, Grandjean, *B. cr.*, n° 87, p. 144.

4. 3 février 1928, Hourri et Canioni, *B. cr.*, n° 48, p. 97.

résulte des pièces produites que le demandeur avait reconnu qu'il aurait dû être porteur de ladite carte¹.

96. — Toutes ces décisions présentent un trait commun : le fait nouveau n'emporte pas la disparition de l'incrimination. Bien au contraire, il est aisé de constater avec une certitude mathématique, que les éléments constitutifs de l'infraction demeurent. En cette matière juridique, le fait nouveau gravite autour d'un point central stable, permanent : les éléments constitutifs de l'infraction. Le juge de revision compare un élément mouvant complexe, le fait nouveau, à un élément objectif, l'incrimination juridique. Il n'a qu'à enregistrer la victoire de l'un ou de l'autre².

SECTION III

CONCLUSION

97. — Une série de récents arrêts en précisant nettement le système de la jurisprudence lui a donné une orientation nouvelle. D'autre part, elle n'a cessé de se forger ses propres limites. C'est ce que nous allons voir.

1. 6 février 1931, Bagay, *B. cr.*, n° 42, p. 77. Comparez 26 avril 1912. Maille, *B. cr.*, n° 228, p. 404. Lorsque la revision est justifiée en ce qui touche une infraction à tort retenue par les décisions annulées, il y a lieu cependant de maintenir la déclaration de culpabilité relative aux autres délits retenus à la charge de l'inculpé, par ces décisions, ainsi que les peines prononcées, si elles se trouvent justifiées par ces autres délits, abstraction faite de l'infraction qui a motivé la décision.

2. Si nous ne craignons d'introduire dans ce travail juridique une image quelque peu fantaisiste, nous aurions comparé l'incrimination juridique à un rocher et le fait nouveau à la mer. Le rocher peut être tellement élevé, que jamais il ne disparaît même lors des marées les plus hautes : c'est notre hypothèse dans laquelle le fait nouveau n'atteint pas l'incrimination. Le rocher peut aussi être de telle dimension, qu'à la marée montante, il est possible de présumer qu'il sera bientôt recouvert par le flot : c'est le fait nouveau moyen. Lorsque la mer est étale le rocher a-t-il disparu : c'est le fait nouveau fin.

Dans ces trois hypothèses, un point de repère tangible existe. Il n'en est pas de même dans le domaine psychologique.

§ I. *Evolution récente*

98. — L'arrêt Kourdy¹ intervenu le 1^{er} mai 1905 a précisé la tendance jurisprudentielle au cas de cassation avec renvoi. Nous avons déjà noté dans les arrêts Vallé, Rossi, Jamet et Massoc, une correction apportée au texte de l'art. 443-4^o. L'arrêt Kourdy confirme cette substitution de mots : il ne s'agit plus d'un fait de nature à établir l'innocence, mais d'un fait qui *peut l'établir*. En s'appuyant sur l'arrêt Kourdy, on peut fermement affirmer que la jurisprudence a une claire perception du *fait nouveau-moyen* se distinguant du *fait nouveau-fin*.

99. — Logiquement, la jurisprudence ne pouvait pas faire dire deux choses à un texte unique. Aussi, va-t-elle appliquer l'art. 443-4^o au *seul fait nouveau-moyen*. Elle a, en effet, pour le *fait nouveau-fin*, découvert dans l'article 445 les mots « condamnation injustement prononcée ». Elle va affirmer la certitude de l'innocence au cas de cassation sans renvoi complétant en cela la conception analysée dans le rapport de M. le Président Ballot-Beaupré. Cette lacune est maintenant comblée et l'arrêt Dussert du 3 janvier 1930² s'exprime ainsi : Si lorsqu'il peut-être procédé à de nouveaux débats contradictoires, il suffit pour justifier la revision que le fait nouveau fasse naître des doutes sérieux sur la culpabilité et détruise la présomption de certitude résultant de la chose jugée, lorsque au contraire il ne peut être procédé à de nouveaux débats, notamment en cas de prescription de l'action

1. S., 1926-1-89, note Roux.

2. B. cr., n° 1, p. 1. — Voyez également, 28 janvier 1930, B. cr., n° 195, p. 384, Courtier. 21 janvier 1933, Thevenet, B. cr., n° 16, p. 29. Ce glissement de jurisprudence, comparable à la célèbre découverte de l'al. 1 de l'art. 1384 du Code civil a peut-être son origine dans un arrêt Grangé du 20 mai 1908 (B. cr., n° 204, p. 370).

la Cour de cassation, qui doit alors en vertu de l'art. 445 § 4, du Code d'Instruction Criminelle le statuer au fond, *ne doit annuler la condamnation que si elle a été injustement prononcée.*

Un arrêt du 9 février 1934 confirme cette jurisprudence¹.

100. — La Cour de cassation est partie du texte de l'art. 443-4°. Elle lui a immédiatement attribué deux sens distinguant ainsi le fait nouveau-moyen du fait nouveau-fin. Mais cette distinction n'étant écrite nulle part, elle a reconnu que son interprétation extensive, ne ne lui assignait aucune limite. Elle a utilisé cette faculté dans des buts cliniques. Mais soucieuse de respecter l'esprit de l'institution, elle a découvert l'argument technique approprié dans l'art. 445. Nous allons voir dans le paragraphe suivant se manifester, durant toute son évolution, le même souci de maintenir intacte la définition de la revision.

§ II. *Auto-limitation jurisprudentielle*

101. — La jurisprudence n'a jamais oublié le caractère exceptionnel de notre institution faisant échec au principe de l'autorité de la chose jugée. On retrouve dans les arrêts la formule suivante : « Attendu, que l'autorité
« de la chose définitivement et régulièrement jugée est
« un des principes fondamentaux de toute législation,
« que la revision qui déroge à ce principe est par cela
« même une voie de recours tout à fait exceptionnelle,
« qu'elle n'a été admise que dans un intérêt supérieur

1. 9 février 1934, Pascal, *B. cr.*, n° 31, p. 71.

« d'équité et d'humanité, pour corriger l'erreur de fait
 « qui pourrait se produire malgré l'observation des
 « formes et des garanties légales et la juste interpréta-
 « tion des textes, qu'elle permet d'accorder à celui qui
 « a été la victime innocente de cette erreur, une répa-
 « ration morale et même matérielle, qui est accompagnée
 « de mesures de publicité destinées à réhabiliter solennel-
 « lement aux yeux de tous la personne injustement
 « condamnée »¹. Et de cette affirmation solennelle du
 caractère exceptionnel de la revision, la Cour de cas-
 sation déduit qu'elle doit être limitée par l'intérêt du
 condamné et la bonne administration de la justice.

102. — D'autre part des limites précises ont restreint le champ de revision² :

1° Elle n'a pas pour objet de rectifier les erreurs, soit de compétence, soit de qualification qui peuvent avoir été commises par les tribunaux³.

2° Elle ne saurait servir à sauvegarder les intérêts civils des condamnés. Ainsi ne peut être révisée une condamnation prononcée pour des faits depuis amnistiés⁴.

4° Elle n'est pas admise en matière disciplinaire⁵.

1. 22 janvier 1898, Delamotte, S., 1899-1-474 précité. 31 juillet 1909, Caüet, B. cr., n° 416, p. 804. 31 juillet 1913, Gemmauer, B. cr., n° 381, p. 735.

2. Elle a par contre étendu la revision aux simples déclarations de non-culpabilité (7 février 1919, D.P., 1922-1-105, note de M. Degois) et elle s'est donné le pouvoir de modifier la cause de la revision (arrêt Kourdy précité et la note de M. Roux critiquant la jurisprudence). Comparez Ithuria précité S., 1903-1-372 : Aucune fin de non-recevoir contre une « demande en revision pour fait nouveau ne saurait être tirée de ce que la « condamnation a été basée sur un procès-verbal faisant foi jusqu'à « inscription de faux. En effet, l'art. 443 du C. I. cr. relatif à la revision « dispose dans les termes les plus généraux et ne fait aucune distinction, « ni quant à la nature du crime ou du délit, ni quant à la nature des « preuves qui ont servi de base à l'arrêt ou au jugement de condamnation »

3. 5 mai 1906, Giamantano, S., 1910-1-60.

4. 27 juillet 1917, Pujo, B. cr., n° 175, p. 303.

5. 10 mai 1927, M. G..., D.P., 1927-2-121, note J. Appleton.

103. — Ces nombreuses affirmations du caractère exceptionnel de la revision éclairent le système de la jurisprudence. Elle ne fait pas échec au principe de l'autorité de la chose jugée, elle l'affirme au contraire bien hautement. Dans cette lutte constante, entre l'intérêt général et l'intérêt particulier, elle ne se contente pas de faire œuvre pragmatique. Guidée par de grands principes, elle édifie une construction parfaite du fait nouveau qui est malheureusement faussée par la possibilité légale qu'a la juridiction de renvoi de prononcer une peine nouvelle.

Son œuvre peut être résumée dans les trois propositions suivantes :

1^o Un fait matériel ou scientifique doit contredire la condamnation. Il importe peu qu'il lui soit lié juridiquement.

2^o La condition de temps, jouant un rôle d'obstacle et de complément participe de l'essence du fait nouveau.

3^o Le degré de gravité de ce fait s'apprécie et est fonction de la procédure intense, qui lui est elle-même liée. Il y a là un système d'influence réciproque.

Le juge de revision doit être certain de l'innocence au cas de cassation sans renvoi (condamnation injustement prononcée de l'art. 445) ; avoir un doute sérieux sur la culpabilité au cas de cassation avec renvoi. C'est dans ce dernier cas l'espoir d'innocence, de l'art. 443-4^o, la cassation *sous condition* de la révélation certaine de l'erreur judiciaire (faussé par la possibilité légale du prononcé d'une peine nouvelle).

En définitive, l'esprit du système de la jurisprudence, ressemble beaucoup et s'harmonise avec la définition téléologique du fait nouveau (distinction du fait nouveau-

moyen et du fait nouveau-fin) que nous avons donnée en terminant l'étude de la Doctrine.

104. — Au début de cette longue étude de la jurisprudence du fait nouveau, nous avons indiqué que notre investigation *spéciale* contribuerait peut-être au problème *général* de la jurisprudence, source formelle de droit. Il est toujours dangereux de conclure trop rapidement du particulier au général. Nous ne le ferons pas. Nous en laissons le soin aux savants auteurs qui ne craignent pas d'aborder ces périlleux problèmes. Nous espérons, toutefois, ne pas faire œuvre inutile en leur léguant le fruit de nos observations. Pour satisfaire la justice du cas singulier, le juge a manié les textes en matière de fait nouveau, avec un magnifique talent de prestidigitateur. Mais il n'a pas fait exclusivement œuvre de prêteur. Il est resté dans la ligne de grands principes. Il a fait œuvre d'équité dirigée.

Titre III

Le Problème au point de vue du Droit Comparé

INTRODUCTION

105. — « Personne ne met plus en doute aujourd'hui
« les avantages que l'on peut tirer de l'étude de la légis-
« lation comparée, a dit M. S. Mayer¹ elle constitue un
« lien qui unit les peuples divers dans leurs efforts en
« vue de perfectionner l'état de leurs législations res-
« pectives. Mais cette étude même ne conduit à d'heureux
« résultats que si l'on tient compte de cette considéra-
« tion principale : que la réforme réalisée par la législa-
« tion d'un pays, sous de certaines conditions et dans
« certaines limites, peut bien même être adoptée en
« principe et même chaleureusement défendue ailleurs
« mais qu'en aucun cas son transfert dans la législa-
« tion d'un autre pays ne doit avoir lieu avec trop de
« précipitation, il importe toujours de la subordonner
« aux conditions de fait différentes, aux rapports
« sociaux et juridiques, aux circonstances multiples
« auxquelles il faudra se plier pour assurer le succès

1. S. Mayer, p. 22 et 23. *op. cit.*

« de sa réalisation ». Il faut donc se montrer en matière de greffe législative d'une prudence extrême. Et c'est pourquoi nous n'avons voulu faire porter notre étude de droit comparé que sur les législations de deux pays, ayant avec la nôtre de multiples traits communs : la législation belge et la législation italienne. Expliquons les raisons de ce choix.

106. — Les législations modernes obéissent à deux tendances distinctes en matière de revision¹. L'une continue et perpétue la tradition latine. L'autre moderne est d'origine germanique. La première est reflétée et illustrée par notre législation française : la revision n'est admise qu'en faveur du condamné. La deuxième admet la revision contre l'acquitté et en faveur de l'Etat. Elle a été admise par le Code de procédure pénale autrichien de 1874. Ainsi aux termes de son art. 356-2° le ministère public ou l'accusateur privé peut demander la revision contre l'acquitté « si l'accusé a fait plus tard
« un aveu judiciaire ou extra-judiciaire du fait qui lui
« est reproché ou qu'il se manifeste de nouveaux faits
« ou de nouveaux moyens de preuves qui seuls ou joints
« aux preuves antérieurement produites sont de nature
« à amener la conviction de l'accusé ».

Le Code de procédure allemand du 1^{er} février 1877 admet également la reprise de procédure contre le condamné. Cette conception germanique à l'heure actuelle est adoptée par le Code de procédure pénale yougoslave du 16 février 1929². Enumérons rapidement ses prin-

1. Sevestre, *op. cit.*, p. 242 et suiv.

2. Voyez J. Peritch, « Du renouvellement de la Procédure pénale (d'après le nouveau Code de procédure pénale Yougoslave du 16 février 1929) » *Revue de Droit pénal et criminologie et Archives Internationales de Médecine légale*, 1931 p. 945 et suiv. « Pendant longtemps, dit-il, après

cipales dispositions. Ce sera un aperçu synthétique de la conception germanique, mais qui n'en sera pas moins rempli d'enseignements précieux.

107. — Le grand principe directeur qui domine toute cette conception, c'est que le procès pénal consiste essentiellement dans la recherche de la vérité matérielle. On lui a sacrifié purement et simplement l'autorité de la chose jugée. Chaque fois « où il apparaît comme certain ou probable que cette vérité n'a pas été dévoilée lors du premier procès : alors, donc, on renouvelle celui-ci et on fait un second procès »¹.

En faveur du condamné, le renouvellement de procédure existe dans trois cas énumérés par le § 362 du code.

1^o Si la personne condamnée prouve que sa condamnation a été prononcée à la suite d'un faux en écriture ou d'un acte écrit, faussement altéré, qui ont été employés comme preuve, ou à la suite d'un faux témoignage de témoins ou de complices, ou à la suite d'une fausse expertise d'experts qui a été faite ou lue à la séance du jugement, ou à la suite d'une subornation du juge d'instruction ou d'un des juges qui ont pris part au jugement, ou à la suite d'un fait délictueux d'un de ces juges pour autant qu'il touche à la procédure.

2^o Si elle produit de nouveaux faits ou de nouvelles preuves qui soit seuls, soit avec les preuves antérieurement instruites sont à même d'amener sa libération ou une

le Pacte d'Union du 1^{er} décembre 1818 qui créa l'État des Serbes-Croates et Slovènes, cet État ne posséda pas une législation pénale unique. Il y avait au contraire autant de législations pénales (tant formelles que matérielles) différentes qu'il y avait de domaines législatifs différents. Ce n'est qu'après la suppression de la constitution yougoslave du 28 juin 1921, par la proclamation royale du 6 janvier 1929, que la Yougoslavie obtint un Code pénal (du 27 janvier 1929) ainsi qu'un Code de procédure pénale (du 16 février 1929) communs.

1. J. Peritch, *op. cit.*

condamnation à raison d'un fait délictueux auquel on doit appliquer une prescription de la loi pénale plus douce.

3^o Il peut y avoir aussi un renouvellement, si à raison d'un seul délit, il a été prononcé deux ou plusieurs jugements et si par une comparaison entre ces jugements on doit nécessairement admettre qu'une même personne a été condamnée deux fois.

Contre « l'accusé acquitté » les cas de renouvellement de procédure sont énumérés par les §§ 364 et 365 :

1^o Il peut être demandé, au cas d'un acquittement d'un accusé par un jugement irrévocable, pour des motifs analogues à ceux énumérés dans les alinéas 1^{er} et 2^e du § 362 relatifs au renouvellement de la procédure en faveur du condamné. En outre, deux motifs de renouvellement spéciaux existent contre l'accusé acquitté.

Lorsque l'acquittement de l'accusé a eu lieu à la suite d'un autre fait délictueux de celui-ci ou d'une autre personne (§ 364-1^{er} *in fine*).

Si l'accusé avoue plus tard d'une façon valable devant la justice ou en dehors d'elle le fait délictueux dont on l'accuse (§ 364-2^e).

2^o Le renouvellement peut être demandé également, dans le but de faire prononcer contre une personne condamnée pour un fait délictueux par un jugement irrévocable, une peine suivant une prescription plus sévère de la loi pénale. Ce renouvellement peut avoir lieu, pourvu qu'outre les conditions prévues par le § 364 al. 1^{er}, les conditions suivantes soient également remplies :

Si, pour les crimes perpétrés a été prescrite la peine de mort ou celle des travaux forcés à perpétuité, tandis que d'après la loi pénale qui a été appliquée dans le procès

antérieur, on n'a pu prononcer que les travaux forcés à temps.

Si, la mesure la plus forte de la loi pénale, qu'il avait à appliquer au crime dépasse dix ans, alors que la punition a été dosée d'après la prescription de la loi pénale qui prévoit un maximum de cinq ans.

Si le fait incriminé est un crime et que l'accusé n'ait été condamné que pour un délit.

108. — Concluons avec M. Peritch « le renouvellement
« de la procédure pénale est une continuation de la lutte
« entre l'accusé et l'Etat, lutte que le juge doit terminer
« dans le second procès, plus conformément à la justice,
« c'est-à-dire à la vérité matérielle que dans le premier
« procès. » Il y a donc, dans la conception germanique,
deux idées : l'une libérale et large qui prévoit la revision
en faveur du condamné : Le fait nouveau est conçu
avec une extrême douceur¹, l'autre étend par contre
d'une façon exorbitante le droit de l'Etat. En d'autres
termes, notre problème du *fait nouveau* ne se pose pas.
L'autorité de la chose jugée n'existe pas. La vérité
matérielle seule importe. Une étude des législations à
tendance germanique serait donc inutile pour nous.
Il nous faut nous cantonner dans les législations faisant
triompher notre conception latine.

109. — Il nous faut encore parmi ces législations
opérer une discrimination. Nous choisissons la Belgique
et l'Italie car dans ces deux pays notre Code d'Instruc-

1. Voyez, par exemple, l'art. 353 al. 2 du Code de procédure pénale autrichien de 1874 : « quand le condamné allègue de nouveaux faits
« ou de nouveaux moyens de preuve qui, seuls ou joints aux preuves
« antérieurement rapportées sont de nature à entraîner son acquitte-
« ment ou sa condamnation à une peine moindre ».

tion criminelle de 1808 a été originellement appliqué. Nous préférons concentrer uniquement notre étude, sur ces deux législations. Nous aurions pu disperser nos efforts sur une multitude de textes. Cette énumération aurait été forcément incomplète et superficielle, car il est nécessaire pour saisir la portée d'un texte spécial de se pénétrer des principes essentiels régissant l'ensemble de la procédure pénale du pays que l'on étudie. En un mot, nous tenterons une étude de droit comparé et non de droit étranger.

CHAPITRE PREMIER

LE PROBLÈME EN DROIT BELGE

110. — Après un court aperçu historique nous étudions le problème tout d'abord sous son aspect matériel et ensuite dans sa réalisation formelle. Dégageant alors le sens réel du fait nouveau en Droit belge, nous concluons en déterminant son incidence au point de vue du droit comparé.

SECTION I

APERÇU HISTORIQUE

111. — Sous l'Ancien Régime, l'unité de procédure criminelle a été inconnue des provinces belges. M. Jules Simon ¹ a étudié la procédure suivie au ^{xvii}e et ^{xviii}e siècle par l'importante juridiction du grand Conseil de Malines. Il a constaté que dans ses grandes lignes elle ressemblait beaucoup à celle qui était suivie, à la même époque, dans la plupart des juridictions de l'Europe et

1. Jules Simon, *La procédure criminelle sous l'Ancien régime* (Grand Conseil de Malines). Bruxelles 1924. — Voyez le compte rendu critique par M. Paul Fournier dans la *Nouvelle Revue Historique de droit français et étranger*, 1924, p. 337.

notamment en France, où elle était connue sous le nom de procédure à l'extraordinaire. Et c'est pourquoi le Code d'Instruction Criminelle napoléonien, qui, dans bien de ses dispositions, reflétait l'ancienne procédure, fut accueilli, sans difficulté en Belgique.

Il existe donc entre nos deux pays, indépendamment de nos nombreux traits communs, une liaison juridique certaine.

112. — En ce qui concerne la revision, les dispositions du Code de 1808 sont restées fort longtemps en vigueur. Toutefois une réaction se fit sentir : un projet de modification du Code de Procédure pénale ayant été présenté en 1879 à la Chambre des Représentants, M. Thonissen a présenté son rapport le 8 mai 1884 sur la seule question de la revision¹. Influencé par la doctrine, qui en France commençait à enseigner que la revision ne s'oppose pas à l'autorité de la chose jugée, il a fait observer que le respect de cette dernière « ne doit pas aller jusqu'au fétichisme, et la présomption de vérité qui s'attache à la chose jugée être poussée jusqu'à l'injustice manifeste ».

La Commission a surenchéri en affirmant que « la justice humaine n'est jamais plus grande, plus noble et plus respectée que lorsque, après avoir tout fait pour éviter l'erreur, elle fait tout aussi pour la réparer ». En conséquence, elle a proposé l'adoption d'un quatrième cas de revision conçu dans les termes généraux suivants. « En matière criminelle et correctionnelle la revision d'une condamnation passée en fait de chose jugée, peut être demandée, lorsque après la

1. Travaux préparatoires du Code de procédure pénale de Belgique. t. II, Rapports faits à la Chambre des Représentants par M. Thonissen, p. 337.

« condamnation il sera produit de nouveaux faits ou
« de nouveaux moyens de preuve qui, par eux-mêmes
« ou combinés avec les preuves antérieures, sont de nature
« à donner lieu à l'acquittement de l'accusé ou à une
« application moins rigoureuse par l'application d'une
« loi pénale moins sévère. »

Ce projet étendait énormément le champ de la revision : de nouveaux faits ou de nouveaux moyens de preuve, c'est là une formule extrêmement large. De plus, ils peuvent seulement provoquer une condamnation moins rigoureuse par l'application d'une loi pénale moins sévère ».

La Commission a proposé également la suppression de tout délai de prescription à l'égard du droit de recourir en revision « un innocent ne devant jamais rester
« sous le coup d'une condamnation méritée lorsqu'elle
« a été prononcée, mais dont l'injustice vient à être
« démontrée »¹.

Enfin la revision d'après la Commission dans le cas de fait nouveau « ne pourra être prononcée que lorsque
« les magistrats qui ont participé à l'arrêt ou au jugement et à leur défaut, ceux qui ont connu de l'affaire,
« auront donné un avis favorable à la revision ». C'était là aux yeux de la Commission une garantie contre l'abus des demandes en revision. Mais cette disposition qui paraît inconciliable avec l'absence de prescription et qui attribue un peu à la légère un brevet de longue vie aux magistrats ne fut pas adoptée par la suite.

113. — Le projet a reparu, en effet, devant la Chambre en 1892, après un long intervalle de huit années. Le

1. Thonissen, *Travaux préparatoires*, op. cit., p. 343-44.

gouvernement l'a détaché alors du projet général du Code de Procédure pénale en l'adoptant aux art. 443 à 447 du Code d'Instruction Criminelle. Elle a été votée finalement à la Chambre des Représentants le 4 juin, et au Sénat, le 12 juin 1894¹.

Avant d'entrer dans l'étude détaillée de la réforme, il est intéressant de noter les progrès accomplis sur le Code de 1808. Voici quelles en sont les principales innovations :

1° La revision est étendue aux matières correctionnelles (art. 443)².

2° La revision peut être demandée quel que soit le temps écoulé depuis la condamnation définitive³.

3° Elle est admise après le décès du condamné (art. 444-2°).

4° Une formule générale l'autorise (art. 443-3°).

5° L'intervention obligatoire du Ministre de la Justice est supprimée (art. 444).

6° L'art. 444 règle la situation faite à la partie civile par une demande en revision. Elle est mise en demeure

1. Notices et notes de M. A. Le Poittevin dans l'*Annuaire de législation étrangère* de 1894, p. 504. Fernand Thiry *Cours de droit criminel*, Liège, 1909, p. 609 et suiv.

2. Fernand Thiry, *op. cit.*, p. 614. « En ce qui concerne les jugements « de police on a pensé qu'ils avaient trop peu d'importance pour être « soumis à la procédure solennelle de la révision. La Commission du Sénat « avait proposé de ne point admettre la revision lorsque la peine correctionnelle consisterait dans une amende inférieure à 500 fr. Cette proposition a été rejetée, comme le faisait observer M. Janson dans son rapport, une peine inférieure à 500 fr peut entacher l'honneur et le citoyen « qui, en pareil cas, aurait été victime d'une erreur judiciaire, aurait un « intérêt évident à poursuivre la revision de la sentence qui l'aurait « condamné ».

3. La Commission du Sénat, se basant sur la difficulté et l'incertitude des preuves après l'expiration d'un long délai avait proposé d'interdire le recours après 30 ans. On devait faire exception pour le cas où la personne prétendument homicide réparaitrait et celui où il serait intervenu des condamnations contradictoires. Cette proposition fut rejetée. La preuve de l'innocence peut, en effet, fort bien surgir après 30 ans. Par exemple, dans le cas classique d'erreur *in extremis*.

d'intervenir, dans un délai donné, aux débats sur la recevabilité et, après un arrêt admettant la recevabilité du recours aux débats sur le fond ; si elle n'intervient pas dans un délai fixé, ces décisions lui deviennent opposables¹.

Si la revision est admise elle perdra dit l'art. 444 « le bénéfice des condamnations obtenues à son profit » et sera condamnée à telles restitutions que de droit, « sans néanmoins qu'elle puisse, sauf le cas de dol personnel, être condamnée à la restitution des frais et intérêts, si ce n'est à partir de l'arrêt qui admettra la revision. Hors le cas de dol personnel, elle ne pourra être condamnée à des dommages-intérêts envers le demandeur en revision ; elle n'aura à supporter ni les frais du procès en revision qui seront à la charge de l'Etat, si la revision est admise ».

7° Une réparation est accordée au condamné dont l'innocence est reconnue par la publicité de l'arrêt qui la déclare et par une indemnité à la charge du Trésor (art. 447-2° et 3°).

Ainsi la loi de 1894, a réalisé en une fois les réformes des lois françaises de 1867 et 1895 : extension aux condamnations correctionnelles ; possibilité de la demande après le décès du condamné ; généralité du fait nouveau-réparation pécuniaire. Elle est même dans une certaine mesure supérieure à la loi française par l'absence de prescription, la suppression de l'intervention administrative et la situation faite à la partie civile.

1. « Il est juste — constate M. Thiry — que l'innocence d'un condamné reconnue par la juridiction répressive ait pour conséquence la destruction des condamnations civiles basées sur la prétendue culpabilité. La partie civile a le droit de défendre ses intérêts contre la demande en revision, mais si celle-ci est admise, elle perdra le bénéfice des condamnations obtenues et sera condamnée à telles restitutions que de droit ». *op. cit.*, p. 615.

SECTION II

LE FAIT NOUVEAU AU SENS MATÉRIEL

114. — Aux termes du nouvel art. 443-3° « Si la
 « preuve de l'innocence du condamné ou de l'application
 « d'une loi pénale moins sévère paraît résulter d'un fait
 « survenu depuis sa condamnation ou d'une circonstance
 « qu'il n'a pas été à même d'établir lors du procès ». Remarquons immédiatement qu'au point de vue de *son étendue*, le texte belge a une portée bien plus grande que le nôtre. Le fait nouveau peut établir que le condamné aurait dû recevoir un châtiment moins rigoureux par l'application d'une loi pénale moins sévère. « Cependant, constate M. Thiry, si la condamnation ne dépasse
 « pas la peine ou le minimum de la peine commuée
 « par la loi moins sévère contre l'infraction qui a été
 « effectivement commise, la demande en revision ne
 « sera pas admise, attendu qu'elle n'offre point d'intérêt
 « pour le demandeur »¹. En réalité, la différence avec notre législation n'est *qu'apparente*. En France, dans l'hypothèse de l'application d'une loi pénale moins sévère il y aurait revision suivie d'une seconde poursuite s'il n'y n'y a pas prescription. Dans l'hypothèse prévue par M. Thiry, la théorie jurisprudentielle de la peine justifiée² permet de donner en droit français, une solution analogue à celle qu'il préconise en droit belge.

Et c'est pourquoi, nous limiterons notre étude à la seule recherche de la nature et des caractères du fait nouveau.

1. Thiry, *op. cit.*, p. 614.

2. Sur la théorie de la peine justifiée voyez *supra*, p. . — Voyez également Gelin, *La peine justifiée*, Thèse, Lyon, 1922 ; Lalanne, *Théorie de la peine justifiée*, Thèse, Paris, 1922.

§ I. *Nature du fait nouveau*

115. — La simple lecture de l'art. 443-3^o et notamment des mots *circonstance qu'il n'a pas été à même d'établir lors du procès* fait penser que la notion de fait scientifique est admise par la loi belge de 1894. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour d'appel de Liège du 14 février 1912¹, bien que concluant au rejet de la demande revêt à nos yeux une valeur positive.

Il s'agissait d'une demande en revision basée sur l'état mental méconnu du condamné. Mais la demande était fondée sur ses antécédents, sur sa vie antérieure, sur ce qu'il avait raconté de son enfance, de sa famille, et sur l'existence qu'il avait menée depuis qu'il avait quitté ses parents. Or, tous ces éléments avaient été connus des premiers juges : « Attendu, dit l'arrêt que ce qui caractérise le fait nouveau, c'est d'avoir été ignoré des juges sur le prévenu, mais que l'on doit écarter une appréciation nouvelle des faits déjà connus des premiers juges.

« Attendu, que si les experts nommés en 1910 ont conclu que, depuis les rapports médicaux de 1899 et 1905, une notable aggravation est survenue dans son état psychique, au point de le faire considérer comme irresponsable, ce n'est point là un fait nouveau, mais une modification dans l'opinion des experts de 1910, dont l'un avait rédigé les rapports précédents, que rien ne prouve que cette opinion soit préférable à la première, ou, qu'il ait été mal jugé en 1909, que dès lors il n'y a pas lieu dans l'espèce, à application de l'art. 443-3^o du Code d'Instruction Criminelle, qu'en décider

1. Florin, *Pasicrisie*, 1912-2-82.

« autrement serait remettre en question le bien jugé de
« toutes les décisions de justice en matière répressive ».

On peut induire de cet arrêt que si l'aliénation mentale n'avait pas consisté en une appréciation nouvelle, la Cour d'appel aurait favorablement accueilli la demande en revision. Il convient donc de conclure, quant à la notion de fait scientifique et à la nature du fait nouveau à l'identité des conceptions belges et françaises.

§ II. *Caractères du fait nouveau*

116. — L'arrêt que nous venons d'étudier, nous a également fait voir que la jurisprudence belge faisait jouer à la condition de temps un rôle strict d'obstacle. L'arrêt Mollet le confirme¹. « Attendu, dit-il, que la pro-
« cédure en revision des condamnations pénales qui
« consacre une dérogation à la règle suivant laquelle
« la chose définitivement jugée doit être tenue pour la
« vérité légale, a été instituée par le législateur dans
« l'intérêt supérieur de la vérité et de la justice et en
« vue d'empêcher une condamnation que des faits
« ultérieurs ou inconnus au moment de la décision défi-
« nitive viendraient à démontrer erronée.

« Attendu, qu'il suit de cette considération confirmée
« au surplus par le texte de la loi du 18 juin 1894
« (art. 443-3^o) que, dans les cas prévus par cette disposi-
« tion, il n'est nullement requis pour qu'il y ait lieu à
« revision que les faits allégués par le condamné à
« l'appui de sa demande aient été ignorés de lui avant
« sa condamnation.

1. Bruxelles, 12 décembre 1917, *Pasicrisie*, 1918-2-86.

« Mais que, pour que la Cour puisse émettre un avis
 « affirmatif sur la demande, il faut que le juge saisi du
 « procès répressif n'ait pas connu le fait ou la circonstance
 « invoqués ultérieurement par le demandeur en revision
 « et que cette ignorance ait pu l'amener à condamner
 « un innocent ».

En Belgique, comme en France, la condition temps participe donc de l'essence du fait nouveau¹.

117. — L'affaire Michiels² a permis à la jurisprudence belge de révéler sa conception de la condition de gravité. Michiels avait été condamné à une peine correctionnelle pour avoir battu et blessé un gendarme. Après sa condamnation un certain Jaussens s'était reconnu l'auteur du délit. Poursuivi sur sa propre dénonciation, il a été renvoyé des fins de la poursuite, sa culpabilité n'étant pas établie.

Michiels s'était alors pourvu en revision. Le ministère public se fondant sur l'arrêt d'acquiescement rendu au profit de Jaussens soutenait « que l'aveu invoqué par
 « Michiels est contredit et destitué de toute force probante par une décision judiciaire définitive contre
 « laquelle il n'existe plus aucune voie de recours et qui
 « n'est même pas susceptible d'être révisée, que dans
 « ces circonstances, il n'appartient, ni au demandeur,
 « ni à aucun autre de discuter à nouveau la sincérité
 « ou la fausseté de l'aveu invoqué et qu'il serait contraire
 « aux principes qui régissent l'autorité de la chose jugée
 « au criminel de rouvrir les débats pour remettre en

1. Comparez Cass., 10 janvier 1898 (*Pasicrisie*, 1898-1-61). Cass., 19 février 1923, *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1923, p. 265. Cass., 21 mars 1924, *Revue de Droit pénal et de criminologie*, 1927, p. 417.

2. Cass., 4 janvier 1904, *Pasicrisie*, 1904-1-99. Cour d'appel de Gand. 27 février 1904, *Pasicrisie*, 1904-2-254. Cass., 28 mars 1904, S., 1904-1-191.

« question un fait sur lequel la juridiction répressive
« s'est définitivement prononcée ».

Mais la Cour d'appel a réfuté cette thèse. Elle a considéré que la procédure en revision admet tous les modes de preuve. Citant Jousse « quand il s'agit de faire triompher l'innocence, on doit tout mettre en usage »¹, elle a considéré qu'on ne peut admettre « par exemple, en « présence d'un aveu solennel fait à son lit de mort, par « un coupable dûment acquitté, la chose jugée ferait « obstacle à ce que l'innocent condamné ferait la preuve « de son innocence que la thèse restrictive du ministère public est donc de nature à porter directement « atteinte au droit de revision ». L'arrêt a ensuite analysé l'autorité de la chose jugée en matière répressive. Il conclut : *en droit* que l'influence du criminel sur le civil est fondée sur le caractère préjudiciel de ce qui est jugé au criminel sur l'action civile *et en fait* que ces principes sont sans application à l'espèce. Il a donc émis l'avis qu'il y avait lieu à revision car « si les faits articulés par « Michiels étaient établis devant la Cour de renvoi, la « sincérité de l'aveu fait par Jaussens, au péril de sa liberté, et par suite l'innocence de Michiels, paraissent « devoir en résulter ».

Cette phrase nous montre la perception très claire qu'a la jurisprudence du fait nouveau-moyen et du fait nouveau-fin. Un doute sérieux suffit pour l'admissibilité de la demande, pour actionner le déclic de la procédure. Au terme de cette procédure, l'innocence doit apparaître certaine. C'est ce qui résulte d'ailleurs de la rédaction même de l'art. 443-3°, qui parle expressément de *preuve de l'innocence*.

1. *Justice criminelle*, t. II, *op. cit.*, p. 781 et 782.

Cette conception est confirmée par l'arrêt Van Hees¹. Il en résulte que, lorsque deux époux, sont malgré leur dénégation absolue, condamnés définitivement pour un homicide volontaire les aveux postérieurs du mari, qui innocentent la femme, constituent un fait nouveau permettant à celle-ci de demander la revision du procès criminel, lorsque cet aveu est corroboré par des témoignages concluants. Cet arrêt comporte cette remarque « Attendu, qu'il a été formellement reconnu lors des « débats à la Chambre des Représentants, au sujet de « la loi de 1894, sur la demande en revision, qu'il est « nécessaire d'admettre la revision chaque fois qu'il « apparaît une circonstance nouvelle, grave, importante, « qui, si elle avait été connue du premier juge, eût pu motiver de sa part une décision différente ».

SECTION III

LA RÉALISATION FORMELLE DU FAIT NOUVEAU

118. — La procédure externe a perdu en Belgique ce caractère politique subsistant encore dans la législation française. Toute demande doit pour être recevable être assortie d'un avis motivé en faveur de celle-ci de trois avocats à la Cour de cassation ou de trois avocats à la

1. Cour d'appel de Gand, 6 juin 1914, *Pasicrisie*, 1914-2-237. — Voyez également, 21 décembre 1896, Peeters, *Pasicrisie*, 1897-1-47 et le rapport de M. le Procureur général de Bruxelles. 26 avril 1897, Feuchter, *Pasicrisie* 1897-1-153. 24 octobre 1898, Deschamps, *Pasicrisie*, 1898-1-314. 30 mai 1904, Kind et Vanden Abbele, *Pasicrisie*, 1904-1-252. 2 avril 1906, Hotton *Pasicrisie*, 1906-1-186. 9 juillet 1906, Maillard et l'exposé de M. le Procureur général, *Pasicrisie*, 1906-1-341. 7 janvier 1907, Baudrihay, *Pasicrisie*, 1907-1-76 et l'exposé de M. le Procureur général, 18 février 1907, Brisaer, *Pasicrisie*, 1907-1-125. 20 mars 1933. Delporte, *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1933, p. 373.

Rejet. Bruxelles, 31 juillet 1925. Van den Vouver, *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1925, p. 1064.

Cour d'appel ayant dix années d'inscription au tableau¹.

Le droit de demander la revision appartient aux termes de l'art. 444 :

1^o au condamné ;

2^o si le condamné est décédé, si son interdiction a été prononcée ou s'il se trouve en état d'absence déclarée : à son conjoint, à ses ascendants, à ses frères et sœurs ;

3^o au Ministre de la Justice.

La Cour de cassation connaît des demandes en revision. Elle est saisie, soit par le réquisitoire du [Procureur général, soit par une requête signée d'un avocat de la Cour, détaillant les faits et spécifiant la cause de la revision.

119. — La procédure interne est dominée par le grand principe inscrit dans l'art. 25 de la Constitution de 1831 : la Cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires². En matière de revision, elle doit uniquement se borner à vérifier si le demandeur allègue une cause légale de revision. S'il n'existe pas de fin de non-recevoir contre la demande, le jugement définitif sera réservé à des juridictions qui peuvent connaître du fond.

Dans notre hypothèse de l'art. 443-3^o³, la Cour de

1. Cette formalité n'est pas imposée au Ministre de la Justice. 26 décembre 1896, Peeters précité, *Pasicrisie*, 1897-1-47.

2. Ad. Braas, *Précis de procédure civile*, 1925, p. 101 et suiv.

3. Au sujet des deux autres cas, M. Thiry s'exprime ainsi, *op. cit.*, p. 616. « Lorsque la demande sera formée pour la cause exprimée au n^o 1 de l'art. 443 (contrariété des décisions judiciaires) la Cour de cassation aura à constater que les condamnations ne peuvent réellement pas se concilier : si elle admet l'affirmative, elle les annulera et renverra les affaires, dans l'état des procédures, nonobstant toute prescription de l'action ou de la peine, devant la juridiction du fond ; en cas de décès, d'interdiction, d'absence, de contumace ou de défaut du condamné, la Cour nommera un curateur à sa défense.

Lorsque la cause invoquée sera celle du n^o 2 de l'art. 443 (condamnation pour faux témoignage) la Cour, s'il en est justifié devant elle, annulera la condamnation et renverra l'affaire devant la juridiction du fond, le témoin condamné ne pourra pas être entendu dans les nouveaux débats.

cassation, doit vérifier si les faits articulés à l'appui de la demande sont suffisamment concluants pour qu'il y ait lieu de procéder à revision. Elle doit ou rejeter immédiatement la demande, en vertu d'une fin de non-recevoir légale ou ordonner qu'il sera instruit par une Cour d'appel. Il sera statué sur les résultats de cette instruction à l'audience publique de la Chambre civile présidée par le premier président. Si la Cour d'appel émet l'avis qu'il n'y a pas lieu à revision, la Cour de cassation rejettera la demande. Si elle émet l'avis qu'il y a lieu à revision, et si l'instruction est conforme à la loi, la Cour de cassation renverra devant la juridiction du fond.

Aux termes de l'art. 447, la Cour de renvoi prononcera l'acquiescement de l'accusé ou du prévenu, ou confirmera la condamnation annulée pour cause de revision, *sauf à réduire le cas échéant la peine infligée par cette condamnation*. Le droit belge méconnaît, comme le droit français, la définition exacte de la revision:

SECTION IV

LE SENS RÉEL DU FAIT NOUVEAU

120. — La conception belge du fait nouveau au sens réel ressemble en définitive beaucoup à celle du droit positif français. Toutefois il est dépouillé de ce caractère politique, qui le fait participer en France à la notion d'acte de puissance publique. La procédure interne respecte strictement, à l'encontre de la législation française, la définition de la Cour de cassation qui doit juger le droit et non le fait. Certains regrettent la nouvelle orientation de notre Cour suprême¹. Il n'en est pas

1. Faye, *La cour de cassation*, 1903, p. 43 à 47.

moins vrai qu'elle existe et tend chez nous à se développer¹. Nous n'apprécions pas cette tendance, nous la constatons. Transplanter purement et simplement la solution belge en droit français serait une réaction par trop brutale. D'ailleurs, les deux législations arrivent au même résultat pratique : la Cour de renvoi acquitte, confirme ou prononce une nouvelle peine. C'est là le plus grand reproche qu'on peut faire à ces deux législations. Le mérite de la jurisprudence belge est d'avoir malgré cela perçu la distinction du fait nouveau-moyen et du fait nouveau-fin, son mérite est d'ailleurs moindre que celui de la jurisprudence française que la loi n'invitait aucunement à dégager cette double notion du fait nouveau.

121. — Au point de vue du droit comparé, c'est-à-dire de la greffe législative, il convient de retenir en premier lieu la suppression de l'intervention du Ministre de la Justice et accessoirement l'absence de prescription et la réglementation de la situation faite à la partie civile.

1. Voyez, G. Marty, *La distinction du fait et du droit*, op. cit.

CHAPITRE II

LE PROBLÈME EN DROIT ITALIEN

INTRODUCTION

122. — En 1865, le Code de la Procédure pénale du Piémont, qui ressemblait fort à notre Code d'Instruction Criminelle de 1808 a été étendu à tout le royaume. Une première tentative de réforme eut lieu en 1905¹. Elle n'a pas été couronnée de succès : aucune suite n'a été donnée au projet du gouvernement. Il a présenté un nouveau projet en 1911. Revisé en hâte par une Commission législative, il a été promulgué le 27 février 1913. M. Ugo Aloisi s'exprime ainsi à son sujet :

« L'historien dira, à son temps, l'éloge de ce code
« qui clôt définitivement une période de notre législa-
« tion que nous n'avions pas su encore affranchir des
« modèles étrangers. Cependant, malgré les inévitables
« défauts, dus à son élaboration hâtive, le code de 1913
« se différencie de celui de 1865 par cette solide structure
« scientifique, grâce à laquelle le droit de procédure

1. Rougier, « Le Nouveau Code italien de procédure penale », *Revue Pénitentiaire*, 1906 p. 862 et s., et 1016 et s, Voyez également Henri Prudhomme « Projet italien sur les moyens de prévenir la récidive et la réparation des erreurs judiciaires » de M. Luigi Lieini, séance du Parlement du 23 mai 1903, *Revue Pénitentiaire*, 1903, p. 935 à 939.

« pénale devait sortir du domaine empirique des vieilles
 « législations pour obéir à un système que les efforts
 « incessants de la doctrine sont appelés à perfectionner.
 « Toutefois, malgré de si grands mérites, il est de simple
 « justice de le reconnaître, ce code n'aurait pu aujour-
 « d'hui être maintenu en vigueur »¹

Une Commission de réforme fut nommée en 1915. La guerre a arrêté son travail. L'instauration du régime fasciste a changé la face des choses. La procédure pénale est, en effet, fonction du régime politique. C'est ce qu'exprime M. Aloisi qui dégage, en même temps, la prédominance de l'esprit collectif dans le fascisme. Le Code de Procédure pénale est sous un certain aspect la loi organique des rapports entre l'Etat et le citoyen, puisque l'axe de ces rapports a été par le fascisme, complètement déplacé pour affirmer la prédominance en tous les cas de la collectivité impersonnelle dans l'Etat, sur ceux des particuliers qui leur sont éventuellement contraires, il est évident que même la loi de procédure pénale, quoiqu'elle ne soit pas encore vieille, mais orientée naturellement vers les décisions politiques opposées dominant le temps de sa formation doit céder la place à une législation posée sur d'autres bases et imprégnée de l'esprit des temps nouveaux².

1. Ugo Aloisi, *Manuale Pratico di Procedura Penale*, Milano, 1932, p. 1, n° 1 : « Lo storico dirà, a suo tempo, l'elogio di quel codice, che « chiuse definitivamente un periodo della nostra legislazione penale, in « cui noi non avevamo saputo ancora affrancarsi dall' influenza di « modelli stranieri. Pure attraverso gli inevitabili difetti, dovuti alla « sua affrettata elaborazione, il codice del 1913 se differenzia dal quello « del 1865 per quella solida struttura scientifica, per la quale il diritto « processuale penale dovera sortire dal dominio dell' empirismo delle « vecchie legislazioni per obbedire ad un sistema, che gli sforzi incessanti « della dottrina erano chiamati a perfezionare. Tuttavia malgrado tali « cospicui pregi, che é elementare giustizia riconoscerli, quel codice non « avrebbe potuto agi essere mantenuto in vigore ».

2. p. 2, n° 1 « Il codice di procedura penale è, sotto un certo aspetto, « legge organica di rapporti tra lo Stato e il cittadino, poichè l'asse di

Par une loi du 24 décembre 1925 le Duce se fit déléguer par le Parlement le pouvoir d'accomplir la réforme pénale : les Chambres ne devaient y collaborer qu'à la fin des travaux préparatoires, par l'intermédiaire d'une commission ¹.

En mai 1929, un projet fut publié. Il était accompagné d'un rapport du Ministre de la Justice, S.E. Alfredo Rocco. Puis après consultation des Cours du royaume, des Facultés de jurisprudence, des Commissions royales et des Syndicats d'avocats ou de procureurs, un projet définitif fut établi. Un nouveau rapport du Ministre de la Justice y était joint. La Commission interparlementaire fit diligence. Aussi le 19 décembre 1930 (an VIII) le texte du Code de Procédure et du Code pénal étaient soumis à l'approbation royale. Ils sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 1931.

123. — Avant d'étudier le problème, selon notre habituelle méthode, examinons rapidement dans un bref aperçu historique, son évolution, de 1865 à 1931.

« questi rapporti é stato dal fascismo completamente spostato con l'affermare la prevalenza in ogni caso degli interessi collettivi, impersonati nello Stato su quelli eventualmente in contrasto dei singoli individui, « é evidente che anche la legge procedura penale, per quanto non ancora vecchia, ma naturalmente orientata verso lo opposte direttive politiche, « dominanti al tempo della sua formazione, dovesse cedere il posto a una legislazione, paggiata su altre hasi et permeata dallo spirito dei tempi « nuovi ».

1. Pour plus de détails, voyez la préface de M. Le conseiller de Casabianca, à la traduction du Code de Procédure pénale d'Italie de 1931, par le Commandant Laguerre et M. le Professeur Magnol. Publié avec le concours de l'Institut de criminologie de Toulouse, cet ouvrage fait partie de la collection de l'office de législation étrangère et de Droit international du Ministère de la Justice. Paris, Imprimerie Nationale, 1934.

SECTION I

APERÇU HISTORIQUE

124. — Le Code de procédure pénale de 1865 ne contenait que des dispositions étroites, à l'exemple du Code napoléonien de 1808. Existant en matière criminelle et partiellement en matière correctionnelle¹, la revision était admise dans les trois cas classiques prévus en 1808. A un certain point de vue le Code italien était encore plus restrictif : l'inconciliabilité de deux condamnations n'était un motif de revision que lorsque la loi prévoyait contre l'infraction qui avait motivé ces condamnations une peine comportant emprisonnement, interdiction perpétuelle des « offices publics » ou une autre peine restrictive de liberté d'une durée minimum de cinq ans.

La procédure comportait l'intervention obligatoire du Ministre de la Justice. L'intérêt de la mémoire du condamné décédé et les droits d'action de ses ayants-cause n'étaient sauvegardés qu'en cas de découverte de l'existence de la prétendue victime de l'homicide (art. 692). Il n'était point question de réparation morale ou pécuniaire.

125. — Tous les juristes italiens ont reconnu l'insuffisance de cette loi. Le plus remarquable des projets proposés est celui de M. Calenda de 1895². Il admettait la revision dans les cas suivants :

1° Lorsque deux condamnations sont inconciliables

1. Un minimum de la peine était prévu en deçà duquel aucune revision n'était possible (art. 688).

2. Alimena, *La revisione dei giudicati penali*, p. 26.

ou lorsqu'il résulte d'une décision judiciaire inattaquable la preuve évidente de l'innocence du condamné.

2° Lorsque l'on prouve l'existence de la prétendue victime d'un homicide, victime dont la mort supposée a motivé la condamnation.

3° Lorsqu'un supplément de preuve établit l'innocence du condamné.

4° Lorsqu'un jugement pénal étant basé uniquement sur un arrêt civil, ce dernier est infirmé par un jugement passé en force de chose jugée.

5° Lorsque le jugement de condamnation est basé sur une pièce depuis reconnue fausse, lorsqu'il se fonde sur un témoignage dont la fausseté est constatée par un jugement passé en force de chose jugée, ou lorsqu'il a été obtenu par corruption ou par un acte délictueux quelconque imputable à un tiers.

6° Lorsque le condamné produit une pièce qui établit manifestement son innocence, mais qu'il n'avait pu produire devant les juges qui ont prononcé le premier jugement.

Dans cette longue énumération, le n° 3 est seul important : *Lorsqu'un supplément de preuve établit l'innocence du condamné*. C'est là un cas générique, rendant cette nomenclature quasi inutile et en tous cas non limitative.

Le projet Calenda proposait également, sous l'influence germanique, d'introduire la revision des jugements d'acquiescement.

126. — Mais le Code de 1913¹ n'a admis revision qu'en faveur du condamné dans les cas suivants :

2. Codi di Procedura Penale preceduto dalla relazione a sua Majesta, Torino, 1914.

1^o Si les faits établis à la base de la condamnation ne peuvent se concilier avec ceux établis dans une autre sentence pénale irrévocable de l'autorité judiciaire ou d'une autre autorité hormis les sentences prononcées par le Sénat constitué en Haute-Cour de Justice.

2^o Si après la condamnation, surviennent ou s'ajoutent des faits ou de nouveaux éléments de preuve, qui seuls ou unis à ceux déjà examinés dans le procès, rendent évident que le fait n'existe pas ou bien que le condamné ne l'a pas commis et n'y a pas concouru.

3^o S'il est démontré que le jugement sur l'existence du fait ou sur la preuve que le condamné l'a commis ou y a concouru fut l'effet d'une falsification des actes ou du jugement ou de la corruption du juge¹.

Le rapport au Roi constatait que la revision ainsi génériquement admise pour tout fait nouveau ou tout élément nouveau de preuve ouvrait l'accès à une succession ininterrompue de doléances enlevant à l'institution sa physionomie de mesure extraordinaire, exceptionnelle, ébranlant en tout cas l'autorité de la chose jugée. Mais pour que la revision soit prononcée, il faut une condamnation injuste, une erreur certaine. Le trouble irrésistible de la conscience publique est celui seul qui s'élève contre la condamnation de l'innocent. En toute autre hypothèse

1. Art. 538. — Il est spécifié dans le rapport au roi que l'inconciliabilité des sentences peut rendre la revision admissible seulement quand la condition porte sur les affirmations de faits qui ne peuvent coexister, *non quand l'interprétation de la loi est différente*.

Il faut noter que dans notre cas, les restrictions du Code de 1865 ont disparu. Toutefois contrairement au projet de M. Calenda, la revision est exclue dans le cas d'inconciliabilité de la sentence pénale avec une sentence civile. Il n'est pas possible de l'admettre, constate le rapport, parce qu'il n'est pas possible de donner au juge de revision le pouvoir d'annuler la sentence civile : Non é possibile ammettere, perché non è possibile dare al giudice di revisione potestà di annullare la sentenza civile.

on s'en tient au premier examen du juge, quand il est entouré de toutes les garanties possibles¹.

La Commission royale n'a pas voulu admettre la revision au préjudice de l'accusé reconnu innocent : la *tranquillità dei cittadini non può essere eposta indefinitamente al pericolo di ripetizioni di procedimento* — la tranquillité des citoyens ne peut être indéfiniment exposée au danger de la répétition de procès.

A ceux qui auraient désiré que la revision au profit de l'Etat fut admise, au moins dans quelque'une des hypothèses envisagées à l'art. 538 le rapport répond : qu'il n'est pas possible de distinguer une hypothèse de l'autre ; toutes peuvent être également des motifs à revision, mais toutes peuvent donner des armes à l'embûche, à la calomnie et d'autant plus dangereuses que le temps et la confiance dans la sentence d'acquiescement obtenue, ont affaibli la possibilité de la défense².

L'intervention obligatoire du Ministre de la Justice était supprimée. Aux termes de l'art. 539 pouvaient demander la revision :

1° Le condamné ou son proche parent ou bien la personne qui avait sur le condamné l'autorité de tuteur,

1. E in verità si deve riconoscere che, ammessa la revisione anche genericamente per la sopravvenienza o la scoperta di fatti o di nuovi elementi di prova, che rendono evidente l'errore del giudice, se si estende anche al fine di mutare il titolo del reato o di escludere un'aggravante si apre l'adito ad un succedersi continuo di deglianze che toglie all'istituto la sua fisionomia di remedio straordinario eccezionale, scuotendo in ogni caso l'autorità del giudicato penale. Il turbamento della coscienza pubblica, a cui non deve resistere alcuna presunzione di verità è, quello soltanto che sorge dalla condanna dell'innocente, per ogni altro bisogna tenersi paghi al primo esame del giudice, quando è circondato da tutte le garanzie possibili.

2. Né è possibile distinguere l'una dall'altra ipotesi, tutte possono essere egualmente ragione di revisione, ma tutte possono dare armi all'insidia, alla calunnia ; e tanto più pericoloso quanto più il tempo e la fiducia nella ottenuta sentenza di proscioglimento hanno affievolita la possibilità di difesa.

et en cas de mort du condamné, l'héritier ou un proche parent.

2^o Le Procureur général près la Cour d'appel dans le district de laquelle fut prononcée la condamnation, ou le Procureur général près la Cour de cassation d'office ou à la requête du Ministre de la Justice ; la partie intéressée peut joindre sa procédure à celle du ministère public.

La procédure au cas de fait ou d'élément nouveau était réglementée par l'art. 544. S'il faisait avec évidence apparaître l'existence du fait matériel ayant été la cause de la condamnation et qu'il était indubitablement certifié, la Cour de cassation prononçait l'annulation sans renvoi. Sinon elle renvoyait à un autre juge de grade égal à celui qui a prononcé la condamnation ¹.

En définitive, la nature du fait nouveau était extrêmement large puisqu'elle comprenait tout élément nouveau — la condition de gravité distinguait le fait nouveau — la procédure était relativement peu compliquée. Au sens réel le fait nouveau avait donc une grande portée. C'était la victoire du sentiment de justice sur l'autorité de la chose jugée.

127. — Avant d'entrer dans le détail de la réglementation du Code de 1931, il est bon de discerner l'apport du gouvernement faciste, quant à la notion d'autorité de la chose jugée. Cette déclaration de M. Rocco : Empêcher les recours sans fondement ; Exalter l'autorité du juge, nous renseigne sur la nouvelle tendance. Examinons donc

1. La loi de 1913 contient également d'autres dispositions intéressantes. La revision est admise bien que l'action pénale ou la condamnation soit prescrite, bien que l'exécution de la condamnation ait cessé. Si le condamné est mort la Cour de cassation nomme un curateur qui exerce tous les droits (art. 546). L'art. 547 crée une *surveillance préventive* à l'égard du condamné qui avait commencé à subir sa peine. Elle organise enfin une réparation pécuniaire (art. 551, 552, 553).

la pénétrante étude sur la notion de chose jugée, écrite par M. Ugo Aloisi ¹. Il a excellement mis en lumière la relativité historique de l'autorité de la chose jugée. « Les raisons qui expliquent cette institution sont exclusivement de caractère politique. En règle générale, on peut dire, qu'il est d'un intérêt suprême pour la protection des convenances sociales à laquelle est préordonnée la défense du droit objectif que la sentence du juge constitue chose jugée, c'est-à-dire qu'elle devienne à un moment donné et à des conditions déterminées, *obligatoire* pour les parties ou pour tous, selon qu'il s'agit de sentence civile ou de sentence pénale, et, en conséquence, *exigible* même par force s'il le faut.

C'est là tout le fondement du principe de l'autorité de la chose jugée. Il correspond à un besoin pratique et à une nécessité sociale.

M. Aloisi démontre ensuite que l'autorité de la chose jugée est d'essence processive. En matière civile, elle met fin à un conflit d'intérêts privés. En matière pénale elle termine un conflit d'intérêts de nature différente : l'intérêt public d'une part, l'intérêt particulier de l'autre.

Si l'autorité de la chose est d'essence processive, elle doit être en conséquence arbitraire. Le législateur doit assigner aux procès une fin. Ce choix sera déterminé par les conceptions sociales de l'époque. C'est un moment historique. Établir à quel moment et à quelles conditions la sentence du juge acquiert la force de la chose jugée, assigner en d'autres termes la limite au delà de laquelle,

1. *Op. cit.*, p. 513, n° 265 « Le ragioni che giustificano questo istituto sono, esclusivamente d'indole politica. In linea generale puo dirsi « essere supremo interesse per la tutela della convivenza sociale, alla quale é preordinata la difesa del diritto obiettivo, che la sentenza « del giudice costituisca cosa giudicata, cioè divenga, un in dato momento « e a determinate condizioni, *obbligatoria* per le parti o per tutti, secondo « che si tratti di sentenza civile o di sentenza penale, e, in conseguenza « divenga *eseguibile*, anche coattivamente, se occorre.

à la suite de l'intervention du juge, on doit la considérer comme définitive, sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre des droits en conflit une ultérieure explication, c'est l'œuvre du législateur et elle constitue un moment historique ¹.

« L'action pénale actionne le droit subjectif de l'Etat,
 « comme organe de la société pour poursuivre en juge-
 « ment le coupable, dans le but d'en obtenir la punition
 « dans laquelle est comprise essentiellement la répression
 « du délit. L'activité processive du ministère public, en
 « représentation de l'Etat pour l'exercice de ce droit est
 « à considérer comme légitime afin que n'intervienne
 « pas le juge, arbitre naturel du conflit entre l'accusation
 « et la défense, à déclarer au moyen de la sentence,
 « expression solennelle de la puissance juridictionnelle,
 « laquelle des deux prétentions est conforme au droit
 « objectif, c'est-à-dire quelle est celle à qui le droit
 « subjectif accorde la protection de la loi : le droit de
 « répression assuré à l'Etat, le droit d'immunité ou de
 « liberté assuré à l'accusé. C'est dire la nécessité d'une
 « division du travail de la souveraineté » ².

1. *Op. cit.*, p. 514 n° 217. Lo stabilire in quale momento e a quali condizioni la sentenza del giudice acquisti efficacia di cosa giudicata, segnare, in altri termini, il limite, oltre in quale, in seguito all'intervento del giudice da considerare como definitivo, non sia più permessa all'uno e all'altro dei diritto in contesa un' ulteriore esplicazione, è opera del legislatore è contingente al momento Storico.

1. *Op. cit.*, p. 513 n° 265. « L'azione penale attua il diritto subiettivo dello stato, como organo della società, di perseguire in giudizio il colpevole, allo scopo di ottenerne la punizione, nella quale coincide essenzialmente la repressione del reato. L'attività processuale del pubblico ministero in rappresentanza dello stato, per l'esercizio ditale diritto, è da considerare legittima fino che non intervenga il giudice, naturale arbitro del conflitto fra l'accusa e la difesa, a dichiarare mediante la sentenza, espressione solenne della potestà giurisdizionale, quale delle due pretese ia conforme al diritto obiettivo cioè quale sia el diritto subiettivo a cui spetta la protezione della legge : quello di repressione, affermato dallo stato o quello di immunità o libertà, affermato dall'imputato.— Comparez H. Langlois, *Essai sur le pouvoir prétorien de*

Le régime faciste pour renforcer l'autorité de l'Etat, devait renforcer aussi celle du juge. Cette nouvelle tendance s'est manifestée par la suppression en matière de voies de recours extraordinaires du pourvoi en cassation dans l'intérêt de la loi. Le seul recours en revision subsiste.¹ Mais dans la notion de fait nouveau, dont il nous faut maintenant aborder l'étude, nous allons retrouver l'empreinte de la doctrine faciste.

SECTION II

LE FAIT NOUVEAU AU SENS MATÉRIEL

128. — Le rapport du Garde des Sceaux sur le projet préliminaire d'un nouveau Code de procédure indique les idées qui doivent dominer la réglementation de la revision et s'exprime en ces termes : Pour régler la matière de la revision des sentences de condamnation, on suit les critères exclusivement juridiques et pratiques sans tenir compte des déclamations sophistiquées ou pathétiques, abondantes sur cet objet qui s'inspirent d'idées particulières sur la justice rarement paradoxales ou extravagantes ou d'un vain idéal de perfection, ou d'un sentimentalisme morbide, contrastant avec l'inéluctable nécessité de la discipline sociale.

la jurisprudence en droit français, Thèse Caen 1897 *op. cit.*, p. 15 : « Il n'y a qu'une seule autorité, mais elle doit s'exercer par différents organes pour se faire contrepoids à elle-même. Pour emprunter une terminologie familière au droit, le souverain a la jouissance de tous les pouvoirs, l'exercice doit en être divisé ».

1. Il y a une autre voie de recours extraordinaire, le recours en cassation de l'art. 528, dirigé contre les sentences de condamnation prononcées par les juges spéciaux. L'opposition et l'action révocatoire contre les décrets pénaux de condamnation prononcés par le préteur, et auxquels, il faut aussi ajouter ceux prononcés par l'Intendant des finances pour délits en matière financière qui constituent des contraventions, sont à considérer comme des moyens de griefs plutôt que comme des moyens d'opposition. (Aloisi, *op. cit.*, p. 385 et suiv. n° 221.

C'est ainsi que l'on maintient l'institution de la revision dans des limites où la justification se manifeste par d'évidentes et graves raisons de justice¹.

Ainsi, nous sommes avertis, la conception du Code de 1931 sera très stricte.

129. — Le Code admet la revision dans quatre cas, énumérés par l'art. 554 :

1° Si des faits établis comme base de la sentence de condamnation ne peuvent pas se concilier avec ceux établis dans une autre sentence pénale irrévocable de l'autorité judiciaire ordinaire ou de juges spéciaux, excepté les sentences de condamnation prononcées par le Sénat constitué en Haute-Cour de Justice.

2° Si la sentence pénale de condamnation a retenu l'existence de l'infraction, à la charge du condamné, comme conséquence d'une sentence d'un juge civil ou administratif ensuite révoqué qui a statué sur une des questions préjudicielles prévues aux art. 19 et 20, sous la réserve de la disposition contenue dans le deuxième alinéa de l'art. 21.

3° Si après la condamnation sont survenus ou sont découverts de nouveaux faits ou de nouveaux éléments de preuve, qui seuls ou joints à ceux déjà examinés dans la poursuite, rendent évident que le fait n'existe pas ou que le condamné ne l'a pas commis.

1. R. Mangini, *Codice di procedura penale illustrato con i lavatori preparatori*, p. 388. Nel regolare la materia della revisione delle sentenze di condanna si sono seguiti criteri esclusivamente giuridici e pratici, trascurando la declamazioni sofistiche o patetiche che abbondano su questo oggetto, le quali si ispirano a concetti particolari della giustizia, non di rado paradossali e stravaganti o a un vano ideale di perfezione, o a un sentimentalismo morboso, constringente con le ineluttabili necessità della disciplina sociale.

Si è quindi mantenuto l'istituto della revisione entro quei confini nei quali apparisce giustificato da evidenti e gravi ragioni di giustizia.

4° S'il est démontré que la condamnation a été prononcée en conséquence de falsification dans les actes ou dans le jugement ou d'un autre fait prévu par la loi comme infraction.

Examinons rapidement les cas spécifiés de fait nouveau avant d'en arriver au cas général.

130. — L'inconciliabilité de faits établis dans deux sentences différentes ne nous retiendra pas longuement. Le Code de 1931 a reproduit la disparition de l'art. 538-1° du Code de 1913. C'est d'ailleurs là un cas classique de revision ¹.

La disposition de l'art. 554-2° est plus intéressante. Une sentence d'un juge civil ou administratif statuant sur une question préjudicielle au jugement pénal a motivé la condamnation. Postérieurement, cette sentence initiale est révoquée. La condamnation pénale, manquant alors de base devra être révisée car « c'est un corollaire dont la prémisse s'évanouit » dit M. Aloisi ².

Enfin la disposition de l'art. 554-4° généralise celle de l'art. 538-3° du Code de 1913. La falsification des actes, du jugement et la corruption du juge permet-

1. Comparez Mangini, *op. cit.*, p. 389. *R.P.P.* p. 114, Si è mantenuta ferma la disposizione del n° 1 dell'articolo 538 del codice del 1913, la quale non ha dato luogo ad alcuna osservazione.

2. La législation italienne distingue les questions préjudicielles obligatoires et facultatives. Le premier groupe, est constitué par les questions d'état. Le juge pénal est alors obligé de surseoir à statuer. Le deuxième groupe est constitué par les questions d'ordre civil (autres que les questions d'état) et d'ordre administratif. Le juge civil, peut alors, s'il le juge opportun, surseoir à statuer.

Ces deux groupes présentent toutefois des traits communs : 1° Ce sont des exceptions au principe que le juge de l'action est le juge de l'exception 2° Ils ont autorité au criminel, 3° En cas de révocation, ils motivent la revision, sauf la disposition de l'art. 21, 2°.

Cette disposition vise l'hypothèse d'une limitation par loi civile ou administrative de la preuve du droit controversé. L'inconciliabilité ne peut alors constituer un cas de revision. Pour plus de détails. Voyez Aloisi, n° 49 et suiv. p. 80 et suiv.

taient alors la revision. Ce sera maintenant tout fait prévu par la loi comme infraction¹.

131. — Le Code de 1931 a maintenu la revision pour preuves nouvelles et a respecté le texte de 1913. Il y a lieu dit l'art. 554-2° « si après la condamnation sont sur-
« venus ou sont découverts de nouveaux faits ou de
« nouveaux éléments de preuve qui seuls ou joints à
« ceux déjà examinés dans la poursuite rendent évident
« que le fait n'existe pas ou que le condamné ne l'a pas
« commis »².

La première remarque que l'on peut formuler c'est que la *nature* du fait nouveau est très largement comprise : tout élément de preuve, c'est là une formule englobant certainement le fait scientifique, peut être même plus vaste. Mais, une réplique immédiate réside dans la gravité de cet élément nouveau : il doit rendre évident soit par lui-même, soit joint à ceux déjà examinés que le fait n'existe pas ou que le condamné ne l'a pas commis.

Le rapport du Garde des Sceaux sur le projet préliminaire, répondant à une double critique de la doctrine et de la Chambre des Députés, le montrait décidé à empêcher toute interprétation jurisprudentielle osée,

1. Il codice del 1913 limita l'altro caso di revisione all'ipotesi che il giudicato sia effetto di falsità in atti o ingiudizio o di corruzione del giudice. Ma se questa é la formula tradizionale, cio non basta per conservarla, mentre le stesse ragioni consigliano la revisione qualunque sia il delitto commesso da terzi in conseguenza del quale venne pronunciata la ingiusta sentenza di condanna. — Le Code de 1913 limite l'autre cas de revision à l'hypothèse où l'arrêt est l'effet de falsification dans les actes ou dans le jugement ou de la corruption du juge. Mais si c'est la formule traditionnelle, cela ne suffit pas pour la conserver, alors que les mêmes raisons conseillent la revision quel que soit le délit commis par des tiers à la suite duquel est prononcée la sentence injuste de condamnation. Mangini *op. cit.*, p. 389. *R.P.P.*, p. 114.

2. Procès verbaux de la commission parlementaire, p. 218. Manzini, Dans l'expression *qui n'a pas commis le fait* est comprise nécessairement aussi l'hypothèse que l'individu n'y a pas concouru.

rendant inapplicable la disposition de la loi¹. L'art. 555 fixe, en conséquence, les limites de la revision « Dans tous les cas, les éléments sur lesquels s'appuie la demande en revision doivent, à peine d'irrecevabilité de la demande, être tels qu'ils excluent s'ils sont vérifiés que le fait existe, ou que le condamné l'a commis ou bien qu'ils démontrent que la preuve que le fait existe ou que le prévenu l'a commis fait complètement défaut ». C'est distinguer nettement la notion de *fait nouveau-moyen* et de *fait nouveau-fin*. L'étude dynamique va maintenant nous montrer que sur le terrain de la procédure le nouveau Code a su trouver le moyen technique idéal pour réaliser cette conception.

SECTION III

LA RÉALISATION FORMELLE DU DROIT NOUVEAU

132. — Examinons brièvement la procédure externe. Comme dans le Code de 1913, l'intervention du Ministre de la Justice n'existe pas. La revision peut être demandée par le condamné ou un de ses proches parents ou bien la personne qui a sur le condamné l'autorité tutélaire, et si le condamné est mort, l'héritier ou un proche parent. Elle peut être également demandée par le Procureur général près la Cour d'appel, dans le district de laquelle la sentence de condamnation a été prononcée ou le Procureur général près la Cour de cassation d'office ou à la requête du Ministre de la Justice. La partie privée intéressée peut joindre sa propre demande à celle du ministère public (art. 556).

1. Mangini, *op. cit.*, p. 389, *R.P.P.*, p. 114.

« Aux termes de l'art. 557 « la demande en revision
« peut être formée personnellement ou par l'intermé-
« diaire d'un avocat inscrit sur le tableau spécial de la
« Cour de cassation désigné à cet effet. Celle-ci est pré-
« sentée conjointement avec les actes et les documents
« qui la justifient au greffe de la Cour de cassation. Elle
« peut aussi être présentée au greffe du juge chargé de
« l'exécution qui la transmet au greffe de la Cour de
« cassation...

« Dans le cas prévu au numéro 3 de l'art. 554, si les
« nouveaux faits ou les nouveaux éléments de preuve ne
« résultent pas d'actes déjà accomplis par l'autorité judi-
« ciaire, celui qui demande la revision doit présenter une
« demande au juge chargé de l'exécution pour que les véri-
« fications afférentes soient ordonnées. Lorsque le juge
« estime que la demande n'est pas dénuée de fondement,
« il procède aux actes nécessaires aux frais du condamné,
« sauf si celui-ci est admis à l'assistance judiciaire en
« observant les règles prescrites pour l'instruction for-
« melle en tant qu'elles sont applicables. A cet effet, le
« tribunal ou la cour délègue un de ses membres ; le prê-
« teur pourvoit personnellement. La décision est prise
« dans tous les cas par ordonnance. Une copie authen-
« tique des actes accomplis est délivrée à l'intéressé,
« qui la joint à la demande en revision ».

Le rôle rempli en France par le Ministre de la Justice est, en Italie, de la compétence du juge de l'exécution.. C'est là une innovation heureuse introduite par le Code de 1931. Elle ne pourrait être adoptée en France, qu'après une organisation judiciaire de l'exécution de la peine.. En Italie, l'exécution de la peine, dit M. Aloisi, n'est plus confiée seulement aux organes de l'administration pénit-

tentiaire, mais aussi à la lumineuse activité d'un juge qui est précisément nommé « juge de l'exécution » juge de surveillance¹.

A ce propos, le rapport du Garde des Sceaux sur le projet définitif, fait état d'un problème soulevé par la jurisprudence : quel est le genre de preuves qui doit retenir l'attention du juge de l'exécution ? Voici les termes mêmes du rapport « La Cour de cassation a « observé que jusqu'ici la jurisprudence ne retenait « comme preuves méritant considération que celles « fournies par une sûre garantie judiciaire, tandis que « maintenant, elle voudrait exagérer en sens opposé.

« Mais quelles seraient les preuves fournies par une « sûre garantie judiciaire ? La garantie y est ou n'y « est pas ; c'est une quasi-garantie qu'on ne peut con- « cevoir ni en théorie, ni en pratique. Donc, ou on admet « à l'encontre de la jurisprudence de la Cour de cassation « que les preuves peuvent être recueillies et présentées « d'une façon quelconque, et il est inutile de réclamer « une sûre garantie judiciaire » ou on veut que les nou- « veaux éléments soient préalablement confirmés, comme « issus du fait, par le juge et il est alors nécessaire « d'adopter le système du projet, qui du reste s'était « déjà frayé un chemin dans la pratique »².

1. *Op. cit.*, p. 6, n° 7. La sorveglianza dell'esecuzione della pena non è più affidata soltanto agli organi dell'amministrazione penitenziaria, bensì anche alla illuminata e operosa attività di un giudice, che appunto si denomina « giudice di sorveglianza ».

2. *R.P.D.*, p. 79, Mangini *op. cit.*, p. 391. La corte di cassazione ha osservato che sinora la giurisprudenza riteneva prove meritevoli di considerazione solo quelle fornite di una certa garanzia giudiziaria, mentre ora si vorrebbe accedere in senso opposto.

Me quali sarebbero le prove « fornite di una certa garanzia giudiziaria » ? La garanzia c'è o non c'è, e una quasi garanzia non è nè teoricamente, nè praticamente concepibile. Dunque, o si ammette, contro la giurisprudenza della corte di cassazione che le prove possono essere raccolte e presentate in un modo qualsiasi, ed è inutile richiedere « una certa garanzia giudi-

133. — La Cour de cassation intervient dans la procédure interne. C'est ici que réside l'originalité et la perfection technique et théorique du nouveau code, qui a institué la *cassation conditionnelle*.

La Cour de cassation a la faculté d'annuler avec ou sans renvoi (art. 561). Elle a, en cette matière, un pouvoir souverain d'appréciation. Si les éléments nouveaux lui donnent la certitude de l'innocence du condamné, elle casse sans renvoi.

S'ils ne sont pas pleinement concluants, elle casse avec renvoi¹. Dans ce cas, l'art. 562 portant le titre *Cassation conditionnelle* stipule « quand la Cour de cassation « ordonne le renvoi pour revision, la cassation de la « sentence est soumise à la condition que dans le juge-
« ment de renvoi, il soit certifié que le fait n'existe pas
« ou que le condamné ne l'a pas commis ou bien qu'il
soit déclaré que la preuve que le fait existe ou que le
« condamné ne l'a pas commis, fait complètement
« défaut »

Dans son rapport au roi le Garde des Sceaux s'exprime en ces termes : « Mais pour bien saisir la valeur de cette

zaria » o si vuole che i nuovi elementi siano previamente accertati, come dati di fatto, dal giudice, ed allora è necessario adottare il sistema del Progetto, che del resto si era già fatta strade nella pratica.

1. *R.P.P.*, p. 115. Mangini, *op. cit.*, p. 392. Si sono soppresses le specificazioni dei casi, nei quali la corte di cassazione può annullare con o senza rinvio. In una materia, nella quale non si tratta di questioni di mero diritto (como in quella del ricorso per cassazione) conviene lasciare libera la corte di prendere quella decisione che crede più addata nei singoli casi concreti la varietà dei quali, la dimostrato insufficienti, le indicazioni specifiche contenute nel codice del 1913. Con ciò si ottiene maggior semplicità e più larga comprensione, e quindi migliore adattabilità delle norme. Sont supprimées les spécifications des cas où la Cour de cassation peut casser avec ou sans renvoi. Sur une matière où il ne s'agit pas de questions de droit pur (comme dans celle du recours pour cassation) il convient de laisser la Cour libre de prendre telle décision qu'elle croit la mieux adaptée aux cas concrets particuliers dont la variété a démontré l'insuffisance des indications spécifiques contenues dans le Code de 1913. De cette façon, on obtient une plus grande simplicité et une plus large compréhension et partant une meilleure adaptation des règles.

condition, il faut avoir présent l'art. 566 par lequel le juge de renvoi peut acquitter seulement lorsqu'il résulte que le fait n'existe pas ou que l'accusé ne l'a pas commis ou bien quand il vient à manquer absolument la preuve de l'existence du fait ou de la participation de l'accusé. En tout autre cas, il doit confirmer la sentence de condamnation.

Or, comment ferait le juge pour confirmer cette sentence, si elle n'existait plus pour avoir été annulée sans condition ?

Il s'agit donc d'un expédient processif justifié par des raisons de simplicité et de précision, qui, bien qu'elles n'aient pas une importance essentielle, ne doivent pas être négligées dans un code techniquement bien élaboré¹.

Ainsi, la cassation conditionnelle est le moyen qui sert de trait d'union entre le fait nouveau-moyen et le fait nouveau-fin défini par l'art. 566 « S'il résulte du jugement de renvoi que les éléments pour lesquels la revision a été admise ne sont pas pleinement fondés ou ne sont pas pleinement prouvés le juge ne peut pas prononcer l'absolution par effet d'une nouvelle appréciation des seules preuves fournies dans le précédent jugement ni pour une autre raison. Le juge de renvoi pour revision ne peut prononcer la revision que quand il

1. *R.R.*, n° 182, Mangini, *op. cit.*, p. 393 : « Ma per bene intendere il valore di questa condizione occorre aver presente l'articolo 566 per il quale il giudice di rinvio può assolvere soltanto quando risulta che il fatto non sussiste o che l'imputato non lo ha commesso, ovvero quando viene a mancare del tutto la prova della sussistenza del fatto o della partecipazione dell'imputato. In ogni altro caso deve confermare la sentenza di condanna.

« Ora como farebbe il giudice a confermare codesta sentenza, se essa più non esistesse per essere stata anulata incondizionamente ?

« Si trata dunque d'un espediente processuale giustificato da ragioni di semplicità e di precisione, le quali, anche, se non abbiano essenziale importanza, non devono tuttavia essere trascurate in un Codice tecnicamente bene elaborato ».

« y a la preuve que le fait n'existe pas, ou que le prévenu
« ne l'a pas commis ou que la preuve que le prévenu
« l'a commis fait totalement défaut. Dans tout autre
« cas, il doit confirmer la sentence de condamnation ».

Le rapport du Garde des Sceaux sur le projet préliminaire commentait l'art. 566 de la façon suivante :

« C'est une disposition nouvelle que celle par laquelle
« le juge de renvoi pour revision, ne peut acquitter pour
« des circonstances qui, malgré la culpabilité, excluent
« la punibilité, ni pour l'insuffisance des preuves (à la
« différence de ce qui peut advenir présentement
« art. 551 n^o4 du Code de 1913), et, ne peut exclure les
« circonstances aggravantes, appliquer les circonstances
« atténuantes ou modifier le titre du délit ; mais quand
« la culpabilité du justiciable n'est pas entièrement
« certifiée, il doit confirmer la sentence de condamnation
« faute que se soit produite la condition (que j'ai déjà
« signalée) à laquelle était soumise l'annulation. Cette
« disposition est conforme à la nature et au but du juge-
« ment de revision comme on l'a déjà précisé ci-dessus,
« qui ne doit jamais dégénérer en un jugement de pre-
« mière instance. S'il s'agit d'un coupable, on doit
« présumer que tout ce qui existe en sa faveur a été
« convenablement apprécié dans le jugement précédent,
« c'est-à-dire dans un délai et par un juge plus adéquat,
« tandis que trop facilement le juge de revision à l'oc-
« casion du délai écoulé, de la peine déjà subie en tout
« ou en partie, de la dispersion et de l'affaiblissement
« des preuves, ou d'autres circonstances pourrait être
« amené à une inopportune indulgence dont on ne
« pourrait user à l'égard de ceux qui, à culpabilité égale,

« n'ont pas demandé ou n'ont pas obtenu la revision »¹.

Ainsi la législation italienne a une claire perception de la notion de revision. Elle ne doit jamais dégénérer en jugement de troisième instance dit le rapport du Garde des Sceaux. Le juge de renvoi sera donc réduit à acquitter ou à maintenir la condamnation existante. Mais, l'avantage théorique de respecter la définition de la revision correspond à une vérité pratique : le juge de revision, qui peut comme en France, doser une nouvelle peine, est trop loin, trop éloigné de l'action. L'oubli provoqué par le temps incite toujours à la bienveillance².

1. *R.P.P.*, p. 116. Mangini, *op. cit.*, p. 595. « Nuova è la disposizione per cui il giudice di rinvio per revisione non può assolvere per circostanze che, nonostante la colpevolezza, escludano la punibilità, né per insufficienza di prove (a differenza di ciò che può avvenire presentemente : articolo 551 n° 4 del Codice 1913) e non può escludere circostanze aggravanti, applicare circostanze diminuenti o modificare il titolo del reato, ma, quando non sia pienamente accertata la non colpevolezza del giudicabile, deve confermare la sentenza di condanna, non essendosi verificata la condizione (alla quale ho già accennato) a cui fu sottoposto l'annullamento. Questa disposizione è conforme alla natura e allo scopo del giudizio di revisione, come sopra è stato precisato, il quale non deve mai tralignare in un giudizio di terza istanza. Se si tratta di un colpevole, si deve presumere che tutto ciò che sta a sua favore sia stato convenientemente valutato nel precedente giudizio, cioè nel tempo e dal giudice più adatti, mentre trompo facilmente il giudice di revisione a cagione dal tempo trascorso, della pena già in tutto o in parte espiata, della disperzione e dell'affievolimento delle prove, o d'altré circostanze, potrebbe essere indotto ad una inopportuna indulgenza, che non potrebbe essere usata verso colore che, a parità di colpevolezza, non chiesero o non attennero la revisione ».

2. 1° Certaines dispositions formelles font encore partie de la loi. Les personnes condamnées pour le cas de l'art. 544. 2° sont déclarées incapables d'être appelées comme témoin, expert ou interprète, sauf — véritable prime à l'aveu — s'ils ont avoué librement l'infraction commise (art. 563), L'art. 564 régleme la revision en faveur du condamné et décide la nomination d'un curateur. L'art. 565 statue sur le cours de l'exécution. Au cas de renvoi, la cause juridique de la détention change : le titre d'écrou est la détention préventive et non la première condamnation. Le résultat pratique est le même, l'intéressé reste en prison. L'art. 657 est relatif aux frais et aux effets civils en cas d'absolution. L'art. 568 statue sur les décisions en cas de rejet de la demande en revision ou de jugement défavorable. Les art. 570 à 574 s'occupent de la réparation morale et pécuniaire de la condamnation injustement prononcée.

Notons enfin, la disposition de l'art. 559 sur la liberté provisoire : « La Cour de cassation peut toujours et même avant d'avoir délibéré défini-

SECTION IV

LE SENS RÉEL DU FAIT NOUVEAU

134. — Remarquons tout d'abord qu'en Italie *l'élément nouveau* a une étendue en surface plus grande qu'en France puisque d'après l'art. 553-2°, il peut y avoir lieu à revision lorsqu'il s'agit de « condamnation pour contravention, si, en conséquence de « cette condamnation, le condamné a été déclaré contre-venant d'habitude ou de profession ».

Il a peut-être également une étendue en profondeur plus grande. L'élément nouveau se sépare nettement de la matérialité. C'est un mot qui peut donner lieu à une interprétation fort large.

Mais le dynamisme de notre problème est admirablement adapté à la fin de la revision. L'institution de la cassation conditionnelle aurait du inspirer nos législateurs. Dans l'étude de législation qu'il nous faut maintenant entreprendre, nous serons bien obligé de constater leur compréhension insuffisante du problème, leurs vues, parfois contradictoires, mais toujours superficielles.

« tivement sur la demande en revision, accorder à l'intéressé sur demande
« ou d'office la liberté provisoire. La Cour, peut également l'accorder
« avec la sentence de renvoi ou postérieurement par une ordonnance. Le
« juge de renvoi ne peut l'accorder en aucun cas ».

Titre IV

Le Problème au point de vue Législatif

135. — Après avoir considéré sous l'angle de l'histoire du droit positif et du droit comparé, le problème du fait nouveau en matière de revision, il nous faut maintenant l'envisager au point de vue législatif.

Notre étude de droit positif nous a révélé que les adversaires de principe de l'autorité de la chose jugée, étaient venus à considérer l'éventualité d'une extension de la revision en matière civile. Nous n'avons fait qu'effleurer cette idée. Il nous faudra, après avoir exposé l'état législatif du problème en matière pénale, l'approfondir en matière civile.

CHAPITRE PREMIER

LE FAIT NOUVEAU EN MATIÈRE PÉNALE

136. — Nous trouvons en notre matière trois propositions de loi : l'une remonte à 1910, c'est la proposition Fentig, l'autre date de 1921, c'est la proposition Ignace. Enfin la dernière est toute récente, elle a été déposée par M. Guernut en 1933.

Ces deux premières propositions ne présentent qu'un intérêt assez restreint, nous glisserons rapidement sur leur étude. La dernière, par contre, la proposition Guernut, revêt une actualité évidente. Nous l'étudierons plus longuement.

SECTION I

PROPOSITIONS TENTING ET IGNACE

137. — La proposition Tenting, renvoyée à la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle le 18 juin 1910, tendait à modifier la procédure de revision pour fait nouveau¹.

Dans l'exposé des motifs, M. Tenting demandait que

1. Annexe n° 3100, sess. ord. 1^{er} séance du 18 février 1910, p. 1261.

la Cour de cassation, jugeant suffisantes les pièces déposées à l'appui de la demande, puisse statuer sans ordonner le renvoi à une autre juridiction. C'était codifier la jurisprudence existante.

Mais M. Tenting motivait étrangement sa proposition de loi. Il croyait que « la seule objection qu'on puisse « faire est qu'il est à craindre que la Cour suprême n'ait « pas tous les éléments nécessaires pour éclairer sa « religion, attendu que le jury d'assises statue sur des « débats oraux dont il n'est pas conservé trace dans les « notes d'audience et que d'autre part, il ne motive « pas son verdict ». La difficulté est facile à résoudre continuait-il « Il n'y a qu'à imposer aux jurés l'obligation *de motiver ses décisions* et au greffier de prendre « note des dépositions des témoins », On conçoit que cette proposition, qui entraînait si innocemment en lutte contre tous les principes juridiques dominant l'institution du jury, n'ait jamais abouti. Cette proposition de loi consistait en un article unique ainsi rédigé : « L'art. 445 du Code d'Instruction Criminelle est complété ainsi qu'il suit :

« Dans le cas de revision par application du § 4 de « l'art. 443 la Chambre criminelle annule sans renvoi la « décision qui lui est soumise ».

138. — La proposition de M. Edouard Ignace était plus sérieuse¹. Il a pensé que « si cette théorie du fait « nouveau a marqué une étape de plus sur le chemin « si escarpé du progrès... l'expérience des faits a démontré

1. Ch. Dép. 29 avril 1921, *J.O.* 1921, annexe 2611. Renvoi à la commission de législation civile et criminelle : rapport de M. Louis Andrieux, le 15 novembre 1921. *J.O.* 1921, annexe 3342 p. 143. Adoption le 2 mars 1922 *J.O.* p. 584. Sénat : Transmission le 7 mars 1922. Voyez également la *Revue Pénitentiaire* de 1921, p. 580.

« que la loi était encore impuissante à donner dans tous
 « les cas satisfaction à notre besoin impérieux de justice
 « et au désir inné de voir s'effacer et réparer dès leur
 « apparition toutes les erreurs judiciaires ». C'est bien
 là le romantisme juridique, transposé du domaine doctrinal dans le domaine législatif. « Il faut en finir,
 « ajoutait-il, avec les subtilités juridiques. Nous ne
 « voulons plus qu'on puisse dire qu'une erreur judiciaire
 « ne peut pas être réparée ». Il proposait donc de remplacer le § 4 de l'art. 443, par le texte suivant : « Et dans
 « tous les cas où il a été établi qu'une *erreur* a été commise
 « dont la constatation est de nature à faire apparaître
 « l'innocence du condamné ». Au fond, ce texte vise surtout la nature du fait nouveau ; le caractère de gravité subsiste. Une erreur judiciaire peut-être prouvée dans tous les cas. Soit. Mais il faut établir l'innocence. En définitive, la fin est la même.

Le rapport de M. Louis Andrieux semblait faire bien peu de cas de l'autorité de la chose jugée. Il concluait révélant son ignorance de la pratique de la revision et de l'intervention de la Commission : « Sans doute, il
 « sera fâcheux que le condamné en abusant de la faculté
 « d'adresser des protestations de son innocence au Ministère de la Justice l'oblige chaque fois à réunir la Commission avant de rendre sa décision, mais cet inconvénient
 « ne saurait entrer en balance avec la nécessité d'ouvrir
 « la procédure de revision pour des cas difficiles à
 « limiter »¹.

1. Sur le rôle effectif de la Commission de revision voyez *supra*, p. 31, note 2. M. Andrieux terminait avec l'originalité et l'envolée d'un honorable parlementaire « Puisqu'il faudra toujours, en attendant la Vallée de Josaphat et le jugement dernier, que les hommes soient jugés par d'autres hommes il y aura toujours en dépit des revisions et des subtilités légales des erreurs judiciaires qui ne sont pas réparées. Mais l'honorable M. Ignace, sera loué et son nom sera béni, si du moins, grâce à sa généreuse initiative, le nombre en est diminué » (sic).

En un mot, la proposition Ignace comme le rapport Andrieux, confondaient les problèmes. Ils confondaient la nature et la gravité du fait nouveau. Leur but était d'ouvrir largement la revision ; mais ils ont oublié d'en transformer la définition. Leurs efforts ne portant que sur un seul des éléments du fait nouveau, ils ne pouvaient atteindre le résultat recherché.

SECTION II

LA PROPOSITION GUERNUT

139. — Pour étudier la proposition Guernut nous envisageons successivement : la proposition originaire, le premier rapport Sérol, le deuxième rapport Sérol.

La proposition originaire de M. Guernut a été présentée le 30 mars 1933¹. Elle suggérait deux réformes : la substitution de la notion d'appréciation nouvelle à celle de fait nouveau, la création d'une Chambre des pourvois en revision et la suppression de l'intervention du Garde des Sceaux.

M. Guernut, feignant d'ignorer la jurisprudence extensive du fait scientifique, critiquait la législation existante. Très souvent, constatait-il, « sans qu'il y ait « fait nouveau au sens que la jurisprudence donne à ce « terme, bien des circonstances *mises en valeur ou apparues* depuis la condamnation motiveraient des revisions « sérieuses : découvertes de méthodes scientifiques « nouvelles, événements ou renseignements, permettant « d'écarter ou de retenir un témoignage, *interprétation nouvelle de faits déjà connus*. »

1. Sess. ord. 2^e séance du 30 mars 1933. Annexe n° 1688, p. 811, 1933.

M. Guernut, critiquait ensuite le pouvoir souverain du Garde des Sceaux. Il constatait que la loi de 1921 lui avait porté une première atteinte. Aussi demandait-il la création d'une Chambre des pourvois en revision qui fonctionnerait à la Cour de cassation, à l'imitation de la Chambre des Requêtes. Composée de sept magistrats de la Cour de cassation, désignés par elle et pris en dehors de la Chambre Criminelle, elle délibérerait au nombre de cinq magistrats au moins et les décisions qu'elle rendrait seraient dans tous les cas motivées.

Si la demande était recevable, la Chambre Criminelle serait saisie par son procureur général. Le rapport du magistrat chargé de l'instruction devant la Chambre des pourvois lui serait transmis. Dans les trois premiers cas de l'art. 443, il suffisait d'une simple demande des intéressés.

M. Guernut proposait le texte suivant :

« *Art. 1^{er}.* L'art. 443 § 4 du Code d'Instruction Criminelle est ainsi modifié :

« Lorsque après une condamnation, des pièces inconnues lors des débats seront représentées ou lorsque un fait ou un élément d'appréciation viendra à se produire ou à se révéler, de nature à établir l'innocence du condamné.

« *Art. 2.* L'art. 444 § 3 est ainsi modifié :

« Dans le quatrième cas, à une Chambre des pourvois en revision qui sera composée de sept magistrats de la Cour de cassation annuellement désignés par elle et pris en dehors de la Chambre criminelle. Cette Chambre délibérera valablement si elle est composée de cinq magistrats au moins. Elle statuera, un conseiller entendu dans son rapport, et motivera ses décisions en cas de rejet.

« La Cour de cassation, Chambre criminelle sera
« saisie par son procureur général soit en vertu de la
« décision rendue par la Chambre des pourvois soit sur
« la réclamation des parties indiquant un des trois
« premiers cas.

« La demande sera inscrite au greffe de la Chambre
« Criminelle de la Cour de cassation sur réquisition
« des parties intéressées ».

Deux critiques peuvent être adressées à cette proposition :

1^o Comme la proposition Ignace, elle confond le problème de la nature du fait nouveau et celui de sa gravité. Mais elle espère que l'extension illimitée du premier, réagira par la suite sur le deuxième.

2^o Elle essaie de faire passer cette réforme devant ruiner toute l'autorité de la chose jugée au criminel en supprimant d'autre part, l'intervention obligatoire du Ministre de la Justice.

La proposition Guernut est un des aspects positifs de la lutte contre l'autorité de la chose jugée, que nous avons décrite en doctrine. Le procédé est le même. Le combat se fait par escarmouches. Ici, la lutte se manifeste sous le couvert d'une concession mutuelle. Mais l'une des parties croit en tirer beaucoup plus d'avantages que l'autre. Si les deux concessions s'équilibrent en théorie, il n'en est pas de même en pratique. La suppression de l'intervention du Ministre de la Justice est, certes, chose souhaitable en droit, et comme théoricien nous en sommes un des premiers partisans. Mais, il ne faut pas oublier que les services diligents de notre Chancellerie, ont, durant quarante années d'expériences, édifié une pratique administrative prudente et sage, offrant toutes

les garanties possibles. Si l'esprit du théoricien n'est pas satisfait, sa conscience peut l'être. Et c'est là le principal.

La proposition Guernut n'apparaît pas seulement comme un troc lésionnaire. Elle contient également une mauvaise construction de procédure. La création d'une nouvelle Chambre à la Cour de cassation ne peut être envisagée que par une personne connaissant mal l'organisation de notre juridiction suprême. A l'heure actuelle, la Cour de cassation est surchargée de travail et s'inquiète de la multiplicité toujours croissante des pourvois. Elle a accompli jusqu'ici admirablement sa mission, dans la lenteur prudente et le silence. Il ne faut pas sous peine de voir son esprit et son œuvre faussés lui communiquer l'inquiétude et l'agitation de la vie juridique moderne.

140. — Au nom de la Commission de la Législation civile et criminelle, M. Albert Sérol a présenté son rapport le 6 février 1934¹.

Tout d'abord, en ce qui concerne la rédaction nouvelle de l'art. 443-4^o, la Commission de législation a cru qu'il était inutile de bouleverser l'ordonnance du texte en vigueur et a fait subir à celui de M. Guernut une pure correction de forme : les mots : fait et appréciation nouvelle sont placés avant pièces inconnues. M. Albert Sérol a fait ensuite remarquer que la jurisprudence a une conception très large du fait nouveau. « Mais, a-t-il « dit, ce n'est qu'une jurisprudence dont les principes « sont toujours revisables, jamais définitifs, livrés à

1. Ch. Députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 6 février 1934. n^o 2697.

« l'interprétation des magistrats. Il importe donc de les consacrer par la loi ».

Si M. Guernut ne voyait pas toute la théorie jurisprudentielle, M. Sérol voit au delà de cette théorie. Jamais notre jurisprudence n'a admis qu'un élément d'appréciation nouveau peut motiver la revision. Nous avons vu, au contraire, comment elle distinguait soigneusement le fait scientifique de l'appréciation nouvelle et comment, elle venait d'exprimer récemment sa stricte conception du *fait nouveau-fin* par l'argument technique de l'art. 445.

En ce qui concerne la procédure, M. Sérol s'est exprimé en ces termes : « La Commission de Législation n'a pas hésité à enlever au Garde des Sceaux un pouvoir exorbitant qui ne se justifie plus et que le législateur a déjà condamné. Mais elle n'a pas cru devoir adopter la procédure nouvelle qui figure dans la dernière proposition. En effet, la Cour de cassation est déjà nantie d'une tâche accablante. La possibilité de la demande en revision, mise en tout cas à la disposition des intéressés, aura pour conséquence une augmentation du nombre des demandes. On ne peut raisonnablement songer à déférer à la Cour suprême l'examen de leur recevabilité. Il fallait trouver un autre organisme qualifié.

« Nous nous sommes donc inspirés de la loi du 29 avril 1921. Le droit de demander la revision sera accordé aux intéressés dans les quatre cas prévus par l'art. 443. La demande sera portée devant le Chambre des mises en accusation d'une Cour d'appel autre que celle qui a prononcé la condamnation et qui sera chargée de statuer sur la recevabilité de la demande ».

M. Sérol a très bien vu la faiblesse de la procédure

organisée par M. Guernut. Suivant la tradition qui veut que les réformes juridiques s'introduisent sous forme d'exception, il a pris pour modèle la loi de 1921. Son seul tort a été son manque de précision dans la détermination de la Chambre des mises en accusation compétente. Voici le texte proposé :

« *Art. 1^{er}*. L'art. 443-4^o est ainsi modifié :

« 4^o Lorsque après une condamnation un fait ou
« un *élément d'appréciation* viendra à se produire, ou à
« se révéler, ou lorsque des pièces inconnues lors des
« débats seront représentées de nature à établir l'inno-
« cence du condamné.

« *Art. 2*. Les §§ 5 et 6 de l'art. 444 sont remplacés
« par les paragraphes suivants, qui s'intercalent après
« le § 4 et avant le § 7.

« Dans le quatrième cas, aux personnes désignées
« précédemment sous les n^o 2 et 3, qui adresseront la
« requête au Ministre de la Justice. La demande devra
« être transmise par ses soins à la Chambre des Mises
« en accusation d'une Cour d'appel autre que celle qui
« a prononcé la condamnation qu'il aura désignée.

« La Chambre des Mises en accusation, saisie de la
« demande et du dossier de la procédure, qui lui sera
« transmis par le Procureur général de la Cour d'appel,
« dans le ressort de laquelle aura été prononcée la con-
« damnation instruira le procès en Chambre du Conseil.
« Elle ordonnera toutes mesures préparatoires, elle
« procédera soit directement, soit par commissions
« rogatoires, à toutes enquêtes, confrontations, recon-
« naissances d'identité et moyens propres à mettre la
« vérité en évidence en se conformant aux règles pres-
« crites par le Code d'Instruction Criminelle, le deman-

« leur dûment appelé ou représenté suivant les formes
« établies par la loi du 8 décembre 1897. En cas de
« détention, la Chambre des mises en accusations
« statuera sur la mise en liberté provisoire du condamné.

« Lorsque l'affaire sera en état, si la Cour estime
« qu'il n'y a pas lieu de modifier la décision entreprise,
« elle statuera en déclarant qu'il n'y a pas lieu d'admettre
« la demande.

« Si, au contraire, elle reconnaît qu'il y a lieu à décision
« nouvelle, elle ordonnera le renvoi de la demande et
« de la procédure à la Chambre criminelle de la Cour de
« cassation qui statuera conformément à l'art. 445.

« Dans les trois premiers cas, la Cour de cassation,
« Chambre criminelle, sera saisie par son Procureur
« général, en vertu de l'ordre exprès que le Ministre
« de la Justice aura donné, soit d'office, soit sur récla-
« mation des parties ».

141. — Le Garde des Sceaux a donné son adhésion au principe même. Il a formulé, sur la procédure, certaines observations. Elles ont été soumises à la Commission. Après une nouvelle délibération le gouvernement et la commission ont fait état de ces observations. Dans un rapport supplémentaire, M. Albert Sèrol¹ s'est exprimé en ces termes :

« 1^o Dans le quatrième cas de revision prévu par
« l'art. 443 du Code d'Instruction Criminelle la con-
« naissance de l'affaire est attribuée à la Chambre des
« mises en accusation du lieu de la condamnation.
« Dans la proposition précédente la Chambre des mises

1. Annexe au procès-verbal de la séance du 29 juin 1934, n° 3723.

« en accusation était désignée par le Ministre de la
« Justice.

« Il est, en effet, préférable que la compétence soit
« déterminée par la loi, et non par le Garde des Sceaux.

« D'autre part, c'est au lieu de la condamnation que
« se trouveront généralement la plupart des témoins à
« entendre. En outre, c'est là, que les vérifications à
« effectuer pourront être faites avec le maximum de
« célérité et le minimum de frais.

« 2° Il reste spécifié que le défenseur doit être admis
« à présenter ses explications et que l'arrêt de la Cour
« sera motivé.

« Mais l'application de la loi du 8 décembre 1897 ne
« peut être envisagée dans la procédure suivie devant la
« Chambre des mises en accusation. Elle nécessiterait,
« en effet, la comparution personnelle du condamné dont
« le transfert de la Guyane ou d'une maison centrale pré-
« senterait de graves difficultés.

« 3° Le Ministre de la Justice a demandé que le
« demandeur en revision qui succombera soit condamné
« à une amende de 500 fr. indépendamment des frais
« auxquels il est déjà tenu par la législation actuelle.
« Cette condamnation n'est d'ailleurs pas obligatoire.
« Elle est laissée à l'appréciation de la Cour.

« Cette disposition est analogue à celles qui figurent
« déjà dans de nombreux textes, notamment les art. 471,
« 479, 500, 516 du Code de Procédure civile. Mais elle
« exige une modification de l'art. 446 ».

Cette compétence attribuée à la Chambre des mises
en accusation du lieu de la condamnation est une des
manifestations de la création en droit français, à l'imi-
tation de la législation italienne, d'un juge de l'exécution.

Il est dans les projets de la Commission de réforme du Code d'Instruction Criminelle, instituée à la Chancellerie et présidée par M. le Procureur général Paul Matter ¹, de donner ce rôle à la Chambre des mises en accusation du lieu de la condamnation ².

La création d'une amende facultative, au cas de rejet de la demande, est une réaction normale de défense de l'autorité de la chose jugée. Elle fait penser à l'amende créée en 1340, pour des motifs à peu près identiques par Philippe de Valois.

Voici le texte définitif proposé par la Commission en plein accord avec le Garde des Sceaux :

« Art. 1^{er}. L'art. 443-4^o est ainsi modifié (même « rédaction que le premier texte de la Commission).

« Art. 2^o Art. 444. Le droit de demander la revision « appartiendra :

« 1^o Au Ministre de la Justice.

« 2. Au condamné, ou en cas d'incapacité, à son « représentant légal.

« 3^o Après la mort, ou l'absence déclarée du con- « damné, à son conjoint, à ses enfants, à ses légataires « universels ou à titre universel, à ceux qui en ont « reçu de lui la mission expresse.

« Dans les trois premiers cas, la Cour de cassation, « Chambre criminelle, sera saisie par son Procureur « général en vertu de l'ordre exprès que le Ministre de « la Justice aura donné, soit d'office, soit sur la réclama- « tion des parties.

« Si l'arrêt ou jugement de condamnation n'a pas été

1. Vidal et Magnol, *op. cit.*, p. 7, n° 9, note 1.

2. L'attribution de cette compétence de juge de l'exécution à la Chambre des Mises en accusation du lieu de la condamnation soulève de grandes difficultés pratiques. La principale réside dans l'éloignement possible du lieu de l'exécution.

« exécuté, l'exécution sera suspendue de plein droit
« à partir de la transmission de la demande par le
« Ministre de la Justice à la Cour de cassation.

« Si le condamné est en état de détention, l'exécution
« pourra être suspendue de plein droit à partir de la
« demande par le Ministre de la Justice à la Cour de
« cassation.

« — Si le condamné est en état de détention, l'exécution
« pourra être suspendue sur l'ordre du Ministre de
« la Justice, jusqu'à ce que la Cour de cassation ait
« prononcé et ensuite, s'il y a lieu, par l'arrêt de cette
« cour statuant sur la recevabilité.

« Dans le quatrième cas, la demande sera transmise
« par les soins du Garde des Sceaux, à la Chambre des
« mises en accusation de la Cour d'appel, dans le ressort
« de laquelle est situé le siège de la juridiction qui a
« prononcé la condamnation.

« La Chambre des mises en accusation, saisie de la
« demande et du dossier de la procédure, instruira le
« procès en Chambre du conseil et ordonnera toutes
« mesures d'information utiles, en se conformant aux
« règles prescrites par le Code d'Instruction Criminelle.

« En cas de détention, elle statuera sur la mise en
« liberté provisoire du condamné.

« Lorsque l'affaire sera en état; la Cour prononcera,
« après avoir entendu le demandeur ou son conseil
« dans leurs explications, sa décision motivée. Si elle
« estime qu'il n'y a pas lieu de modifier la décision en-
« treprise, elle rejettera la demande.

« Si, au contraire, elle reconnaît qu'il y a lieu à décision
« nouvelle, elle ordonnera le renvoi de la demande et
« de la procédure à la Chambre criminelle de la Cour de
« cassation qui statuera conformément à l'art. 445 ».

« Art. 3. L'art. 446 § 8 est ainsi modifié :

« Le demandeur en revision qui succombera dans son instance sera condamné à tous frais et pourra l'être en outre à une demande qui n'excèdera pas 500 fr ».

Ce texte est soumis actuellement à l'étude d'un excellent juriste, M. le Sénateur Boisvin-Champeaux, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, rapporteur désigné par la Commission de Législation du Sénat.

142. — Concluons au sens réel que la proposition Guernut méconnaît la définition de la revision, à un double point de vue :

1^o Elle ne perçoit pas clairement la nature du fait nouveau-moyen. L'appréciation nouvelle ressort exclusivement du domaine de l'appel.

2^o En adoptant l'art. 445 elle suit les errements de la législation antérieure en ce qui concerne le fait nouveau-fin.

Néanmoins, la proposition Guernut marque un net retour vers les conceptions de l'Ancien Droit : acception large du fait nouveau, procédure complexe et périlleuse. Le progrès ne serait-il donc au vrai « qu'un éternel retour, serpent enroulé sur lui-même, flèche qui revient à son point de départ »¹.

1. Jodelet, *op. cit.*, p. 344.

CHAPITRE II

LE FAIT NOUVEAU EN MATIÈRE CIVILE

143. — Nous avons vu, dans notre étude de doctrine, que le sentiment de justice réclame, dans une revendication extrême, l'extension du fait nouveau en matière civile. Cette sollicitation théorique vient de revêtir une forme positive dans l'avant-projet d'un Code de Procédure civile proposé récemment par la Commission de réforme de la procédure de l'Association nationale des avocats inscrits.

Précisons le problème. En voici un exemple tiré de la matière même de la revision : Un individu est condamné. Sa femme, en vertu de cette condamnation, demande et obtient le divorce. Postérieurement, une revision l'innocente. Les voies de recours, contre la décision prononçant le divorce, sont épuisées. Cette décision doit-elle subsister, alors que son fondement s'écroule. Peut-elle être annulée ?

MM. Vidal et Magnol s'expriment ainsi « On pourrait
« bien songer à la requête civile, le délai de recours ne
« partant que du jour même où l'erreur est reconnue.
« Mais c'est un recours tout exceptionnel, limité aux
« seuls cas prévus par l'art. 480, parmi lesquels ne figure
« pas la revision de la condamnation pénale qui a motivé

« la décision civile. Il ne paraît pas impossible de résoudre la difficulté. On peut étendre, semble-t-il, à la revision la théorie jurisprudentielle de la *cassation* par *voie de conséquence ou virtuelle*, qui permet de faire tomber comme suite de l'annulation de la condamnation pénale revisée, les décisions civiles rendues en exécution de cette décision »¹.

Par contre M. Garçon², étudiant le même problème, constate que l'annulation ne peut être obtenue « Le conjoint de l'ex-condamné s'appuie sur un jugement rendu à son profit. Comment l'ex-condamné pourra-t-il attaquer et faire rapporter ce jugement ? Il ne peut évidemment employer la voie du recours en cassation ni même celle de la requête civile, car cette hypothèse ne rentre dans aucune de celles que prévoit l'art. 480. C'est, qu'en effet, il y a eu en l'espèce un jugement sans cause ou plus exactement un jugement rendu sur une cause reconnue depuis erronée. Eh bien ! tandis qu'un contrat passé dans ces conditions là est nul de

1. Vidal et Magnol, *op. cit.*, p. 1038, note 2. Cette théorie est le corollaire nécessaire du grand principe qui veut que la cassation remette les parties au même état qu'avant l'arrêt cassé. Tout ce qui est la conséquence nécessaire de cet arrêt doit disparaître et ne doit plus être invoqué devant une juridiction quelconque. Ainsi la cassation d'un arrêt ordonnant une liquidation a pour conséquence d'entraîner l'annulation de l'arrêt qui homologue cette liquidation (Cass., 16 juin 1845, Dumoret, S., 45-1-737, D., 46-1-714). Il n'est pas nécessaire de revenir pour cela devant la Cour de cassation. Cass., 12 juillet 1848, Scelle, S., 1848-1-559, D., 48-5-39). Sur cette question. Voyez Fuzier-Herman. Cassation (*Mat. civ.*, n° 4906 et suiv.

Constatons que cette théorie s'est développée en matière civile. Peut-elle être appliquée en notre hypothèse ? On peut en douter, si l'on considère avec MM. Garsonnet et Cézard-Bru (*Traité théorique et pratique de procédure civile*, t. VI, 1915, p. 758, n° 443) que le rétablissement du *statu quo ante* comporte une restriction si l'exécution de l'arrêt a donné lieu à des conséquences irréparables, spécialement la cassation de l'arrêt qui a donné main-levée d'une opposition n'entraîne pas la nullité du mariage célébré en exécution de cet arrêt. Cette solution peut être étendue par voie d'analogie à notre hypothèse.

2. *Des effets de la revision des procès criminels*. Cours professé par E. Garçon à la Faculté de Droit de Paris en décembre 1902. Extrait du *Journal des Parquets*, de 1903, p. 18 et 19.

« nullité absolue, il faut reconnaître que la loi ne donne
« aucun recours contre un tel jugement. Il n'existe pas en
« matière civile, de recours en revision et la requête
« civile, telle qu'elle est actuellement organisée n'y
« saurait toujours suppléer. Il y a là une *lacune de la loi* ».

Le même problème se pose à propos d'une condamnation à des dommages-intérêts prononcée par une juridiction civile, à la suite d'une condamnation pénale. Il n'en serait pas ainsi, si la juridiction pénale avait elle-même prononcé la condamnation aux dommages-intérêts : « La même question, constate M. Garçon, sera
« différemment résolue selon que l'action civile aura été
« partie au civil ou au criminel. Cette différence de
« traitement constitue une injustice flagrante, qui est
« une raison de plus pour faire désirer une réforme ».

144. — Le problème s'est posé en d'autres domaines. En voici une curieuse illustration : « Durant le mois de
« mars 1904, M. Engerand, député du Calvados, a
« adressé au Garde des Sceaux la lettre suivante : « Dans
« son audience du 4 janvier 1889, la première Chambre
« du Tribunal civil de la Seine condamnait Mme Martel
« (dite Gyp) et M. Ernest Flammarion, éditeur, à payer
« à M. le Sénateur Trarieux la somme de 5000 fr. de
« dommages-intérêts pour le préjudice à lui causé par
« l'allégation que l'ancien Ministre de la Justice était
« protestant.

« Le jugement rendu par M. le Président Baudoin
« porte dans l'un de ses attendus que M. Trarieux
« n'était pas protestant.

« Or un fait nouveau vient de se produire qui manifeste
« clairement que le jugement de M. Baudoin est entaché

« d'erreur : les récentes obsèques de M. Trarieux se
« sont faites selon le rite religieux des protestants, les
« prières ont été dites par les pasteurs protestants
« Stapffer et Wagner, et l'inhumation a eu lieu à Bor-
« deaux, dans le cimetière protestant de la rue Judaïque.

« Il y a là erreur évidente et j'ai l'intention, à l'une de
« nos prochaines séances, de vous demander par voie de
« question quelles mesures vous comptez prendre pour
« obtenir la revision du procès ».

La question n'est pas de nature à embarrasser le Garde
des Sceaux, constatait ironiquement M. Paul Cuché ¹ « il
« n'existe pas de procédure de revision des procès civils,
« et une fois passée en force de chose jugée, toute décision
« judiciaire bénéficie d'une irréfragable présomption de
« vérité ».

Ce document n'est pas seulement un délicieux exemple
d'incompétence parlementaire. Il atteste, aussi, l'importance de notre problème en matière civile.

145. — Avant d'étudier la solution proposée par
l'Association Nationale des Avocats, une brève analyse
de la brillante thèse de M. Jean Plassard ² précisera
encore le problème. Cette analyse n'est pas déplacée
dans une étude de législation, car M. Plassard a tenté *de*
lege ferenda la rédaction d'un texte de loi. Beaucoup
de nos législateurs pourraient lui envier son impeccable
présentation.

1. « Chronique judiciaire » de M. Paul Cuche dans la *Revue Pénitentiaire* de 1904, p. 716.

2. *Des ouvertures communes à cassation et à requête civile*. Thèse, Paris, 1924, op. cit.,

SECTION I

LA THÈSE DE M. JEAN PLASSARD

146. — M. Jean Plassard, étudiant les ouvertures communes à cassation et à requête civile, devait proposer une timide extension de la revision en matière civile.

Il a constaté¹ que les art. 480 et 481 du Code de Procédure civile contenaient quatre cas d'*erreur de fait* correspondant au caractère originaire de la proposition d'erreur et de la requête civile, née de cette dernière. Ce sont :

1° Le dol personnel (art. 480-1°).

2° Le jugement sur pièces reconnues fausses (art. 480-9°).

3° La rétention de pièces décisives (art. 480-10°).

4° La défense incomplète des personnes du droit public et des incapables (art. 481).

« Ce sont là, disait-il, les seules hypothèses et combien
« limitées dans lesquelles notre droit actuel ouvre la
« requête civile pour erreur de fait. Elles reflètent
« encore, quoique bien faiblement, la parenté entre la
« requête civile et l'ancienne *restitutio in integrum*...² ».

Toutefois, la tendance moderne qui fait sortir le recours

1. p. 71.

2. Les autres ouvertures forment un groupe d'*erreurs in procedendo* introduites par l'Ordonnance de 1667, dans le domaine de la requête civile. Ce sont :

1° La violation des formes prescrites à peine de nullité (art. 480, 2°).

2° Le vice d'*extra petita* (art. 480, 3°).

3° Le vice d'*ultra petita* (art. 480-4°).

4° L'omission de prononcer (art. 480-5°).

5° La contrariété de jugement rendus par une même juridiction (art. 480, 6°).

6° La contradiction entre les dispositions d'un même jugement (art. 480-7°).

7° Le défaut de communication au ministère public dans les cas où cette communication est requise par la loi (art. 480-8°).

en cassation hors des strictes limites de l'erreur de droit permet d'atteindre également certaines erreurs de fait. Mais ce sont là des mesures insignifiantes et l'on peut dire avec M. Plassard ¹ « qu'en matière civile le plus grand nombre des erreurs de fait échappe encore au domaine des deux recours extraordinaires ».

147. — M. Plassard admet d'ailleurs que le besoin de revision en matière civile est moins impérieux qu'en matière criminelle. Son admission en augmentant l'esprit de chicane ne conduirait qu'à des résultats fâcheux. Il est cependant des questions délicates dont le jugement implique de minutieuses investigations de fait, souvent rendues fort difficiles, par la fraude des parties. Ce sont les questions intéressant l'état des personnes. En cette matière, M. Plassard se montre partisan de la revision ² « Si, dit-il, les actions civiles de caractère purement patrimonial ne peuvent évidemment être comparées, au point de vue de leurs conséquences, aux poursuites criminelles, un jugement en matière de divorce, de paternité, de nationalité peut peser lourdement sur la vie d'une personne, menace le repos et l'honneur, et en tout cas, il intéresse l'ordre social. »

Les recueils d'arrêts ne donnent pas d'exemples de ces situations, car par hypothèse aucun moyen technique ne permet de les porter devant les tribunaux. M. Plassard, cite le cas suivant : ³ « Au cours d'une action en divorce, une femme avait invoqué comme injure grave les habitudes homo-sexuelles de son mari. Le tribunal refusant de tenir cette accusation pour établie pro-

1. *Op. cit.*, p. 176.

2. *Op. cit.*, p. 178.

3. *Op. cit.*, p. 177.

« nonça le divorce aux torts de la femme. Peu après
 « que cette décision fut passée en force de chose jugée,
 « le mari subit une condamnation correctionnelle pour
 « outrage public à la pudeur, qui ne laissait aucun doute
 « sur ses habitudes honteuses, l'instruction avait révélé
 « que ces habitudes remontaient à une date antérieure à
 « celle des accusations formulées par la femme. Cette
 « dernière ne put par aucun moyen se pourvoir contre la
 « décision qui avait prononcé le divorce contre elle ».

La question est grave. Elle se complique encore du fait que la relativité de la chose jugée fléchit en cette matière et tend à y avoir une portée générale¹.

148. — M. Plassard signale l'art. 494 § 4 du Code de Procédure civile italien qui connaît un cas de révocation pour *erreur de fait*². Deux conditions sont exigées par ce texte :

1° Une erreur de fait résultant des « actes ou documents de la cause ». On doit entendre, par là, l'erreur qui résulte de la teneur même de la sentence ou de la comparaison

1. Il en est ainsi tout d'abord à cause de la foi bien naturelle des juges dans le précédent judiciaire. De plus, d'après la jurisprudence, une décision judiciaire tranche définitivement une question d'état dans tous les cas où la loi réserve à certaines personnes seulement l'exercice de l'action : action en désaveu-nullité de mariage pour violence, déclaration de paternité naturelle, recherche de la maternité naturelle. Agen, 14 juin 1890, Estévenet, S., 1893-2-4.

De même, un jugement rejetant une demande en réclamation d'état d'enfant légitime, formée contre le mari seul, peut être invoqué par la femme ou par les enfants issus du mariage contre une nouvelle réclamation. Req. 3 janvier 1866, Elie c. Salles, S., 1866-1-89 note Boullanger.

Il en est de même en matière de nom de famille, Metz, 29 avril 1847. Ivaldus, D., 1847-2-108. Cette opinion est confirmée par la théorie qui tend à discerner les jugements constitutifs d'état et déclaratifs d'état.

Voyez sur ces questions, Colin et Capitant 7^e édition p. 356 n° 341 ; Planiol et Ripert et Savatier, t. I, p. 27 et s. Jossierand, t. I, p. 655 et suiv.

Voyez également l'article de M. Constantin Stoeanovici et M. Eugène Barasch « Chose jugée et état civil. Essai d'une théorie nouvelle de la partie des jugements rendus en matière d'état ». *Revue trimestrielle de droit civil*, 1934 p. 547.

2. *Op. cit.*, p. 220.

de cette sentence avec les résultats de l'enquête sur lesquels elle se fonde.

Il faut que l'on puisse déduire de cette erreur ou de cette comparaison, ou que le juge s'est trompé, ou qu'il n'a pas retenu comme fournies par l'enquête des données qui en réalité ne s'y trouvaient pas.

2^o Que cette erreur de fait ne constitue pas un « point controversé » tranché par la sentence elle-même. La révocation n'est donc ouverte que s'il n'a pas été prononcé sur l'erreur.

Et ce qu'il y a d'extrêmement curieux, c'est que d'après M. Calamandrei¹ il faut chercher l'origine de cette erreur de fait, dans notre ancienne proposition d'erreur, conservée par le droit piémontais².

149. — M. Plassard, pour toutes ces raisons, était disposé à admettre une ouverture à requête civile fondée sur la révélation d'un fait inconnu lors de la sentence et de nature à la modifier. Cette ouverture devait être limitée aux seules questions d'état et la preuve résulter d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée. Et, *de lege ferenda*, il proposait le texte suivant : « En « matière d'état des personnes, si d'après le jugement « un fait antérieur à ce dernier et de nature à modifier « la décision prise par le juge vient à être constaté « par un jugement passé en force de chose jugée ».

L'argumentation, développée d'ailleurs avec une extrême prudence par M. Plassard, est malgré tout imprégnée de romantisme juridique. Certes, les questions d'état, sont de celles qui intéressent le plus hautement

1. *Op. cit.*, p. 222.

2. Notons qu'en pratique les nombreuses révocations intentées réussissent fort rarement. Plassard, *op. cit.*, p. 222.

l'honneur des individus et des familles et l'ordre public lui-même. Mais il n'est pas moins vrai que ce sont celles qui nécessitent impérieusement le plus de stabilité. Telle est l'opinion de MM. Colin et Capitant¹. Ils regrettent qu'en matière de divorce la requête civile soit admissible dans les termes du droit commun : « Une
 « fois le jugement du divorce rendu, la transcription
 « opérée les anciens époux remariés, tel fait peut se
 « produire qui rende admissible la voie de la requête
 « civile et la requête civile peut aboutir à l'annulation
 « du jugement de divorce ! Fort heureusement, les cas
 « de requête civile sont infiniment rares et les tribu-
 « naux sont, en fait, très parcimonieux dans l'admission
 « de ce recours. La lacune de la loi n'en est pas moins
 « fâcheuse et il eût mieux valu admettre en 1886 comme
 « le projet le demandait avec raison que la voie de la
 « requête civile fut interdite contre les décisions d'où
 « résulte le divorce ». C'est dans cette sage et judicieuse
 remarque que nous apparaît la vérité juridique.

SECTION II

LA REVISION EN MATIÈRE CIVILE DANS L'AVANT- PROJET D'UN CODE DE PROCÉDURE CIVILE RÉDIGÉ PAR L'ASSOCIATION NATIONALE DES AVOCATS

150. — La timide revendication théorique de M. Jean Plassard vient d'être positivement concrétisée dans l'avant-projet d'un Code de Procédure civile proposé par la Commission de réforme de l'Association Nationale

1. Telle est également l'opinion de MM. Planiol, Ripert et Rouast, t. II, p. 484 n° 585.

des Avocats inscrits. Mais les conclusions audacieuses de ce projet dépassent, déforment et amplifient extraordinairement celles de M. Plassard. Il y a là une généralisation de l'exception. Pour M. Plassard, la revision peut être admise en matière civile avec de sérieuses garanties en matière de questions d'état. Pour l'Association Nationale des Avocats, la revision doit toujours être admise en matière civile.

Dans son rapport, M. Jean Appleton s'exprime ainsi ¹ :
« Nous avons maintenu les voies extraordinaires pour
« attaquer les jugements, mais la requête civile dont le
« nom est vraiment trop divinatoire s'appellera désormais
« la revision comme en matière pénale. Nous en avons
« étendu légèrement le domaine, en permettant sous
« certaines précautions la revision des jugements dans
« les cas où des pièces nouvelles seraient apparues ou
« des faits nouveaux se seraient révélés de nature à
« établir le mal fondé de la décision attaquée ».

Et la rédaction par eux proposée est la suivante :
Art. 265 « Les jugements ou arrêts qui ne sont pas susceptibles d'être attaqués, soit par voie d'opposition,
« soit par voie d'appel, peuvent faire l'objet d'une demande en revision de la part de ceux qui y ont été
« partie ou dûment appelés.....*si depuis le*
« *jugement, des pièces nouvelles sont apparues ou des*
« *faits nouveaux se sont révélés de nature à établir le mal*
« *fondé de la décision* ». Le seul obstacle processif, opposé à la revision des procès civils, est imité de la loi criminelle belge : la requête devra être accompagnée d'une consultation favorable, rédigée à la majorité par trois avocats désignés par le Procureur général, le second par

1. *Op. cit.*, p. 8.

la partie demanderesse, le troisième par le bâtonnier du barreau de la Cour d'appel.

151. — Vraiment, une telle réforme introduite en matière civile ruinerait toute stabilité dans le commerce juridique. L'on pourrait appliquer à la revision ces mots prononcés par M. Ripert, à propos de l'admission illimitée de l'enrichissement injuste : « ce grand courant d'équité « qui traverserait le droit abattrait comme châteaux de « cartes les institutions qui abritent les intérêts »¹. On peut heureusement songer qu'il s'agit là d'un plaidoyer *pro domo*. Ce projet estré digé par des avocats. De très bonne foi — sans parler du sentiment très naturel qui leur fait souhaiter une nouvelle source de procès — ils sont portés à contester sans cesse l'autorité de la chose jugée.

Cette étude du fait nouveau en matière civile nous révèle *en législation* une tendance à uniformiser la revision en matière pénale et en matière civile. C'est en revenir à la proposition d'erreur d'origine commune de la revision et de la requête civile. Ne vaudrait-il pas mieux s'en tenir à la distinction de la requête civile et de la revision établie par les Ordonnances de 1667 et 1670 ?

1. *Op. cit.*, *La règle morale dans les obligations civiles*, 3^e édition, 1935, p. 260.

CONCLUSION

152. — Notre très modeste étude nous a révélé l'existence actuelle d'une tendance favorable à l'idée de la revision illimitée des procès. Cet extrême sentiment de justice se manifeste dans toutes les branches du droit : revision des traités — des constitutions, des codes — et dans le domaine du pur droit privé : revision des baux, des pensions alimentaires, des rentes en matière d'accidents du travail, actions en réduction, révocation, nullité, rescision pour lésion, sans parler du mouvement grandissant qui détruit toute stabilité en matière contractuelle¹ (traduisant sous une forme juridique, l'éternelle inquiétude de l'homme, l'éternel conflit de la morale dynamique et de la morale statique², conflit particulièrement sensible dans notre époque de transition effervescente, née d'une guerre cruelle. Et c'est pourquoi il nous faut méditer à nouveau ces mots de Pascal : « la justice et la vérité sont deux pointes si subtiles, que nos instruments sont trop mousses pour y toucher exactement. S'ils y arrivent, ils en écachent la pointe et appuient tout autour, plus sur le faux que le vrai »³.

L'esprit de l'homme n'a pas l'originalité que son cœur

1. Sur l'idée de peine privée en matière de révocation, résolution et nullité, voyez F. Huguency. Thèse p. 141 et suiv. Sur la question de la stabilité en matière contractuelle voyez le chapitre II « La justice dans l'exercice des droits » dans le livre de M. G. Ripert, *op. cit.*, p. 137 et suiv.

2. Bergson, *Les deux sources de la morale et de la religion*, Paris, 1932.

3. *Pensées*, chapitre XXV, n° 13.

lui suppose. Un problème ne suscite pas une marge infime de solutions et leur expression est elle-même bornée. Souvent lorsqu'il croit avancer, il revient en arrière « La nature de l'homme n'est pas d'aller toujours, « elle a ses allées et venues »¹. C'est aussi, qu'en matière de fait nouveau, à une large conception matérielle correspond une minutieuse complication formelle. Le sens réel du fait nouveau demeure constant. Il y a là un véritable phénomène de pendule.

153. — Récapitulons brièvement les apports successifs de notre étude :

1^o L'histoire nous montre que dans notre Ancien Droit la non-limitation théorique du fait nouveau et la complexité de la procédure, se sont servi de contre-partie et de réplique. Notre Droit Moderne est caractérisé par un retour constant à ces conceptions.

2^o La doctrine et la jurisprudence nous font percevoir une distinction essentielle entre le fait nouveau-moyen et le fait nouveau-fin.

3^o L'exemple belge nous révèle un fait nouveau dépouillé de tout caractère politique et l'exemple italien par le moyen technique de la cassation conditionnelle permet de réaliser la définition intégrale de la revision.

4^o Le travail législatif, nous indique la solution pratique de la réalisation formelle du fait nouveau.

A l'aide de ces données, nous pouvons exprimer notre opinion personnelle.

154. — Le problème, selon nous, réside dans l'application exacte des deux propositions suivantes :

1. *Pensées*, Appendice au chapitre XXV, n^o 6.

1^o Faire en sorte de donner au sentiment de justice d'une part et au besoin de stabilité d'autre part, le champ d'action réclamé par leurs natures respectives.

Le sentiment de justice vient du cœur. Il faut le satisfaire par une conception large de la notion de *fait nouveau-moyen*.

Le besoin de stabilité vient de la raison, il est d'essence processive. Il faut édifier une procédure complète et vigoureuse permettant d'apprécier le bien fondé des demandes.

2^o Faire en sorte que ces deux principes coexistent sans heurts en respectant la définition intégrale de la revision. Ce sera le rôle du *fait nouveau-fin*.

155. — Nous sommes ainsi amenés à exprimer sous une forme concrète notre conception dynamique du fait nouveau :

1^o Toute demande en revision, basée sur un fait nouveau matériel ou scientifique, est adressée — assortie d'une demande favorable de trois avocats à la Cour de cassation ou de trois avocats à la Cour d'appel — à la Chambre des Mises en accusation du lieu de la condamnation.

2^o Celle-ci, par tous actes d'instructions utiles, vérifie si la demande est fondée sur un fait matériel ou scientifique inconnu des premiers juges et que provoque un doute sérieux et raisonnable sur la culpabilité du requérant.

3^o La Cour de cassation met l'affaire en état. Si l'on peut procéder à de nouveaux débats et sauf le cas où l'innocence est dès à présent démontrée elle renvoie devant une juridiction du même ordre en cassant la première

décision *sous condition* que l'innocence certaine du condamné soit établie.

Dans le cas où l'on ne peut procéder à de nouveaux débats, elle casse sans renvoi au seul cas de *certitude d'innocence*.

4^o De nouveaux débats ont lieu devant la juridiction de renvoi. Deux solutions sont possibles : si l'innocence est certaine la cassation est validée, l'annulation subsiste ; dans le cas contraire, la condition ne s'étant pas réalisée, la cassation s'évanouit et la première condamnation sévit ¹.

Telles sont les grandes lignes qui vont guider notre essai de *lege ferenda*.

Mais, un certain scepticisme en la qualité de notre rédaction et en sa partie pratique, nous fait croire — de telles tentatives n'étant que jeux de l'esprit — que la partie la plus utile de notre travail réside dans notre exposé de la jurisprudence. Nous avons vu comment elle savait tirer un parti excellent d'une loi insuffisante, comment elle savait se montrer créatrice et compréhensive, comment enfin elle faisait appel à la notion d'équité dirigée. Aussi nous voudrions terminer notre thèse en louant la sagesse de notre Cour suprême : « L'équité, » disait Hauriou, n'est pas du droit par cela seul qu'elle « n'a pas de catégories, pas de limites. L'équité n'est « qu'un sentiment. Cœur pensif ne sait où il va ». Nous pouvons lui répondre victorieusement : Le sentiment guidé par la raison du juge doit être fécond en heureux résultats. Cœur pensif sait où il va.

1. On pourrait objecter à cette transplantation de la condition conditionnelle qu'en Italie fonctionne le système de l'échevinage (Décret-loi du 4 janvier 1931) dans les Cours d'assises et non le système du jury. Il est aisé d'y répondre. La question de la certitude ou du doute sérieux est une question de fait. Quant à la rédaction de la question, c'est de la pure technique juridique qui n'est pas susceptible d'embarrasser les praticiens éminents de notre Cour suprême.

APPENDICE

ESSAI DE RÉDACTION DE *LEGE FERENDA*

Texte actuel

Art. 443. — La revision pourra être demandée en matière criminelle ou correctionnelle, quelles que soient la juridiction qui ait statué et la peine qui ait été prononcée :

1^o Lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces seront représentées propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide.

2^o Lorsque, après une condamnation pour crime ou délit, un nouvel arrêt ou jugement aura condamné pour le même fait un autre accusé ou prévenu et que, les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur condamnation sera la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné.

3^o Lorsqu'un des témoins entendus aura été postérieurement à la condamnation poursuivi et condamné pour faux

Texte proposé

Art. 443. — La revision pourra être demandée en matière criminelle ou correctionnelle quelles que soient la juridiction qui ait statué et la peine qui ait été prononcée par :

1^o Le ministre de la justice ;

2^o Le condamné ou en cas d'incapacité, son représentant légal ;

3^o Après la mort ou l'absence déclarée du condamné par son conjoint, ses enfants, ses légataires universels ou à titre universel, et ceux qui en ont reçu de lui la mission expresse.

La demande en revision basée sur un fait matériel ou scientifique, inconnu des premiers juges et assortie d'une consultation favorable de trois avocats à la Cour de cassation ou de trois avocats d'une Cour d'appel ayant dix années d'inscription au tableau, devra être adressée au

témoignage contre l'accusé ou le prévenu, le témoin ainsi condamné ne pourra pas être entendu dans les nouveaux débats.

4° Lorsque, après une condamnation, un fait viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque des pièces inconnues lors des débats seront représentées, de nature à établir l'innocence du condamné.

Procureur général près la Cour d'appel du lieu de la condamnation.

Celui-ci saisira la Chambre des Mises en accusation qui instruira le procès en chambre du Conseil. Elle ordonnera toutes mesures d'information utiles et statuera la mise en liberté du condamné.

S'il résulte de cette information un doute sérieux sur la culpabilité du condamné, la Chambre des Mises en accusation ordonnera le renvoi de la demande et de la procédure à la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

Si cette information ne fait pas naître un doute sérieux sur la culpabilité du condamné, elle rejettera la demande par décision motivée.

Art. 444. — Le droit de demander la revision appartiendra dans les trois premiers cas :

1° Au ministre de la justice ;

2° Au condamné ou en cas d'incapacité à son représentant légal ;

3° Après la mort ou l'absence déclarée du condamné, à son conjoint, à ses enfants, à ses parents, à ses légataires universels ou à titre universel, à ceux qui en ont reçu de lui la mission expresse.

Dans le quatrième cas, au ministre de la justice seul, qui statuera, après avoir pris l'avis d'une commission composée des directeurs de son ministère et de trois magistrats

Art. 444. — La Chambre criminelle de la Cour de cassation, saisie par son procureur général, pourra, si elle estime que l'affaire n'est pas en état, procéder directement ou par commissions rogatoires à toutes enquêtes sur le fond, confrontations, reconnaissances d'identité et moyens propres à mettre la vérité en évidence.

Lorsqu'il ne pourra être procédé de nouveau à des débats oraux contre toutes les parties, notamment en cas de décès, de démence, de coutumace ou de défaut d'un ou de plusieurs condamnés, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité, en cas de prescription de l'action ou de celle

de la cour de cassation annuellement désignés par elle et pris en dehors de la chambre criminelle.

La Cour de cassation, chambre criminelle sera saisie par son procureur général, en vertu de l'ordre exprès que le ministre de la justice aura donné soit d'office, soit sur la réclamation des parties indiquant un des trois premiers cas.

La demande sera non recevable si elle n'a été inscrite au ministère de la justice ou introduite par le ministre sur la demande des parties dans le délai d'un an à dater du jour où celles-ci auront connu le fait donnant ouverture à revision.

Si l'arrêt ou le jugement de condamnation n'a pas été exécuté, l'exécution sera suspendue de plein droit à partir de la transmission de la demande par le ministre de la justice à la Cour de cassation.

Si le condamné est en état de détention, l'exécution pourra être suspendue, sur l'ordre du ministre de la justice, jusqu'à ce que la cour de cassation ait prononcé, et ensuite, s'il y a lieu, par l'arrêt de cette cour statuant sur la recevabilité.

de la peine, la Cour de cassation, après avoir constaté expressément cette impossibilité, statuera au fond sans cassation préalable ni renvoi, en présence des parties civiles s'il y en a au procès et des curateurs nommés par elle à la mémoire de chacun des morts. Dans ce cas, elle ne devra annuler que la condamnation motivée par un fait matériel ou scientifique, rendant certaine l'erreur des premiers juges.

La Cour de cassation, bien que de nouveaux débats soient possibles, cassera également sans renvoi si le fait matériel ou scientifique produit rend, dès à présent, certaine l'erreur des premiers juges.

Lorsqu'il peut être procédé à de nouveaux débats et que l'erreur n'est pas dès à présent certaine, la Cour de cassation annulera les jugements ou arrêts, qui feraient obstacles à la revision, sous la condition que l'erreur apparaisse avec certitude devant la juridiction de renvoi.

La Cour de Cassation fixera les questions qui devront être posées, et renverra les accusés ou prévenus, selon les cas, devant une cour ou un tribunal autre que ceux qui auront primitivement connu de l'affaire.

Dans les affaires qui devront être soumises au jury, le procureur général près la Cour de renvoi dressera un nouvel acte d'accusation.

La juridiction de renvoi au cas d'innocence certaine du condamné confirmera l'annulation prononcée par la Cour de cassation, la condition s'étant réalisée. Si l'innocence n'apparaît pas avec certitude, si le doute sérieux est simplement confirmé, elle constatera la défaillance de la condition et la première condamnation reprendra son plein et entier effet.

Si les accusés ou prévenus sont décédés ou tombés en état de démence depuis l'arrêt de la cour de cassation qui a annulé conditionnellement le jugement ou arrêt de condamnation, la Chambre criminelle sur les réquisitions du Procureur général près la Cour de cassation rapportera la désignation par elle faite de la Cour de renvoi et statuera comme il est dit au § 2 du présent article.

Art. 445. — En cas de recevabilité si l'affaire n'est pas en état, la cour procèdera directement ou par commissions rogatoires à toutes enquêtes sur le fond, confrontations, reconnaissances d'identité, interrogatoires et moyens propres à mettre la vérité en évidence.

Lorsque l'affaire sera, en état, si la cour reconnaît qu'il peut être procédé à de nouveaux débats contradictoires elle annulera les jugements ou arrêts, et tous actes qui feraient obstacle à la revision; elle fixera les questions qui

Art. 445. — Lorsque la revision est demandée en vertu d'un des trois cas suivants :

1^o Lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces seront représentées, propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide.

2^o Lorsque, après une condamnation pour crime ou délit, un nouvel arrêt ou jugement aura condamné pour le même fait un autre accusé ou prévenu et que, les deux condamnations ne pouvant

devront être posées et renverra les accusés ou prévenus, selon les cas devant une cour ou un tribunal autre que ceux qui auront primitivement connu de l'affaire.

Dans les affaires qui devront être soumises au jury, le procureur général près la Cour de renvoi dressera un nouvel acte d'accusation.

Lorsqu'il ne pourra être procédé de nouveau à des débats oraux, contre toutes les parties, notamment en cas de décès, de démence, de coutumace de défaut d'un ou de plusieurs condamnés, en cas de prescriptions de l'action ou de celle de la peine, la cour de cassation, après avoir constaté expressément cette impossibilité, statuera au fond sans cassation préalable ni renvoi, en présence des parties civiles, s'il y en a au procès et des curateurs nommés par elle à la mémoire de chacun des morts; dans ce cas elle annulera seulement celle des condamnations qui avait été injustement prononcée et déchargera, s'il y a lieu la mémoire des morts.

Si l'annulation du jugement ou de l'arrêt à l'égard d'un condamné vivant ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit aucun renvoi ne sera prononcé.

Si les accusés ou prévenus sont décédés ou tombés en état de démence depuis l'arrêt de la Cour de cassation qui a annulé le jugement ou

se concilier, leur contradiction sera la preuve de l'innocence de l'un ou l'autre condamné.

3° Lorsqu'un des témoins entendus aura été postérieurement à la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu, le témoin ainsi condamné ne pourra pas être entendu dans de nouveaux débats.

La demande assortie d'une consultation favorable de trois avocats à la Cour de cassation ou de trois avocats d'une Cour d'appel ayant dix années au moins d'inscription au tableau sera adressée directement au Procureur général près la Cour de cassation, qui saisira la Chambre criminelle. Celle-ci statuera comme il est dit en l'art. 444.

arrêt de condamnation, la Chambre criminelle, sur les réquisitions du Procureur général près la Cour de cassation, rapportera la désignation par elle faite de la juridiction de renvoi et statuera comme il est dit au 4^e paragraphe du présent article et à l'art. 446 du présent code.

Art. 446, § 8. — Le demandeur en revision qui succombera dans son instance sera condamné à tous les frais.

Art. 446 § 8. — Le demandeur en revision qui succombera dans son instance sera condamné à tous les frais et pourra l'être en outre à une amende qui n'excédera pas 500 francs.

Vu :

Le Doyen :
Edgard ALLIX.

Vu :

Le Président de la thèse :
M. HUGUENEY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris :
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Nous ne mentionnons ici que la bibliographie essentielle, celle de certains sujets spéciaux est indiquée en note dans le cours de l'ouvrage.

I

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- ALOISI. — *Manuale pratico di procedura penale*, Milan, 1932.
- BONNECASE (J.). — *Science du Droit et romantisme*. Paris, 1928.
- *Introduction à l'étude du droit*, 2^e édition, Paris, 1931.
- BRAAS (Ad.). — *Précis de procédure civile*, Bruxelles, 1925.
- CARNOT. — *De l'instruction criminelle*, Paris, 1830.
- COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de Droit civil*, t. I, 7^e édit., 1931.
- DECLAREUIL. — *Histoire générale du Droit français des origines à 1789*, Paris, 1925.
- ESMEIN (A.). — *Cours élémentaire d'histoire du Droit français*, 15^e édit. Paris, 1925.
- *Histoire de la procédure criminelle en France*, Paris, 1882.
- FAUSTIN-HÉLIE. — *Traité de l'instruction criminelle*, 2^e édit. Paris, 1886.
- GARRAUD (R.). — *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*, 1907 à 1929.
- *Précis de Droit criminel*, 15^e édit. par Pierre Garraud, 1934.
- GARSONNET et CÉZAR-BRU. — *Traité théorique et pratique de procédure civile*, t. VI, Paris, 1915.
- GENY. — *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, 2^e édit. Paris, 1919.
- HENRIOU DE PANSEY. — *De l'autorité judiciaire en France*, Paris, 1827.
- HUGUENEY (P.). — *Traité théorique et pratique de droit pénal et de procédure pénale militaires*, Paris, 1933.
- JOUSSE. — *Traité de la justice criminelle de France*, Paris, 1771.
- LABORDE. — *Cours de Droit criminel*, 2^e édit. 1898.
- LE POITTEVIN (G.). — *Dictionnaire des Parquets*, 6^e édit., Paris, 1928.
- M.... (Conseiller au Presidial d'Orléans). — *Nouveau Commentaire sur l'ordonnance criminelle du mois d'août 1670. Avec un abrégé de justice criminelle*. Édition de 1757.
- MOHMSEM (Traduction J. Duquesne). — *Le droit pénal romain*, 1907.

- MUYART DE VOUGLANS. — *Instruction criminelle suivant les lois et ordonnances du royaume*. Édit. de 1762.
- ORTOLAN et DESJARDINS. — *Éléments de droit pénal*, 5^e édit., Paris, 1886.
- PERREAU (E.H.). — *Technique de la jurisprudence*, Paris, 1923.
- RIPERT. — *La règle morale dans les obligations civiles*, 3^e édit. Paris, 1935.
- ROUSSEAUD de la COMBE (Guy de). — *Traité des matières criminelles suivant l'Ordonnance du mois d'août 1670*. Édit. de 1757.
- ROUX. — *Cours de Droit criminel français*, 2^e édit. 1927.
- THIRY. — *Cours de Droit criminel*. Liège, 1909.
- THONISSEN. — *Études sur l'Histoire du Droit criminel des peuples Anciens* Bruxelles, 1869.
- *L'organisation judiciaire, le Droit pénal et la procédure pénale de la loi Salique*, Bruxelles, 1891.
- VIDAL et MAGNOL. — *Cours de Droit criminel et de science pénitentiaire*, 7^e édit., Paris, 1935.

II

OUVRAGES SPÉCIAUX ET MONOGRAPHIES

- ACHALME. — *Des indemnités à allouer aux victimes d'erreurs judiciaires*, Thèse, Lyon, 1912.
- BAVIÈRE. — *La réparation des erreurs judiciaires et la loi du 8 juin 1895*, Thèse, Dijon, 1898.
- BALLOT-BEAUPRÉ. — *Rapport sur la 1^{re} revision Dreyfus*.
- CHENON. — *Origines, conditions et effets de la cassation*, Paris, 1882.
- CROUZILLAC. — *De la revision sans renvoi après cassation des procès criminels en correctionnels*, Thèse, Paris, 1910.
- DEVÈZE. — *De la responsabilité civile de l'État au cas d'erreur judiciaire*, Thèse, Paris, 1897.
- FAYE. — *La Cour de cassation*, Paris, 1903.
- FAZY. — *De la revision en matière pénale*, Thèse, Genève, 1899.
- FOUILHÉ. — *Conseils de guerre et cours martiaux. Essai sur le fonctionnement de la justice militaire*, Thèse, Montpellier, 1917.
- FOURNIER. — *Essai sur l'histoire du droit d'appel suivi d'une étude de la réforme de l'appel*. Paris, 1881.
- GELIN. — *La peine justifiée*, Thèse, Lyon, 1922.
- GRIOLET. — *De l'autorité de la chose jugée*, Paris, 1868.
- GUILLIEN. — *L'acte juridictionnel et l'autorité de la chose jugée*, thèse, Bordeaux, 1931.
- HUGUENEY (L.). — *L'idée de peine privée en droit contemporain*, thèse, Dijon, 1904.
- JARDIN. — *Les erreurs judiciaires et leur réparation*. Thèse, Caen, 1897.
- JODELET. — *La conception de la peine chez Platon*, thèse, Paris, 1926.
- JULLIOT de la MORANDIÈRE. — *De la règle : nulla poena sine lege*, thèse, Paris, 1910.

- LACOSTE. — *De la chose jugée en matière civile, criminelle, disciplinaire et administrative*, Paris, 1897.
- LAIR. — *La restitutio in integrum. La réhabilitation*, thèse, Paris, 1859.
- LALANNE. — *Théorie de la peine justifiée*, thèse, Paris, 1922.
- LANGLOIS. — *Essai sur le pouvoir prétorien de la jurisprudence en droit français*, thèse, Caen, 1897.
- LE BERTRE. — *De l'admissibilité de la revision et de la matérialité du fait nouveau en matière de révision*, Paris, 1901.
- LEMOINE. — *Révision des procès criminels et correctionnels*, thèse, Paris, 1896.
- MARTY. — *La distinction du fait et du droit. Essai sur le pouvoir de contrôle de la Cour de cassation sur les juges du fait*, thèse, Toulouse, 1929.
- MAYER (S.). — *La question de la revision des procès criminels et correctionnels*, Paris, 1894.
- MONGIBEAUX. — *Des solutions apportées en droit pénal français au problème de l'erreur judiciaire*, thèse, Poitiers, 1906.
- PÉAN. — *L'erreur judiciaire*, thèse, Paris, 1896.
- PÉROT. — *Essai sur le droit public et privé de la république athénienne*, thèse, Lettres, Paris, 1867.
- PLASSARD. — *Des ouvertures communes à cassation et à requête civile*, Thèse, Paris, 1924.
- PRÉBOIS. — *La revision des procès criminels et correctionnels à l'exclusion de la question d'indemnité*, thèse, Dijon, 1902.
- ROCHE. — *De la réparation des erreurs judiciaires*, thèse, Lyon 1899.
- SADOUL. — *De la revision des procès criminels*, thèse, Nancy, 1900.
- SEVESTRE. — *De la revision des procès criminels et correctionnels et des indemnités à allouer aux victimes d'erreurs judiciaires*, thèse, Paris, 1899.

III. ARTICLES DE REVUES

- BERLET. — « Commentaire de la loi du 8 juin 1895 », *Journal des Parquets*, 1895).
- BERNARD. — « De la réparation des erreurs judiciaires », *Revue Critique*, 1871.
- CAMOIN de VENCE. — « Des indemnités à accorder aux victimes d'erreurs judiciaires », *Revue Pénitentiaire*, 1894.
- DESJARDINS. — « La revision des procès criminels », *Revue des Deux Mondes*, 1899.
- ESMEIN (A.). — « Effet relatif de la chose jugée », *Mélanges Gérardin* Paris, 1907.
- FOURNIER. — « Compte rendu du livre de M. J. Simon », *N.R.H.D.*, 1924.
- GARÇON (E.). — « Des effets de la revision des procès criminels », *Journal des Parquets*, 1903.
- GARRAUD (R.). — Notes au Dalloz.

- GEGOUD. — « Interprétation des lois pénales », *Revue Critique*, 1933.
- LE DUC. — « Du fait nouveau en matière de revision », *Revue Critique*, 1899.
- LYON. — « Revision des procès criminels : une double réforme dans la législation », *La France judiciaire*, 1904.
- LE POITTEVIN (A.). — « Rapport à la Société Générale des Prisons », *Revue Pénitentiaire*, 1895.
- Note dans l'*Annuaire de législation comparée*, 1894.
- NAQUET. (E.). — « Compétence exclusive de la Cour de cassation en matière de revision pour fait nouveau », *Revue de Droit public*, 1900.
- NICOLAS. — « Des réparations aux victimes d'erreurs judiciaires », *Revue critique*, 1888.
- PERITCH. — « Du renouvellement de la procédure pénale en Yougoslavie », *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1931.
- ROUGIER. — « Le nouveau code italien de procédure pénale », *Revue Pénitentiaire*, 1906.
- ROUX. — Note au Sirey. S., 1899-1-425 et 473, S., 1900-1-297, 1901-1-297, 1906-1-425, 1907-1-49 et 369, 1916-1-169, 1919-1-145, 1926-1-89.
- SELIGMAN (Ed.). — « Des indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires », *Revue politique et parlementaire*, 1895.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
1. Position de la question. — 2. Définition de la revision et du fait nouveau : le problème. — 3. La conception dynamique du fait nouveau. — 4. Délimitation de notre étude le plan.	
TITRE PREMIER	
LE PROBLEME AU POINT DE VUE DE L'HISTOIRE	5
5. Nécessité d'une brève étude historique.	
Chapitre I. — L'Ancien Droit	8
6. Les voies de recours avant Saint-Louis : le plan.	
<i>Section I. — Les propositions d'erreur</i>	9
§ I. Aperçu de l'évolution historique	9
7. Réaction contre le combat judiciaire : la supplication.	
8. L'évocation. — 9. Les lettres de proposition d'erreur, la requête civile.	
§ II. Etude juridique	11
10. Plan. — 11. Le sens matériel des propositions d'erreur	
12. Leur réalisation formelle. — 13. Leur sens réel	
<i>Section II. — Les lettres de revision et l'Ordonnance de 1670.</i>	15
§ I. Aperçu historique	15
14. L'Ordonnance de 1667. — 15. L'Ordonnance de 1670.	
§ II. Etude juridique	16
16. Le sens matériel des lettres de revision. — 17. Leur réalisation formelle. — 18. Leur sens réel : double notion du fait nouveau s'appréciant à des moments différents.	
Chapitre II. — Le droit moderne	22
19. Nécessité d'une réforme de la procédure criminelle. : La foi de la révolution dans son œuvre	

<i>Section I. — Le droit intermédiaire</i>	23
20. Suppression de la revision par la Constituante.	
21. Le décret du 15 mai 1793. Le Code des délits et des peines	
<i>Section II. — Le code d'instruction criminelle de 1808</i>	25
22. Les trois cas de revision. L'affaire Ellenberg. — 23. Le sens réel du fait nouveau : prédominance du principe d'ordre public.	
<i>Section III. — La loi du 29 juin 1867</i>	27
24. La loi du 29 juin 1867 et l'affaire Lesurques. — 25. Le sens réel de la loi du 29 juin 1867 : retour vers la tradition historique	
<i>Section IV. — La loi du 8 juin 1895</i>	29
26. Les affaires Vaux et Borras : Le fait nouveau. — 27. La procédure externe. — 28. La procédure interne.	
<i>Section V. — La loi du 29 avril 1921</i>	33
29. Les conseils de guerre spéciaux. — 30. L'art. 20 de la loi du 29 avril 1921. — 31. Ses innovations. — 32. Les lois postérieures. — 33. Le retour à la tradition historique.	
<i>Conclusion</i>	36
34. 1° Le sens réel du fait nouveau dans l'Ancien Droit. — 2° L'enseignement de l'histoire : la discrimination à opérer.	

TITRE II

LE PROBLEME AU POINT DE VUE DU DROIT POSITIF	39
35. Classicisme et romantisme. La jurisprudence, source du droit.	
Chapitre I. — La doctrine	42
36. Les trois conditions de l'art. 443. 4° Nature et caractères du fait nouveau.	
<i>Section I. — Nature du fait nouveau</i>	42
37. La matérialité du fait nouveau. — 38. Le fait scientifique. — 39. La liaison juridique du fait et de la condamnation. — 40. Résumé.	
<i>Section II. — Caractères du fait nouveau</i>	46
§ 1. Conditions de temps	46

41. L'unanimité de la doctrine. — 42. Exposé de trois difficultés : 1° Le fait doit-il être à la fois nouveau pour le juge et le condamné. 2° Le fait nouveau doit-il être apprécié en lui-même ou par comparaison des faits ou preuves déjà produits lors des premiers débats : Comparaison du fait nouveau et de la charge nouvelle. 3° Le fait nouveau peut-il consister en une cause de non-culpabilité ignorée des premiers juges. — 43. Résumé	
§ II. Condition de gravité	50
44. Théorie restrictive et théorie extensive	
I. Doctrine restrictive	50
45. Arguments d'exégèse : 1° le texte, 2° L'intention du législateur, 3° La préoccupation du législateur à respecter la chose jugée, 4° Les premiers commentateurs de la loi	
46. Arguments d'histoire. — 47. Argument de raison : L'autorité de la chose jugée.	
II. Doctrine extensive	57
48. La nécessité d'intervertir le plan pour l'étude de la théorie extensive. — 49. La lutte contre l'autorité de la chose jugée. — 50. L'autorité moindre de la chose jugée au criminel qu'au civil. — 51. Chose jugée et revision ne s'opposent pas. — 52. Les conséquences extrêmes de la théorie extensive. — 53. Le sentiments de justice et la disparition de la notion d'intérêt général : Les moyens techniques d'expansion du sentiment de justice. — 54. Arguments d'histoire. — 55. Arguments d'exégèse : 1° Le texte 2° Les travaux préparatoires. — 56. Conclusion : La distinction du fait nouveau moyen et du fait nouveau fin et la définition téléologique de la revision.	
57. Conclusion de l'étude doctrinale.	
Chapitre II. — La jurisprudence	68
58. Le plan.	
<i>Section I. — Nature du fait nouveau</i>	68
§ I. Le fait scientifique	68
I. Etude positive	68
59. L'arrêt Davoust. — La jurisprudence des aliénés méconnus s'affirme durant la guerre. — 60. L'affaire Danval	
II. Etude négative	72
61. Avant l'arrêt Davoust. — 62. L'obstacle de la condition de temps. — 63. L'arrêt Jacquot. — 64. La notion de fait scientifique.	

§ II. La liaison juridique du fait à la condamnation	75
65. Unanimité de la jurisprudence.	
66. Résumé.	

Section II. — Caractères du fait nouveau 76

§ I. Condition de temps	76
-------------------------------	----

I. Etude positive	76
67. Jurisprudence extensive	

II. Etude négative	78
68. La condition de temps obstacle et la condition de temps complément. — 69. Condition-obstacle. — 70. Condition-complément. — 71. La condition de temps est-elle de l'essence ou de la nature du fait nouveau ?	

§ II. Condition de gravité	81
----------------------------------	----

72. Distinction du fait nouveau donnant lieu à un jugement de valeur d'ordre psychologique et du fait nouveau donnant lieu à un jugement de valeur d'ordre juridique.

I. Etude positive	82
73. Jurisprudence normale et jurisprudence exceptionnelle.	

1° Jurisprudence normale	83
---------------------------------------	----

I. Certitude et cassation sans renvoi	83
---	----

74. Fait nouveau donnant lieu à un jugement de valeur d'ordre psychologique. L'affaire Vaux. L'arrêt Fétis.
75. Fait nouveau donnant lieu à un jugement de valeur d'ordre juridique. 1° Fait nouveau gravitant autour des questions de nationalité, 2° Fait nouveau gravitant autour des questions d'état, 3° questions diverses.

II. Doute sérieux et cassation avec renvoi	92
--	----

76. Le jugement de valeur conçue en vue du jugement final
77. Fait nouveau pouvant donner lieu à un jugement de valeur d'ordre psychologique : 1° Arrêts-types, 2° Dépositions nouvelles, 3° Rétractations de témoins, 4° Questions diverses. — 78. Fait nouveau pouvant donner lieu à un jugement de valeur d'ordre juridique.
79. La forme conditionnelle de la cassation avec renvoi.

III. L'affaire Dreyfus	99
80. Généralités.	

1° <i>La première revision</i>	101
--------------------------------------	-----

81. Le fait nouveau.

82. Le rapport de M. le président Ballot-Beaupré

83. Critique.

2° <i>La deuxième revision</i>	105
84. Le fait nouveau.	
85. Disparition objective et subjective de l'incrimination.	
86. Le système d'influence réciproque.	
87. Conception réelle du fait nouveau.	
2° Jurisprudence exceptionnelle	108
88. Son rôle clinique.	
89. Arrêt Tremoulet.	
90. Arrêt Hurlin.	
91. L'affaire Danval ; enseignement de cette jurisprudence	
IV. Etude négative	111
92. I. Fait nouveau donnant lieu à un jugement de valeur d'ordre psychologique : 1° Déclarations suspectes.	
2° Fait nouveau insuffisamment établi.	
93. Quel est le critérium suivi par le juge.	
94. II. Fait nouveau donnant lieu à un jugement de valeur d'ordre juridique.	
95. Quel est le critérium suivi par le juge.	
96. Rapport entre le fait nouveau et les éléments constitutifs de l'infraction	
<i>Section III. — Conclusion</i>	116
97. Plan.	
§ I. Evolution récente	117
98. La distinction du fait nouveau moyen et du fait nouveau fin.	
99. Le moyen technique d'expression du fait nouveau fin la condamnation injustement prononcée de l'art. 445.	
100. L'esprit de l'évolution de la jurisprudence.	
§ II. Auto-limitation jurisprudentielle	118
101. L'affirmation solennelle du caractère exceptionnel de la revision. — 102. Les limites de la revision. — 103 Résumé de l'œuvre de la jurisprudence. — 104. La notion d'équité dirigée.	

TITRE III

LE PROBLEME AU POINT DE VUE DU DROIT COMPARE

Introduction	123
105. La greffe législative. Limitation de notre étude : législation belge et italienne.	
106. Raison de ce choix : La conception latine et la conception germanique de la revision.	
107. Illustration de la conception germanique : Le renou-	

vement de la procédure pénale d'après le nouveau Code de procédure pénale yougoslave du 16 février 1929.

108. Le problème du fait nouveau ne se pose pas dans la conception germanique.

109. Le Code de 1808 a été originairement appliqué en Belgique et en Italie.

Chapitre I. — Le problème en Droit belge 129

110. Plan.

Section I. — Aperçu historique 129

111. La liaison juridique de la France et de la Belgique.

112. Le rapport Thonissen du 8 mai 1884. — 113. La loi de 1894.

Section II. — Le fait nouveau au sens matériel 134

114. L'application d'une loi pénale moins sévère.

§ I. Nature du fait nouveau 135

115. Le fait scientifique.

§ II. Caractères du fait nouveau 136

116. La condition de temps.

117. La condition de gravité : arrêt§ Michiels et Van Hees, distinction du fait nouveau moyen et du fait nouveau fin.

Section III. — La réalisation formelle du fait nouveau 139

118. Procédure externe. — 119. Procédure interne.

Section IV. — Le sens réel du fait nouveau 141

120. Le rôle de la Cour de cassation et de la cour de renvoi.

121. Les résultats pratiques de l'étude du Droit belge.

Chapitre II. — Le problème en Droit Italien 143

Introduction 143

122. Les Codes de procédure pénale de 1865, 1913 et 1931.

123. Le plan.

Section I. — Aperçu historique 146

124. Le fait nouveau dans le Code de 1865

125. Le projet Calenda.

126. Le fait nouveau dans le code de 1913.

127. L'apport fasciste quant à la notion d'autorité de la chose jugée.

Section II. — Le fait nouveau au sens matériel 153

128. Le caractère exceptionnel de la revision.	
129. Les quatre cas prévus par l'art. 554.	
130. Les applications spécifiées du fait nouveau.	
131. Le fait nouveau, l'élément nouveau. Distinction du fait nouveau-moyen et du fait nouveau fin.	
<i>Section III. — La réalisation formelle du fait nouveau</i>	157
132. La procédure externe.	
133. La procédure interne : La cassation conditionnelle	
<i>Section IV. — Le sens réel du fait nouveau</i>	164
134. L'étendue de l'élément nouveau. L'acception large de ce mot. La compréhension dynamique du problème.	
TITRE IV	
LE PROBLEME AU POINT DE VUE LEGISLATIF	165
135. L'extension du fait nouveau en matière civile.	
Chapitre I. — Le fait nouveau en matière pénale	166
136. Plan.	
<i>Section I. — Propositions Tenting et Ignace</i>	166
137. La cassation sans renvoi et la proposition Tenting.	
138. La confusion de la nature et de la gravité du fait nouveau dans la proposition Ignace.	
<i>Section II. — La proposition Guernut</i>	169
139. La proposition originaire.	
140. Le premier rapport Sérol.	
141. Le deuxième rapport Sérol.	
142. Retour de la proposition Guernut à l'Ancien Droit	
Chapitre II. — Le fait nouveau en matière civile	180
143. Le problème posé à propos des effets de la revision.	
144. Un exemple du problème.	
145. Le plan.	
<i>Section I. — La thèse de M. Jean Plassard</i>	184
146. L'erreur de fait en matière civile.	
147. Les questions d'état des personnes.	
148. L'exemple italien.	
149. La nouvelle ouverture à requête civile proposée par M. Plassard. Critique.	
<i>Section II. — La revision en matière civile dans l'avant-projet d'un</i>	

*Code de procédure civile rédigé par l'Association Nationale des
Avocats inscrits* 188

150. Le texte proposé.

151. Critique.

CONCLUSIONS 191

152. Le sentiment de justice et l'esprit de revision.

153. Les apports successifs de notre étude.

154. La solution théorique.

155. La solution pratique.

APPENDICE

Essai de rédaction de lege ferenda 195

BIBLIOGRAPHIE 201

Imp. F. BOISSEAU, 34, rue du Taur — Toulouse

